

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 16 MARS 2011

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 16 MAART 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 20 par M. André Flahaut, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance: M. Bernard Clerfayt

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

En mission à l'étranger: Ingeborg De Meulemeester

Conseil de l'Europe: Stefaan Vercamer

Empêchée: Ine Somers

Gouvernement fédéral

Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité: à l'étranger

Philippe Courard, secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté: à l'étranger (Bucarest)

01 Renvoi d'un amendement en commission

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents de ce jour, je vous propose de renvoyer l'amendement de M. Jef Van den Bergh et de Mme Maggie De Block sur le projet de loi portant des dispositions diverses (n^{os} 1208/1 à 12) à la commission de l'Infrastructure qui se réunira pendant la séance et nous fera rapport après ses travaux.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Projet de loi**02 Projet de loi portant des dispositions diverses (1208/1-9)****Discussion générale**

02.01 Meyrem Almaci, rapporteuse: La commission des Finances a travaillé très sérieusement sur ce projet qui a été à l'origine de plusieurs débats intéressants. Afin de ne pas prolonger mon intervention, je ne m'attarderai dans mon rapport que sur les éléments essentiels de ce projet de loi.

La commission des Finances a traité deux chapitres: le premier consacré à l'impôt sur les revenus et le second consacré aux modifications concernant les personnes morales.

La majorité des dispositions de ce projet de loi découlent de la nécessité d'adapter à la demande de l'Europe des points essentiels de notre législation au droit européen. Il est ainsi mis un terme à un certain nombre d'infractions.

L'impôt sur les revenus a suscité plusieurs questions, mais je vous renvoie à ce propos au rapport écrit.

L'élément le plus frappant à cet égard est la discussion sur l'article 50. L'amendement déposé par M. Verherstraeten tend à réécrire complètement cet article. Le paragraphe énumère les cas dans lesquels le secret bancaire peut être levé, à savoir lorsque l'administration relève un ou plusieurs indices de fraude fiscale ou lorsqu'elle se propose de déterminer la base imposable. L'amendement en question prévoit une procédure dite "par paliers". Ce n'est que lorsque le fonctionnaire du fisc constate qu'il subsiste, en dépit de l'enquête menée, des indices de fraude fiscale et de rétention de données, qu'il peut, conformément à une procédure par paliers, demander au directeur de lever le secret bancaire.

Les indices doivent être énoncés clairement dans la demande et celle-ci doit aussi faire apparaître que le fonctionnaire des contributions a demandé les informations et données, mais qu'il ne les a pas reçues. Pour permettre à l'administration fiscale de retrouver rapidement les numéros de compte cachés, un point de contact central sera créé au sein de la Banque nationale de Belgique. Ensuite, deux amendements présentés par M. Verherstraeten ont réglé l'obligation d'information de l'administration ainsi que l'entrée en vigueur des dispositions.

Mme Rutten a fait observer qu'une lutte plus efficace contre la fraude doit ainsi être possible et que la procédure de levée du secret bancaire formulée par un État étranger équivaut désormais à la demande de levée formulée par l'État belge.

M. Goyvaerts souligne qu'en l'absence de dispositions transitoires, on ignore ce qu'il adviendra des enquêtes en cours.

M. Van der Maelen a indiqué qu'il est parfois difficile de fournir des indices de fraude fiscale. Par ailleurs, il regrette que la Belgique n'ait pas opté pour la solution moyenne européenne mais qu'elle ait au contraire rendu plus difficile l'accès aux informations bancaires. Il doute que les dispositions de l'amendement puissent être avalisées par les autorités européennes.

M. Gilkinet d'Écolo-Groen! s'est réjoui de l'initiative de lutte contre la fraude fiscale prise dans un contexte budgétaire difficile. Il estime néanmoins que le dispositif doit être efficace, lisible et dissuasif, ce qui n'est pas toujours le cas.

Mme Wouters avait des questions sur l'obligation pour le fonctionnaire de demander l'autorisation d'un supérieur hiérarchique, mais aussi sur le point de consultation central et sur d'éventuels registres.

Personnellement, j'ai reconnu un certain mérite aux amendements 15 à 17. Je suis cependant mécontente de la manière dont les groupes de la majorité ont détourné le débat vers le projet de loi portant des dispositions diverses. Je plaide en faveur de définitions claires des notions et de procédures simples. La liste des indices de fraude fiscale ne figurant pas dans le texte de la loi, je m'attends à de longues procédures devant les tribunaux. Je me réjouis que la compétence en matière de levée du secret bancaire soit confiée à un fonctionnaire titulaire du grade de directeur et de l'installation d'un point de consultation central.

M. Alain Mathot a déploré que ce thème figure dans la loi portant des dispositions diverses, mais a toutefois déclaré qu'il s'agissait d'un moment historique.

M. Van der Maelen a déploré que la Belgique et quelques autres pays européens continuent à subordonner la levée du secret bancaire à l'existence d'indices de fraude fiscale.

M. Goffin s'est félicité du compromis.

M. Terwingen a confirmé que les amendements 15 à 18 sont le résultat d'un compromis et a souligné que l'objectif n'est pas d'ouvrir la voie à un cadastre des fortunes. Il était d'accord avec le sous-amendement 30.

Mme Gerkens a demandé si les auteurs des amendements 15 à 18 considèrent que la liste d'exemples dans la justification ont force de droit. Elle s'est étonnée que le fonctionnement du point de contact central et éventuellement aussi les sanctions soient également réglées par arrêté royal.

Le secrétaire d'État a répondu que les établissements bancaires, de change, de crédit et d'épargne sont désormais tenus de communiquer au point de contact central, géré par la BNB, l'identité de leurs clients et les numéros de compte et leurs contacts. Les conditions de fonctionnement concrètes seront négociées avec ces établissements et seront ensuite inscrits dans un arrêté royal.

J'ai déploré que cette matière soit réglée par le biais d'un arrêté royal. Mme Rutten a indiqué que les auteurs de l'amendement se sont fondés sur le principe de la présomption d'innocence.

L'amendement 18 de Mme Van Cauter prévoit une extension procédurale relative à la conciliation et l'instauration de l'extension matérielle du champ d'application.

M. Gilkinet a estimé qu'il n'était pas indiqué de coupler les deux dossiers d'un point de vue formel. Il a déposé un sous-amendement visant à distinguer les deux dossiers.

Moi-même, je n'étais pas d'accord avec l'amendement 18 et je me suis référée aux deux vagues d'amnistie fiscale et à la loi actuelle sur la régularisation fiscale permanente. Il me paraissait injustifié de parler de transaction. Je m'oppose au maquignonnage consistant à lier les deux propositions de loi.

Mme Vienne a rappelé que certaines affaires comme celle de la KB-Lux avaient tourné au fiasco mais a ajouté qu'une solution avait, depuis, été apportée à ce problème.

Mme Van Cauter a rejeté l'allégation selon laquelle il y aurait eu maquignonnage. Il n'est en effet pas illogique que les autorités tentent dans un premier temps de déceler les cas de fraude fiscale et ne procèdent à une investigation approfondie qu'après avoir constaté la présence d'indices suffisants.

M. Van der Maelen a déploré que Mme Van Cauter refuse d'admettre que les propositions en matière de transactions se sont heurtées à de fortes résistances. M. Verherstraeten a déclaré que la règle "una via" n'avait pas été enfreinte. La transaction est en effet un règlement judiciaire. Grâce à l'amendement 18, les dossiers de principe pourront être traités de la manière classique devant le tribunal alors que les autres questions et les faits d'une gravité moindre pourront être traités d'une façon administrativement efficace. *(Applaudissements)*

02.02 Carina Van Cauter (Open Vld): La fraude fiscale est dommageable pour les pouvoirs publics et, en particulier, pour leur organisation. Elle pose également problème aux citoyens et aux entreprises. Les chiffres sont consternants. En 2008, il y avait un arriéré de TVA et de contributions directes de plus de 33 milliards d'euros. Avec ce montant, nous pourrions réaliser les 22 milliards d'économies nécessaires, accorder une réduction fiscale aux contribuables qui paient leurs impôts et faire en sorte que le travail redevienne même rémunérateur.

L'Open Vld n'a pas l'intention d'organiser une chasse aux sorcières en ciblant les indépendants et les PME qui sont les moteurs de notre économie et sont de grands pourvoyeurs d'emplois aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise. Nous sommes résolus à combattre efficacement la fraude fiscale, ce qui implique que les impôts soient perçus effectivement et que l'on ne soit plus obligé de suivre de longues procédures dont la finalité est de procéder à d'incommensurables saisies.

Il est socialement inacceptable que la durée moyenne de traitement d'un dossier économico-fiscal s'élève à 2 154 jours. Lorsqu'on parvient finalement à la procédure au fond, le dossier est frappé de prescription ou le délai raisonnable est dépassé dans de nombreux cas. Nous en arrivons ainsi *de facto* à une impunité effective.

Avec l'amendement adopté, nous voulons permettre au ministère public de réprimer effectivement la fraude fiscale. À certaines conditions – ce n'est pas automatique –, le MP pourra proposer à la partie concernée d'acquitter une certaine somme d'argent et de céder le cas échéant certains biens. Si la partie concernée accepte, il y a effectivement extinction de l'action publique. La transaction permet au magistrat du parquet de traiter les infractions d'une façon extrajudiciaire. Ce n'est pas nouveau puisque cette possibilité existe depuis 1935 dans notre Code de procédure pénale. L'actuel article 216*bis* sera simplement adapté.

Cela nous ramène à une proposition de loi déposée par MM. De Croo et Van Biesen le 16 février 2009. Cette proposition a reçu un avis positif du Conseil d'État. Elle se situe également dans la droite ligne des recommandations du rapport du 7 mai 2009 de la commission d'enquête parlementaire sur la grande fraude fiscale.

La possibilité de transaction était présentée comme l'une des issues possibles de la procédure *una via*. La transaction apparaît également dans le plan de lutte contre la fraude fiscale du secrétaire d'État Devlies. De même, le Collège des procureurs généraux s'est déjà fait l'avocat d'une politique en matière d'accords avec les prévenus, sans compter les nombreux plaidoyers émanant du monde académique.

En ce qui concerne la procédure et les conditions d'application, je renvoie au texte de l'amendement et au débat à ce sujet en commission.

La proposition actuelle veille à ce que l'instruction et les procédures ne s'enlisent pas davantage ou ne deviennent pas plus coûteuses que nécessaire. Cela permettrait de libérer des capacités pour les affaires pénales ne rencontrant pas les critères de la proposition actuelle, offrant ainsi au ministère public la possibilité de mettre au point une politique pénale correcte.

La procédure ne peut être appliquée que si le suspect ou prévenu a la volonté de faire preuve de transparence et que l'ensemble des personnes concernées reconnaissent réellement les infractions commises.

L'indemnisation préalable constitue une condition constitutive de la proposition de transaction. L'auteur des faits devra payer non seulement les impôts et les intérêts, mais également l'amende avant de pouvoir bénéficier d'une extinction de l'action publique. Cette procédure permet de résoudre le problème de l'irrecouvrabilité de fait de montants attribués par voie judiciaire.

L'action publique reste la mission exclusive du ministère public. La proposition de transaction ne constitue nullement un automatisme. L'opportunité de proposer une transaction est laissée à l'appréciation du ministère public.

Cette proposition ne débouchera pas sur une justice de classes telle qu'elle fut pratiquée pour certains dossiers du passé. Rappelons à cet égard le cas d'un membre de la famille Beaulieu qui avait déboursé 20 millions d'euros ou encore, un socialiste de premier plan qui avait conclu un arrangement avec le ministère public à la suite d'infractions en matière fiscale. Par la présente proposition, nous entendons précisément étendre le droit à une transaction à toute personne qui satisfait aux dispositions légales. *(Applaudissements)*

02.03 Alain Mathot (PS): Depuis des années, notre groupe souhaite la levée du secret bancaire, pour permettre à l'administration fiscale de faire correctement son travail et pour assurer l'équité fiscale.

Le 14 mai 2009, la commission d'enquête relative à la lutte contre la fraude fiscale votait 108 recommandations. Aujourd'hui, nous en concrétisons deux: la levée du secret bancaire et la transaction judiciaire.

Le compromis proposé aujourd'hui nous satisfait, qui constitue une véritable avancée en termes de lutte contre la grande fraude fiscale. La Belgique ne pouvait plus se permettre d'être pointée du doigt par l'OCDE ou la Commission européenne. L'OCDE menaçait même d'inscrire la Belgique sur la liste grise des paradis fiscaux!

Dans un souci de justice fiscale, cette levée du secret bancaire devait concerner les non-résidents et les résidents, raison pour laquelle il fallait amender le projet portant des dispositions diverses.

Il fallait traquer les grands fraudeurs, mais pas au détriment du respect de la vie privée! Le présent texte intègre donc les remarques de la Commission de la protection de la vie privée.

La levée ne sera possible que dans les cas de soupçon de fraude fiscale énumérés dans la loi. Des filtres sont prévus pour éviter les contrôles abusifs et inopiné.

Ces indices de fraude sont, par exemple, le fait de ne pas avoir rempli sa déclaration d'impôt deux fois d'affilée, d'omettre de déclarer des factures, de présenter de fausses factures, de présenter des revenus perçus à l'étranger qui n'y ont pas été déclarés ou des extraits bancaires lacunaires ou falsifiés. Ce texte est conforté par l'arrêt de la Cour de cassation qui reconnaît une interprétation large de l'expression "indices de fraude".

L'une des grandes avancées est aussi le point de contact central géré par la Banque nationale de Belgique. À partir du 1^{er} juillet 2011, tous les établissements de banque, de crédit, de change ou d'épargne devront communiquer au point de contact l'identité des clients, leur(s) numéro(s) de compte et de contrats.

Il était temps que chacun paie en fonction de sa capacité contributive. Chaque euro rapporté dans la lutte contre la grande fraude est mis au service des bas et moyens revenus. De plus, vu la situation budgétaire actuelle, il fallait permettre la récupération d'un énorme manque à gagner pour l'État.

On ne peut tolérer que certains doivent se serrer la ceinture alors que de grands fraudeurs soustraient des millions – voire des milliards – à la collectivité.

La transaction judiciaire est aussi une belle évolution: les parquets qui la mettent déjà en œuvre obtiennent le plus de résultats en la matière. Trois aspects sont à souligner: le montant de la transaction sera proportionnel à la gravité des faits; l'impôt et les accroissements dus le seront toujours et l'amende sera ajoutée à ces montants; et le juge d'instruction compétent rendra un avis par rapport au bien-fondé et à l'opportunité de la transaction.

Le texte est donc balisé. C'est une grande avancée, mais le travail est encore important. Mon groupe continuera la lutte contre la grande fraude: nous déposerons encore des textes en ce sens.

Un regret: le texte aurait mérité d'être une loi. Mais l'objectif poursuivi était la levée du secret bancaire: il est atteint et nous nous réjouissons.

Je salue le travail de ce Parlement, qui nous permet de voter une belle évolution de la justice fiscale.

02.04 **Veerle Wouters** (N-VA): Je me limiterai aux articles 39 et 41 qui ont été examinés dans le cadre de la loi portant des dispositions diverses et qui ont été modifiés ultérieurement en articles 44 et 46 dans le rapport.

L'article 44 modifie les conditions pour la déduction des RDT. Celles-ci sont devenues beaucoup plus strictes à partir de l'exercice d'imposition 2004. La participation obligatoire de la société avait ainsi été portée de minimum 5 % à 10 %. La déduction des RDT est également autorisée lorsque la valeur d'acquisition de la participation minimale est d'au moins 1 200 000 euros. Il suffit de satisfaire à l'une des deux conditions. Une nouvelle condition avait été ajoutée, en ce sens que les actions doivent avoir la nature d'immobilisations financières et qu'elles doivent être conservées pendant minimum un an, mais elle a été supprimée à la suite d'un avis de la Commission européenne.

L'adaptation du système des revenus définitivement taxés avait été instaurée à l'époque pour compenser la réduction du taux réduit à l'impôt des sociétés de 40,17 % à 33,99 %. Les recettes avaient été estimées à quelque 278 millions d'euros. Le ministre a déclaré en commission que le gouvernement partait du principe que l'article 44 est budgétairement neutre.

Ce ne sera pas le cas, selon moi. Les calculs en vue de la préparation du budget devront le montrer. Vu le rendement prévu, nous pensons que cette disposition doit être inscrite dans la prochaine loi-programme. Nous présenterons également un amendement demandant la suppression de cet article.

L'article 46 modifie l'article relatif à la déduction d'intérêts notionnels en vertu duquel, selon l'exposé des motifs, un lien est établi entre la modification de la déduction RDT et l'intérêt notionnel. Selon moi, il existe un lien non seulement légistique mais aussi politique entre les deux postes de déduction. Jusqu'à présent, la logique politique voulait que les actions donnant droit à une déduction RDT n'entrent plus en ligne de compte pour le calcul de la base des intérêts notionnels. Si les actions sont considérées comme des immobilisations

financières, elles entrent en considération pour la déduction RDT mais pas pour la déduction des intérêts notionnels, étant donné qu'elles en sont exclues.

Les placements en actions n'entrent pas en ligne de compte pour la déduction des RDT, mais ils peuvent en revanche faire l'objet d'une déduction dans le cadre du système de déduction des intérêts notionnels. Autrement dit, on peut faire appel soit à la déduction des RDT, soit à la déduction des intérêts notionnels. L'article 44 rompt cette logique politique, puisque les placements en actions peuvent désormais entrer en ligne de compte pour les deux postes. Il n'est pas logique que le capital à risque ne soit pas diminué de la valeur fiscale nette des actions comptabilisées comme placements de trésorerie. Sinon, les intérêts notionnels sont en effet octroyés tant à la société qui comptabilise les actions comme placements de trésorerie qu'à celle dont les actions ont été achetées, alors que seule cette dernière utilise ses capitaux propres comme capital à risque. C'est un cas de figure comparable au montage controversé de type "*double dip*". Pour mon parti, cette double déduction n'est pas opportune.

02.05 Philippe Goffin (MR): Un accord a été trouvé sur le secret bancaire et la transaction judiciaire. Il est équilibré dans la mesure où il met en œuvre les moyens pour lutter efficacement contre la fraude fiscale tout en respectant des droits fondamentaux comme la protection de la vie privée.

Tout fraudeur s'expose, dorénavant, à la levée du secret bancaire tant en Belgique qu'à l'étranger. Cette mesure s'accompagne de balises comme la nécessité de disposer d'indices réels de fraude et de certaines garanties procédurales. Cette notion d'indice de fraude n'est pas neuve mais déjà précisée par la jurisprudence.

En outre, préalablement à toute levée du secret bancaire, il faudra l'accord du directeur régional.

Nous avons prévu un système en cascade: la collaboration du contribuable, l'obtention par le contrôleur de l'aval du directeur régional et la création d'un point central de contact au sein de la Banque nationale.

Un rapport annuel permettra une meilleure application en termes de légalité, d'opportunité et de proportionnalité.

Le mécanisme de la transaction judiciaire permettra de régler rapidement les petites fraudes et de désengorger les tribunaux.

Ces deux mesures sont deux outils utiles dans la lutte contre la fraude fiscale. Elles répondent à l'engagement du gouvernement sortant et à deux recommandations de la commission d'enquête parlementaire. Elles s'inscrivent parfaitement dans le cadre des accords internationaux souscrits par la Belgique.

Le président: Je félicite M. Goffin pour son *maiden speech*. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

02.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Notre groupe politique a cinq bonnes raisons pour ne pas adopter ce projet de loi. Tout d'abord, le manque de respect de la majorité à l'égard du Parlement et de la commission d'enquête sur la Fraude fiscale est ahurissant. Le texte de ce projet va à l'encontre de l'une des recommandations essentielles de ladite commission d'enquête. Deuxièmement, le texte échoue à intégrer notre législation fiscale dans la réglementation européenne. Troisièmement, la Belgique s'entête à maintenir une loi qui nous distingue totalement de nos pays voisins, à l'exception du Luxembourg qui n'est pas précisément un exemple à suivre. Quatrièmement, ce projet soulève une série de problèmes techniques et juridiques. Il a abouti à l'issue d'un véritable forcing en commission. Les débats ont commencé à 9 h 30 et à 18 h 15, le texte était bouclé. Cette précipitation transparaît malheureusement dans le texte. Cinquièmement, ce projet est un compromis boiteux pour le contribuable honnête.

Nous avons débattu pendant des heures de la recommandation n° 34 de la commission d'enquête Fraude fiscale. Tous les partis, à l'exception de la LDD et du Vlaams Belang, se sont accordés pour dire que le secret bancaire constituait l'obstacle majeur à la lutte contre la fraude fiscale. Tous ces partis ont approuvé cette recommandation préconisant la suppression dans la législation belge de la condition renvoyant à un ou plusieurs indices concernant la fraude fiscale.

Les premiers à faire faux bond ont été les libéraux. Les propos de Mme Rutten ont résonné des échos de la discussion de 1982, qui a conduit à la loi actuelle. Les libéraux ont de la suite dans les idées. Nous avons à nouveau entendu évoquer la "chasse au contribuable" et le "respect de la vie privée". Sur la base de la loi de 1982, le secret bancaire a été levé 28 fois au cours des cinq dernières années. On peut difficilement parler de "chasse au contribuable". Je vous prie donc de ne pas prêter de crédit aux affirmations que nous ressort l'Open Vld aujourd'hui.

L'Open Vld invoque la protection de la vie privée lorsqu'il s'agit du secret bancaire. Or les dernières propositions de l'Open Vld en matière de lutte contre la fraude sociale préconisent de contrôler et de surveiller les allocataires sociaux jusque dans leur intimité alors qu'on continue de s'opposer vigoureusement à la levée du secret bancaire. Les libéraux restent fidèles à eux-mêmes et se conduisent en 2011 comme en 1982: leur argumentation contre la levée du secret bancaire manque totalement de crédibilité.

Le CD&V avait le choix d'aboutir à un texte en réalisant un compromis par la gauche ou par la droite et il a opté pour la deuxième possibilité. Pourquoi nos collègues, MM. Verherstraeten et Terwingen, se sont-ils écartés du texte qu'ils avaient eux-mêmes adopté? Pourquoi se sont-ils écartés de leur propre texte qui ne comportait aucune référence à la fraude fiscale? Pourquoi s'écarter de ce dont il avait été si longuement et si largement débattu dans une commission d'enquête parlementaire, après consultation d'experts et de juristes?

J'en viens à la deuxième raison pour laquelle nous voterons contre cette proposition. Le ministre des Finances M. Reynders s'est vanté à cette tribune même du fait que la directive 77/799 du 1^{er} février 2011 avait été adoptée sous la présidence belge. Cette directive traite de la possibilité pour un fisc étranger d'obtenir en Belgique des informations disponibles au sein d'une banque. Ce texte fait l'objet d'un consensus européen et ne prévoit aucune condition, et donc a fortiori pas la condition d'un indice de fraude fiscale pour obtenir des informations d'une banque. À peine trois mois plus tard, on refuse ici même de tirer les conclusions de cette directive pour notre pays.

Par conséquent, une administration fiscale étrangère pourra beaucoup plus facilement obtenir des informations sur un de ses contribuables auprès d'une banque belge, alors que le fisc belge continuera à éprouver des difficultés pour obtenir des informations des banques belges. J'espère qu'une plainte sera formulée par l'étranger contre la Belgique. Si ce texte est adopté, il représente en effet une confusion d'intérêts déguisée de la part des banques belges. Les chances sont donc réelles que l'article 50 et les suivants de ce projet de loi soient annulés par la Commission européenne.

À peine six jours après que Mme Rutten ait prononcé son credo européen lors de l'émission *De Zevende Dag*, une loi qui placera la Belgique dans une position d'exception sera prochainement adoptée. Ce que nous demandons n'est ni plus ni moins que ce qui existe aux Pays-Bas, en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. Nous plaillons pour ce qui figure dans la recommandation et dans nos propositions de loi. Arrêtez de dire que nous faisons la chasse au contribuable et que nous portons atteinte à la vie privée. Les Pays-Bas, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne sont des pays fiscalement civilisés et ils ne posent pas la condition d'un ou plusieurs indices de fraude fiscale.

02.07 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Il me semble que sur le plan intellectuel, l'exercice est particulièrement malhonnête: un élément isolé lié à la fiscalité est projeté sur notre pays. Il y a lieu aussi de tenir compte des taux de l'impôt, de la pression fiscale, de la simplicité de la fiscalité. Je mets M. Van der Maelen au défi: suivons l'Allemagne dans des domaines divers et pas seulement sur cet élément-là. Dès que cette étape aura été franchie, nous pourrions examiner les choses dans leur globalité. La réglementation qui est soumise à l'Assemblée aujourd'hui s'inscrit parfaitement dans notre contexte.

02.08 Dirk Van der Maelen (sp.a): Nous ne parlons pas ici d'une réforme fiscale, même si l'idée d'en débattre nous séduit. Il s'agit de la pierre angulaire de la politique de contrôle fiscal. Ce texte est une invite à tous les fraudeurs de poursuivre tranquillement leurs pratiques parce que le risque de voir un jour le secret bancaire levé est pratiquement nul et que s'ils se font prendre, ils pourront, grâce à Mme Van Cauter, aisément se racheter.

02.09 Carina Van Cauter (Open Vld): Il ne s'agit pas d'un marchandage. Il s'agit des cas où le ministère public réclamerait de toute manière le paiement d'une amende et où l'amende, augmentée des impôts, des

intérêts et de l'amende fiscale est payée à l'avance. Cette manière de procéder permet de lutter efficacement contre la fraude fiscale, même légère.

02.10 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Dans différents articles d'opinion, les juges d'instruction ont – par la voix de Karel Van Cauwenberghe – littéralement affirmé qu'il s'agit d'une sorte de justice de classe. Seuls les riches pourront éviter un procès. Celui qui ne peut pas payer risque une condamnation et une peine de prison. M. Van Cauwenberghe estime que naît ainsi une sorte de jurisprudence parallèle qui ne résistera peut être pas au contrôle de la Cour constitutionnelle. La majorité devrait prendre conscience de cette situation et de ses conséquences sur le plan des procédures. Les juges d'instruction se demandent à quoi ils peuvent bien encore servir si le gouvernement instaure de tels mécanismes. Si eux-mêmes affirment que la majorité se trompe, celle-ci devrait tout de même se poser des questions.

02.11 Carina Van Cauter (Open Vld): A chacun son rôle. L'action publique relève de la compétence exclusive du ministère public et non pas de celle des juges d'instruction. Si le magistrat du parquet estime demain, comme il peut le faire aujourd'hui, qu'il entend exercer l'action publique, alors il peut le faire. Cette possibilité existe déjà et rien ne change à ce niveau. Ce système de transaction est d'ailleurs déjà appliqué de la même manière, à la satisfaction générale, dans le cadre du droit des douanes et accises.

C'est du reste le Collège des procureurs généraux qui a préconisé l'extension de cette réglementation à la fraude fiscale et sociale.

02.12 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Le système actuel est une justice de classe dans laquelle ceux qui pourront s'offrir les meilleurs experts, tirer la procédure en longueur, jouer sur la prescription et sur les vices de procédure, l'emporteront. Nous essayons d'alléger le travail des parquets, de manière à leur permettre de se concentrer sur les gros dossiers de fraude fiscale. Je reprends le même document que M. Van der Maelen. S'il avait l'honnêteté de ne pas travailler de manière sélective, il devrait admettre que la transaction est une recommandation formulée dans le rapport. Cela ferait avancer le débat!

02.13 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): L'argument majeur avancé par la majorité est que dans de gros dossiers, la transaction est souvent inévitable pour mettre fin aux passes d'armes. La majorité opte pour un système encore plus obscur qui va en outre multiplier les procédures. Une série de juges veulent des outils de travail plus rapides, plus efficaces et de meilleurs experts judiciaires. Ils demandent un système qui leur fasse perdre moins de temps en questions de procédure, mais celui qui leur est proposé n'est pas d'un grand secours.

Il est honteux qu'une proposition de loi déposée le 24 février en commission Justice n'y ait même pas été débattue. La majorité a effectué un travail de 'copier/coller' à partir de plusieurs propositions. Certaines d'entre elles ont été examinées par le Conseil d'État, d'autres n'ont même pas été analysées par la commission de la Justice. Les experts judiciaires affirment que ces propositions ne tiennent pas la route et déboucheront sur une justice de classe. Vous devriez avoir honte.

02.14 Carina Van Cauter (Open Vld): Même si cet amendement devait être adopté, le parquet demeure compétent pour juger de l'opportunité de l'action publique.

Autrement dit, le parquet prononcera son réquisitoire en tenant compte de facteurs pertinents tels que la nature des faits, la personnalité du suspect, les intérêts de la victime, l'importance du préjudice, le fait que le préjudice est indemnisé et le contexte social.

Toutefois, s'il s'agit de vastes circuits frauduleux dont le but est l'enrichissement et qui ne génèrent ni emploi ni activité économique, les travailleurs seront protégés à condition que le préjudice subi par les pouvoirs publics soit régularisé et que l'amende, les intérêts et les taxes soient payés. En cas de fraude fiscale de grande envergure avec intention frauduleuse, mécanismes à l'étranger, sociétés de liquidités, etc., aucune amende ne sera infligée. Le message envoyé à la population est que chaque cas de fraude fiscale peut être racheté par une petite somme d'argent et ce n'est pas correct. L'honnêteté intellectuelle impose de le reconnaître.

02.15 Dirk Van der Maelen (sp.a): En commission parlementaire d'enquête, il a été suggéré qu'il conviendrait de décider dans une phase située beaucoup plus en amont si un dossier doit être l'objet d'un

traitement administratif ou judiciaire. Ne seraient plus traités par la justice que les dossiers graves et de principe. Cette suggestion a été émise dans le but d'apporter une réponse au problème posé par la longue durée des procès.

La recommandation est empreinte d'une certaine confusion, sans doute provoquée sciemment par l'Open Vld. Il s'est avéré nécessaire de créer un cadre administratif pour la transaction parce que de trop grandes disparités ont été constatées. La majorité abdique et légalise la fraude. Seuls les inculpés riches pourront échapper à un procès et nous ne pouvons qu'espérer que la Cour constitutionnelle mettra à néant cette nouvelle combine.

L'Open Vld verrouille la porte du secret bancaire. Conséquence: les fraudeurs qui se feront prendre pourront se soustraire à la justice en payant. Cela fait des années que l'Open Vld préfère les fraudeurs aux honnêtes contribuables.

02.16 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Oui ou non, M. Van der Maelen a-t-il dans le passé participé à l'élaboration de la déclaration libératoire unique (DLU) et l'a-t-il approuvée?

02.17 Dirk Van der Maelen (sp.a): Oui mais quand mes collègues libéraux l'ont reproposée récemment, nous avons dit non. Chat échaudé craint l'eau froide.

02.18 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Aujourd'hui, nous avons à nous prononcer sur un texte dont la philosophie est identique.

02.19 Patrick Dewael (Open Vld): Je présume que le fait d'exprimer librement ses convictions idéologiques produit aussi une sorte d'effet libératoire mais pendant des années, M. Van der Maelen a participé à la mise en œuvre de ce type de politique. À l'époque, la DLU avait donné lieu à un débat difficile mais finalement, le gouvernement a approuvé cette procédure. Il n'est pas très convenable de faire aujourd'hui comme si cette mesure était impromptue et de jouer les donneurs de leçons.

02.20 Dirk Van der Maelen (sp.a): À propos d'attitude politique cohérente, est-ce qu'en 2009, l'Open Vld disait la même chose qu'aujourd'hui au sujet du secret bancaire? À l'époque, l'Open Vld était prêt à faire des concessions qu'il n'entend plus faire aujourd'hui.

L'Open Vld met à présent l'accent sur l'existence nécessaire d'un soupçon de fraude fiscale. En d'autres termes, la porte donnant accès à la levée du secret bancaire reste résolument verrouillée. Et comme si cela ne suffisait pas, on a jugé opportun d'y ajouter le règlement amiable. Voilà qui ne manque pas d'indigner.

Par ailleurs, des problèmes technico-juridiques se posent également. Que l'interprétation d'une loi doit être basée sur son texte-même, à condition que celui-ci soit clair, constitue une règle élémentaire. Toute autre considération est secondaire. L'article 322 nouveau se réfère incontestablement à la fraude fiscale. Par l'adjonction, dans l'exposé des motifs, d'une liste positive et d'une liste négative d'exemples, la majorité cherche à nous faire croire que nous avons procédé à un assouplissement – voire, selon certains, à la levée – du secret bancaire. Pour les spécialistes auxquels la haute technologie fiscale rapporte de plantureux honoraires, le texte à l'examen constitue la garantie qu'ils pourront continuer à s'offrir pendant de nombreuses années encore des débats de procédure et d'interprétation. Nous nous sommes tout au plus rapprochés de quelques millimètres des régimes en vigueur chez nos voisins néerlandais, allemands, français et britanniques.

Le troisième alinéa du texte comporte un primo et un secundo. La question est de savoir s'il s'agit de conditions cumulatives pour lever le secret bancaire ou si seule la première ou seule la deuxième condition suffit. Le secrétaire d'État a effectivement répondu à cette question en commission. Toutefois, d'éminents juristes déclarent que le primo concerne la situation dans laquelle une enquête est menée sur la base de l'article 316 et que le secundo renvoie à une enquête portant sur les signes et indices sur la base de l'article 341. À partir de ce texte bâclé, on peut dire ce que l'on veut quant aux conditions à remplir. On laisse la porte ouverte à de nouvelles batailles de procédure. Cet embrouillamini juridique est honteux.

02.21 Veerle Wouters (N-VA): C'est également notre avis et nous avons un amendement à présenter. Nous avons également interprété le texte comme étant un "ou". Les partis de la majorité n'étaient pas

d'accord à ce sujet.

02.22 Jan Jambon (N-VA): M. Van der Maelen commence à me convaincre qu'il s'agit d'une législation très libérale. Il attaque l'Open Vld mais je ne comprends pas pourquoi il ne s'adresse pas à ses amis politiques du PS. Ils auraient quand même dû prévoir un contrepoids? (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA et du Vlaams Belang*)

02.23 Bruno Tobback (sp.a): Puis-je déduire des interventions de la N-VA qu'il s'agit de leur part d'un appel à la formation d'un front avec le PS par-delà la frontière linguistique?

02.24 Dirk Van der Maelen (sp.a): M. Jambon sait aussi bien que moi comment ça c'est passé. Il s'agissait clairement d'une opposition gauche-droite. Un parti a – peut-être sur demande – fait basculer le compromis vers la droite. Ce parti a poussé l'Open Vld à céder sur certains points, mais a gardé en revanche la référence à l'évasion fiscale et a obtenu, en guise de dessert, la légalisation de la fraude par le biais de la transaction.

02.25 Raf Terwingen (CD&V): Je confirme cette vision des choses. On se sent en position très confortable lorsqu'on occupe le milieu du lit.

02.26 Dirk Van der Maelen (sp.a): J'invite le groupe des verts à bien écouter ce qui suit. J'ai lu *Netto* et j'ai relu ensuite le texte de l'article 323. J'étais convaincu que cette liste serait gérée par la Banque nationale. Mais dans *Netto*, le chef de cabinet Degrève indique que finalement, le contrôleur des contributions pourra consulter un fichier central à la Banque nationale. Et lorsque le secret bancaire sera levé, la Banque nationale demandera elle-même les informations nécessaires aux banques concernées. Pour les verts, l'obtention de cette liste était la raison de s'abstenir plutôt que de voter contre le projet.

Par ailleurs, je conseille à la majorité de régler la question du point de contact central par le biais d'un arrêté royal, délibéré en Conseil des ministres. Sinon, on dépendra de la bonne volonté du ministre des Finances du moment. Et si, comme le ministre actuel, il est soucieux d'être en bons termes avec le secteur bancaire, il n'y aura pas de liste.

02.27 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Nous sommes particulièrement satisfaits de voir apparaître, pour la première fois, ce fichier central des comptes bancaires.

Néanmoins, ce n'est pas parce que cela figure dans la loi que tout est gagné; une volonté politique sera nécessaire ainsi qu'un véritable travail de la part du ministre des Finances ou de son secrétaire d'État. Vous pouvez compter sur notre engagement pour vérifier que les dispositifs généreux qui figurent dans la loi soient suivis d'effets, si cette loi est votée. Pour notre part, nous nous abstiendrons.

02.28 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je vous conseille de relire le texte de loi. Les déclarations du chef de cabinet s'insèrent dans le texte de loi. Le fonctionnement du point de contact sera par ailleurs réglé par arrêté royal.

02.29 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agit d'une interprétation erronée d'un article de presse. La loi stipule clairement qu'un registre des comptes bancaires où figurera le nom du titulaire du compte bancaire sera organisé au sein de la Banque nationale. Cet arrêté royal est en préparation. Mon chef de cabinet a déclaré que lorsqu'un contrôleur fiscal souhaite plus de renseignements, il demandera ces informations aux banques par le biais de la Banque nationale.

02.30 Dirk Van der Maelen (sp.a): S'il existe une liste où figurent toutes ces informations, la Banque nationale ne doit pas les demander aux banques et si le secret bancaire est levé, l'administration fiscale peut quand même intervenir directement?

02.31 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Vous craignez la Banque nationale?

02.32 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ce que je crains, c'est que Febelfin souhaite garder la maîtrise des instruments.

02.33 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le registre restera à la Banque nationale, pas chez Febelfin.

02.34 Dirk Van der Maelen (sp.a): L'inspecteur ne se rendra pas à la banque, la Banque nationale demandera l'information.

02.35 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les déclarations de mon chef de cabinet correspondent parfaitement à la loi que nous voterons demain.

02.36 Dirk Van der Maelen (sp.a): En effet. Ce que dit le chef de cabinet s'insère dans la loi. Ceux qui ont approuvé ce texte étaient convaincus qu'il existerait une liste au sein de la Banque nationale et que l'inspecteur pouvait obtenir toutes les informations auprès de la BNB et était ensuite libre de mener l'enquête. La loi ne le garantit pas.

02.37 Raf Terwingen (CD&V): À mon estime, l'objectif était d'éviter que l'inspection des impôts ne doive, dès l'entrée en vigueur de la levée du secret bancaire, contacter toutes les banques pour leur demander où se trouvent ces comptes, une personne faisant l'objet d'une demande d'informations risquant ainsi d'acquérir mauvaise réputation. Le texte stipule explicitement que tout établissement de banque, de change, de crédit et d'épargne est tenu de communiquer l'identité des clients et les numéros de leurs comptes au point de contact central de la Banque nationale.

02.38 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je crois que je n'étais pas le seul à avoir compris que le fisc pouvait utiliser les informations de la Banque nationale. Mais non, le fisc doit se tenir à l'écart et la Banque nationale doit recueillir ces informations auprès des banques privées. Febelfin s'en réjouira.

Enfin, ce compromis est également néfaste pour le contribuable honnête. Une étude récente de l'ULB a démontré que la Belgique se trouve dans le peloton de tête en matière de fraude. Le taux de fraude est 30 % plus élevé chez nous que dans les pays voisins, quelle que soit la méthode utilisée. La part de l'économie clandestine est donc beaucoup plus importante que dans les pays voisins. Cela s'explique par le fait que nos instruments de contrôle, à savoir le ministère des Finances, l'ISI, la justice, manquent d'efficacité.

Si l'on examine les frais administratifs du ministère des Finances nécessaires pour percevoir 100 euros d'impôts, nous nous classons en tête de liste. Il est effectivement difficile d'arrêter les fraudeurs dans notre pays, notamment parce qu'il n'est pas aisé de lever le secret bancaire.

Le fait qu'en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, la part de l'économie noire soit si faible ne tient pas du hasard. Sans doute ces pays ont-ils de meilleurs ministères des Finances, ce qui n'est pas difficile après 12 années Reynders, mais ils ont aussi, notamment, la possibilité de lever le secret bancaire. En Belgique, nous gardons la porte fermée et ce, au moment où le futur gouvernement devra combler le trou budgétaire.

Cette proposition prévoit que les fraudeurs auront le champ libre et que c'est au contribuable honnête qu'il reviendra de combler ce trou. À ceux qui vont approuver ce mécanisme, je demande pourquoi ils donnent aux intérêts du fraudeur la priorité sur ceux du contribuable honnête. Le ministre dit que nous verrons bien. Je relève ce défi: nous allons suivre attentivement le rapport annuel, une des bonnes dispositions de la loi, et voir qui a raison; mais je pense connaître déjà la réponse. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

02.39 Josy Arens (cdH): Je n'ai jamais vraiment apprécié les lois portant des dispositions diverses, mais il y a des exceptions à la règle. Cette fois, il s'agit d'une grande loi qui met en place un outil efficace contre la fraude fiscale, mais où j'aurais souhaité voir quelques articles prorogeant les taux de TVA de 6 %, notamment pour l'isolation.

Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la grande fraude indiquait que le secret bancaire en Belgique constitue un obstacle à la lutte contre la fraude fiscale. Elle avait recommandé d'assouplir le secret bancaire pour favoriser le travail de l'administration fiscale.

Par ailleurs, la pression se faisait de plus en plus forte au niveau international. Tout cela demandait une

intervention efficace du Parlement, laquelle se concrétise dans le présent projet de loi tel qu'amendé en commission des Finances.

La Belgique se conforme ainsi aux standards internationaux en matière d'échange de renseignements et se munit d'un arsenal juridique performant dans la lutte contre la fraude fiscale.

Le cdH se réjouit que le secret bancaire ait pu faire l'objet de discussions sérieuses ayant abouti à un texte équilibré. Le travail de l'administration est facilité par la levée du secret bancaire en cas d'indice de fraude, mais les droits du contribuable sont renforcés via des balises qui éviteront abus et dérapages de l'administration.

Le texte prévoit enfin une extension du régime de la transaction. Ce type de transaction permettra de concilier justice fiscale et efficacité juridique en évitant des procès sans fin, comme l'affaire KB Lux.

La levée du secret bancaire constitue une étape décisive dans la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête. Elle démontre la volonté de ce Parlement d'aboutir sur des dossiers délicats, car l'égalité des citoyens et des entreprises devant la loi fiscale doit être protégée par le législateur.

Notre groupe s'impliquera encore dans la concrétisation d'autres grands dossiers de lutte contre la fraude fiscale.

02.40 Hagen Goyvaerts (VB): Les partis du gouvernement sortant ont raté l'occasion de traiter des questions importantes comme la levée du secret bancaire et l'instauration de la conciliation par le biais d'un amendement et de l'imposer à la commission des Finances. La levée du secret bancaire faisait pourtant l'objet de débats en commission des Finances. L'astuce de l'amendement offrait le double avantage d'échapper au respect de certains délais et de se passer de l'avis du Conseil d'État.

Entre-temps, les collègues du Sénat auraient commencé à discuter de diverses dispositions du projet de loi et se demandaient, eux aussi, ce que la conciliation venait faire aux Affaires économiques du Sénat. La manœuvre n'était pas très correcte, d'autant plus que les amendements de la majorité sortante résultaient d'un marchandage sur la levée du secret bancaire à la demande du PS et l'instauration d'une conciliation, à l'initiative de l'Open Vld principalement.

Je suis persuadé que les conséquences juridiques des amendements n'ont pas été assez mûrement réfléchies. Les orateurs précédents ont prouvé, exemples à l'appui, que le texte comporte encore de nombreux pièges juridiques.

L'adoption d'une série d'amendements de la N-VA de manière à peaufiner certains éléments en témoigne.

Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une intervention plus ferme de l'administration fiscale contre la fraude. Une administration fiscale plus efficace permettra de réduire la fraude et le contribuable honnête ne devra plus combler les déficits de l'État. L'instauration de la transaction donnera néanmoins aux fraudeurs la possibilité d'acheter leur procès et le contribuable honnête sera la victime de ce jeu de dupes.

Grâce au renforcement de la coopération fiscale, les comptes étrangers ont perdu de leur intérêt, car il est pratiquement devenu impossible de conserver le secret sur leur existence.

À la suite d'une récente directive européenne sur la coopération fiscale administrative, en raison de l'existence du secret bancaire, la Belgique risque de figurer sur la liste noire de l'OCDE des pays non coopératifs sur le plan fiscal. Ce risque explique évidemment la présence de ces multiples amendements au projet de loi portant des dispositions diverses, de même que l'arrêt subit du traitement du secret bancaire en commission des Finances et de la transaction en commission de la Justice.

Sur le plan politique, la levée du secret bancaire est actuellement liée à la possibilité de racheter ses erreurs par le biais d'une transaction. Les débats parlementaires laissent la place à une politique typiquement belge fondée sur des décisions prises dans le plus grand secret dans les cabinets de MM. Reynders et Clerfayt.

La fureur initiale du PS à l'égard de ce lien ne fut que de courte durée. Ce revirement de situation s'explique par les victoires du PS que constituent la création du registre central ou du point de contact électronique

auprès de la Banque nationale. L'ensemble des numéros de compte seront disponibles auprès de ce point de contact ainsi que les données personnelles des intéressés. *Big Brother is watching you*. J'espère que la vie privée et l'intégrité du citoyen seront protégées, mais je nourris quelques craintes à cet égard.

Le comble de ce système est que le fonctionnement de ce point de contact électronique sera intégralement confié au Roi. L'arrêté royal devra être prêt le 1^{er} juillet 2011 alors que le gouvernement est en affaires courantes! Les juristes ne manqueront certainement pas de travail.

Les protestations des libéraux sur l'assouplissement du secret bancaire n'ont pas fait long feu. Ils ont aussi reçu leur "joujou" sous la forme de la transaction. Comme de coutume, le parti étatique CD&V est resté sur la ligne médiane et s'est rallié aux libéraux comme aux socialistes.

Pour les socialistes, le registre central constitue effectivement un premier pas vers un cadastre des fortunes et, en définitive, un impôt sur la fortune, même si le gouvernement n'a pas le cran de le dire à voix haute.

Du côté flamand, cette disposition n'a été soutenue que par 30 députés. C'est aussi caractéristique.

Les réflexions de Karel van Cauwenberghe, le président de l'association belge des juges d'instruction, ne sont pas non plus à négliger. Pour lui, certains responsables politiques ne perçoivent pas la portée des dispositions qu'ils adoptent. Les fraudeurs, les blanchisseurs de capitaux et les autres délinquants pourront à tout moment "acheter" leur procès en misant sur un accord avec le ministère public. Il est inexact que seuls les fraudeurs fiscaux pourront agir de la sorte, il s'agit de tous les délits et infractions correctionnalisés pour lesquels une peine de cinq ans maximum est prévue. À tout moment, pendant l'instruction ou durant le procès, les suspects pourront conclure un accord avec le ministère public et l'action publique sera éteinte. Il n'y aura pas de casier judiciaire, pas de décision réversible.

Le fait que seul le ministère public décide de la transaction fait naître une double jurisprudence: la première émanant des juges et l'autre du ministère public, qui sera à la fois procureur et juge. Ce règlement porte préjudice à la jurisprudence indépendante, ouvrant la porte à l'arbitraire.

De plus, des jurisprudences parallèles se développeront du fait qu'il est possible qu'un accusé rachète sa peine alors qu'un autre accusé dans la même affaire ne le puisse pas et risque, du coup, une peine de prison. Ceci résistera-t-il à l'examen de la Cour constitutionnelle?

L'une des raisons de cette réglementation est le fait que les affaires de fraude durent beaucoup trop longtemps, permettant aux fraudeurs de bénéficier de l'impunité. M. Van Cauwenberghe plaide pour l'amélioration des ressources au lieu d'une réglementation qui n'apportera aucune plus-value.

Cette modification de la loi est plus que surréaliste. C'est un travail bâclé. Nous voterons donc contre. (*Applaudissements sur les bancs du VB*)

02.41 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je consacrerai mon intervention à la levée du secret bancaire. L'amendement à cette proposition de loi est la voie qu'a courageusement empruntée la majorité en affaires courantes pour avancer sur ce sujet important. Il aurait toutefois été intéressant d'adopter en tant que telle une proposition de loi sur ce sujet.

J'aimerais revenir sur le processus qui nous a conduit au vote. D'abord, une proposition de résolution déposée par notre groupe, le PS et le sp.a visant à mettre en place une commission d'enquête sur la grande fraude fiscale, au début de la législature 2007-2010. Ensuite, le travail de cette commission d'enquête aboutissant à 108 recommandations utiles.

Si la lutte contre la fraude fiscale n'est pas le point fort de la Belgique, est-ce une fatalité ou le résultat d'un manque de volonté politique? Je constate, en tout cas, que nous avons le même ministre des Finances depuis dix ans ...

02.42 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Si vous prenez les derniers travaux de l'expert autrichien, le montant de la fraude fiscale a diminué depuis dix ans. C'est sans doute grâce au travail de M. Reynders.

02.43 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je vous laisse à vos convictions!

02.44 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): C'est ce que dit votre expert! Je ne suis pas toujours d'accord avec ses travaux. Mais si vous êtes d'accord avec ces derniers, vous devez croire ce qu'il dit.

02.45 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Une étude du département d'économie appliquée de l'ULB (DULBEA) chiffre la fraude fiscale en Belgique à 45 milliards d'euros.

02.46 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Je suis prêt à vous démontrer le caractère ridicule de leurs estimations!

02.47 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Alors, il ne faut pas les inviter à collaborer avec votre administration. Pour nous, la levée du secret bancaire était une priorité. Le texte a été soumis à l'avis du Conseil d'État, qui a estimé qu'il était équilibré entre le principe de respect de la vie privée et celui de la juste perception des impôts.

J'insiste sur l'originalité de notre texte qui consistait à mettre en place un fichier centralisé des comptes bancaires.

Le dernier élément du dispositif est l'organisation de diverses auditions. Il est important de montrer comment les esprits peuvent évoluer. Je ne m'étendrai pas sur les prestations de certains avocats fiscalistes avec lesquels vous aimez collaborer.

02.48 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Ce sont des professeurs d'université que vous évoquez.

02.49 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Tous ne sont pas recommandables. Je préfère pour ma part évoquer les auditions des représentants de l'OCDE et de l'Union européenne qui ont montré que la lutte contre la fraude fiscale s'inscrivait dans un contexte international. La représentante de l'OCDE nous a donné des explications concrètes par rapport au fonctionnement du fichier Ficoba en France. C'est un peu le modèle qui nous a inspirés: la transmission automatique de données relatives aux comptes bancaires des citoyens français à l'administration fiscale.

Les représentants syndicaux ont suggéré d'organiser le fichier central sur le modèle de la centrale des crédits. C'était une idée intéressante qui a fait son chemin.

Il y a eu aussi l'ouverture du représentant de Febelfin lors de la même réunion.

Les esprits ont évolué. Les textes déposés par les divers collègues exploraient différentes voies pour parvenir à une levée du secret bancaire.

Il faut éviter des dispositifs *Canada Dry*, quelque chose qui ressemblerait à une levée du secret bancaire mais qui n'en serait pas vraiment une. Nous avons considéré qu'il fallait un dispositif efficace. Il faut faciliter le travail de contrôle des services fiscaux.

Le mécanisme FICOBA s'est mis en place à un moment où les banques françaises étaient en situation de demande de soutien de la part de l'État. Ce dernier a profité de cette demande pour accomplir des progrès. Il va beaucoup plus loin que le fichier central puisque figurent aussi dans des données relatives au patrimoine des contribuables et qu'il est accompagné d'un mécanisme strict de sanctions pour les agents de l'administration fiscale française qui n'utiliseraient pas de la faculté qui leur est donnée d'interroger cette base de données FICOBA.

Le modèle est intéressant et il se retrouve dans le texte final. J'ai été positivement étonné de trouver dans le texte déposé par la majorité l'idée de ce fichier central des comptes. Pour permettre à l'administration fiscale d'effectuer correctement son travail, il est important de faciliter sa tâche grâce à un point central où ces données sont stockées.

Ce n'est pas parce qu'il existe un texte de loi que les choses se dérouleront automatiquement de façon efficace. J'espère que le secrétaire d'État et le ministre des Finances traduiront, en des termes corrects, via un arrêté royal concret, cette volonté législative d'avoir ce fichier central.

Il faut assurer à l'administration fiscale un accès rapide et facile à ces données et éviter qu'elle soit lancée sur de fausses pistes. Il nous paraît aussi utile, en cas de levée du secret bancaire, que les comptes, pour lesquels la personne soupçonnée n'est que mandataire, puissent également être consultés par le fisc.

J'en viens aux mécanismes déclencheurs de l'enquête bancaire. En séance, nous avons introduit deux amendements. L'amendement principal voulait rendre plus explicite et plus large le critère en fonction duquel cette enquête pouvait être entamée en banque, afin d'éviter des recours infinis en justice. Cet amendement n'a pu être soutenu.

Vous nous avez malheureusement refusé de rendre la loi plus explicite.

- *L'orateur donne lecture en néerlandais du sous-amendement n° 23 de Mme Gerkens à l'article 50 (doc. 1208/7 p. 42 et 43)*

Troisième élément, la transaction amiable. Dans un marchandage peu honorable, la majorité a ajouté au principe positif de la levée du secret bancaire celui, moins positif, de l'accord amiable. Le fraudeur pourra dorénavant négocier avec l'État une transaction qui éteindra toute action de contrôle ou judiciaire. Cela risque de créer un sentiment d'impunité encore plus important qu'actuellement, puisqu'existent déjà des mécanismes trop généreux de régularisation fiscale permanente.

La transaction amiable risque aussi de créer une justice de classe. Ceux qui en ont les moyens pourront trouver un arrangement; pour les autres, tant pis!

Dans ces systèmes de régularisation permanente, il y a une immoralité qui sape la légitimité de l'impôt comme contribution obligatoire aux fonctions collectives. Je comprends la fureur de mon collègue Van der Maelen à l'égard de ses collègues du PS et je partage son sentiment d'injustice.

02.50 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Il ne l'a pas dit mais il le pensait très fort! (*Sourires*)

02.51 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): S'il y a dans ce texte des éléments qui nous réjouissent, comme le fichier central que nous étions, au début, les seuls à proposer, d'autres éléments nous posent question. Quelle sera la mise en œuvre concrète du fichier central? Les conditions d'ouverture de l'enquête bancaire seront-elles pratiques? Et puis, il y a des éléments que nous dénonçons, notamment la transaction amiable. Notre satisfaction n'est pas totale.

La lutte contre la fraude fiscale, la lutte contre les paradis fiscaux, la lutte pour une harmonisation fiscale au niveau européen, la suppression de mécanismes fiscaux injustes comme les intérêts notionnels, sont des objectifs qui doivent contribuer à davantage de justice sociale, à une meilleure distribution des richesses et à un développement plus équilibré.

Nous avons encore en magasin beaucoup de propositions mettant en œuvre des recommandations de la commission d'enquête, d'autres aussi.

Demain, lors du vote, nous ferons un petit pas. Mais nous consacrerons toute notre énergie pour pouvoir, par la suite, effectuer des pas beaucoup plus grands.

02.52 Jan Jambon (N-VA): Dans une discussion portant sur le secret bancaire et la conciliation, la première critique concerne la manière inacceptable dont la loi a été conçue. Mon indignation à ce sujet n'a échappé à personne. On a recouru à des procédures grossières et fait insérer, par des membres de l'ancienne majorité, deux lois importantes comme amendement dans la loi portant des dispositions diverses. La commission a disposé d'une heure pour consulter 27 pages, après quoi le texte a été examiné à la hussarde. Je trouve qu'il s'agit là d'une pratique incroyablement malsaine, qui ne doit pas se répéter.

Il faut remarquer que l'on applique deux poids, deux mesures. En commission de l'Économie, la présidente

Van der Auwera a estimé, à juste titre, qu'un amendement relatif à l'adaptation des prix de l'énergie était trop important pour passer le cap du Parlement par le biais de la loi portant des dispositions diverses. Ce qui se trouve devant nous aujourd'hui est beaucoup plus important, mais on a poursuivi sur la même voie pour raccourcir la procédure et éviter le Conseil d'État. Que penser de tout cela?

Cette loi est boiteuse, ce que confirme la nervosité que suscitent les amendements de la N-VA.

Cet événement marque la fin d'une période. Nous sortons d'une période caractérisée par un gouvernement en affaires courantes qui permettait au Parlement de jouer pleinement son rôle. Un membre pouvait préparer une initiative législative et se mettre, sur la base de ses mérites, en quête d'une majorité au-delà des clivages coalition-opposition. Ces temps sont à présent révolus. Le PS n'a pas pu avaler la nouvelle loi sur le regroupement familial et a renforcé sa mainmise sur le gouvernement en affaires courantes. Nous sommes retombés dans un jeu entre majorité et opposition.

Du côté flamand, cette majorité correspond à 30 sièges sur 88, soit quelque 30 %. Chaque loi imposée par la majorité n'a pas l'adhésion de la Flandre. Pour des lois d'une importance telle que celle-ci, cette situation est inadmissible.

02.53 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Nous avons déjà débattu de plusieurs propositions comme celles relatives au quota, au regroupement familial et à présent celle-ci. Lors de l'adoption de la loi sur le regroupement familial, le côté francophone n'a apporté qu'un appui timide. En Wallonie, l'adhésion était maigre mais, à l'époque, nous n'avons pas entendu M. Jambon sur ce sujet.

02.54 Gerolf Annemans (VB): L'intervention de M. Jambon est importante, voire la seule importante de la journée.

Il fait comme s'il y avait eu une période où le gouvernement en affaires courantes travaillait avec l'approbation de la N-VA, comme il se doit. Ce qui sortait des compétences de ce gouvernement pouvait être approuvé au sein du Parlement par des majorités mouvantes. Mais ce n'est qu'un faux-semblant. On peut faire comme si des lois étaient en préparation, mais les textes cités à titre d'exemple ne sont pas encore des lois et s'ils le deviennent un jour, ils devront être mis en exécution par un gouvernement probablement réticent.

Rien de bien affligeant ne s'est dès lors produit: il en a toujours été ainsi. Mais la majorité commence à se considérer et à se comporter comme une véritable majorité.

En vérité, la majorité commence à se complaire dans cette situation où la N-VA continue à légitimer ce Parlement comme s'il était normal. La N-VA ne peut rien faire d'autre parce qu'elle n'est pas au gouvernement fédéral. À vrai dire, la N-VA ne peut pas agir comme si ce Parlement était un Parlement normal. Nous nous occupons seulement de petits détails. Cette thérapie occupationnelle doit éveiller, au sein de l'opinion publique, l'impression, par exemple, qu'une politique de l'immigration est en gestation parce que l'on pinaille sur un demi pour cent en matière de regroupement familial. Sans gouvernement de plein exercice, on ne peut pas parler de Parlement de plein exercice. De plus, nous ne voulons pas donner l'illusion que cela a pu être le cas.

Si nos textes de loi mentionnent que "le Parlement délègue au Roi le pouvoir de...", nous savons tous qu'un gouvernement en affaires courantes qui gouvernerait par le biais d'arrêtés royaux serait inconstitutionnel. Par conséquent: soit un gouvernement normal prend le relais, soit il faut arrêter!

02.55 Jan Jambon (N-VA): Je m'étonne que M. Annemans qualifie de brouille la poursuite de l'arrêt du flux d'étrangers par le biais de la loi sur le regroupement familial.

02.56 Gerolf Annemans (VB): Ce n'est pas ce que j'ai dit. L'initiative de M. Jambon permet de remédier à l'actuel regroupement familial dans une proportion inférieure à 8 %. Il ne faut par conséquent pas prétendre que cette loi va résoudre le problème du regroupement familial et qu'un travail parlementaire extraordinaire a été accompli au cours des derniers mois.

02.57 Jan Jambon (N-VA): Le débat sur le regroupement familial aura bel et bien lieu. Je suis un

représentant de la communauté flamande et j'estime qu'il est important que les lois essentielles sur le secret bancaire et la transaction recueillent également une majorité du côté flamand.

Nous déposons cinq amendements: trois sur le secret bancaire et deux sur la transaction. Si certains d'entre eux sont adoptés, nous sommes disposés à proposer une majorité pour que ces lois bénéficient d'une assise solide en Flandre.

Le texte actuel dit qu'un fonctionnaire qui a au moins le grade de directeur peut enclencher la procédure de levée du secret bancaire. Notre premier amendement tend à faire appliquer ici le "principe des 4 yeux" qui signifie que pour éviter tout arbitraire, deux fonctionnaires ayant au moins le grade de directeur doivent marquer leur accord. Dans la proposition de l'Open Vld, c'était même toute une direction au sein du SPF Finances qui devait donner son assentiment.

Un deuxième amendement tend à supprimer les mots "et contrats" à l'article 322, § 3. Il n'est en effet pas spécifié ce que l'on entend par les mots "ces contrats". Il peut donc s'agir des types les plus divers de contrats. En réalité, l'on jette ici les fondements d'un impôt sur la fortune, impôt dont nous ne voulons pas. Si Mme Rutten n'en veut pas non plus, elle doit adopter cet amendement.

Un troisième amendement tend à ne faire appliquer les articles 55 et 56 qu'aux recherches de renseignements qui portent sur une période ou une date postérieure au 1^{er} janvier 2011. En effet, étant donné que la Belgique a émis une réserve à l'article 26, § 5, du modèle OCDE, les articles 55 et 56 du présent projet de loi impliquent un revirement complet de la politique suivie.

À propos de la transaction, nous avons deux éléments à ajouter. Nous voulons compléter l'article 84, 6 comme suit: "Si une peine de prison a été prononcée dans le jugement ou l'arrêt concerné, il y a forclusion du droit accordé au procureur du Roi au § 1". Notre amendement veille à éliminer la possibilité de transaction au cas où un juge aurait prononcé une peine de prison. Il serait en effet inacceptable qu'une peine nettement plus lourde infligée en application d'un jugement ou d'un arrêt soit annulée au moyen d'une transaction.

Nous voulons par ailleurs ajouter à ce même article la mention suivante: "La somme, les coûts et les objets ou avantages patrimoniaux que le prévenu devra remettre ou auxquels il devra renoncer ne peuvent en aucun cas être d'un montant inférieur à celui qu'il devait payer en application du jugement ou de l'arrêt déjà prononcé". Le texte actuel permet explicitement de proposer une transaction après le prononcé d'un jugement ou d'un arrêt. Avec ce sous-amendement, cette possibilité existe toujours, mais ses modalités d'application deviennent légèrement plus strictes. Nous voulons en effet conserver cette possibilité de transaction après un jugement ou un arrêt, mais en veillant à ce qu'en pareil cas, le montant de la transaction ne puisse être inférieur à ce que le juge avait déjà imposé dans son jugement ou son arrêt. C'est une manière d'inciter le prévenu à accepter une proposition de transaction le plus tôt possible dans la procédure.

Comme nous l'avons dit, notre objectif est de donner à des lois aussi importantes une assise en Flandre également. Lorsque plusieurs de ces amendements pourront être adoptés, nous serons disposés à soutenir le projet. *(Applaudissements sur les bancs de la N-VA)*

02.58 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Le secret bancaire est un dossier important. Nous vivons dans un monde globalisé. La réalité européenne et internationale joue un rôle. Si nous proposons une adaptation en la matière aujourd'hui, c'est parce qu'il existe une pression internationale, notamment de la part de l'OCDE. Si même la Suisse prend des mesures à ce sujet, nous pouvons le faire dans notre pays également.

Mais c'est également le travail de ce Parlement. Nous avons déjà rappelé le travail fourni sous la précédente législature au sein de la commission d'enquête parlementaire visant à lutter contre les grands dossiers de fraude fiscale. Ceux qui prétendent que certains amendements tombent aujourd'hui du ciel, travestissent la vérité.

M. Van der Maerlen se demandait pourquoi son point de vue n'est pas davantage suivi dans ce dossier. C'est simplement parce que nous voulons nous attaquer à la fraude fiscale, en mettant l'accent sur la fraude. L'idée n'a jamais été de donner à quiconque un droit de regard sur la vie privée de nos citoyens. La proposition du sp.a ne parlait pas de fraude fiscale, mais bien de revenus non déclarés ou d'une correction à la hausse du montant total de l'impôt dû. Or la question des revenus non déclarés n'est pas une question de

fraude fiscale. Il y a des revenus imposables que l'on doit déclarer, des revenus non imposables que l'on doit déclarer également et des revenus que l'on ne doit pas déclarer du tout. Vouloir lever le secret bancaire pour des revenus non déclarés, c'est donner en réalité la possibilité à l'administration d'aller fourrer son nez dans les comptes bancaires des gens, et c'est une voie sur laquelle je ne veux pas m'engager.

02.59 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ce qui figure dans notre proposition de loi est pour ainsi dire une copie de ce qui se fait aux Pays-Bas, en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. Mme Rutten doit donc cesser de présenter les conditions de levée du secret bancaire appliquées par nos voisins comme une atteinte à la vie privée et à une traque du contribuable.

Le groupe Open Vld du Sénat veut aller fouiner dans la chambre à coucher et dans la salle de bain des bénéficiaires d'allocations sociales, mais estime qu'il est excessif de vouloir suivre l'exemple de pays voisins respectables, comme le souhaite, ni plus ni moins, mon groupe. L'Open Vld et le MR refusent de telles mesures et continuent à nous rebattre les oreilles avec l'atteinte à la vie privée. Le secret bancaire a été levé à 82 reprises au cours des cinq dernières années. Qui pense encore que l'Open Vld est crédible en la matière? (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

02.60 Gwendolyn Rutten (Open Vld): M. Van der Maelen indique à présent lui-même qu'il n'est pas intéressé par la fraude, car s'il vise les revenus non déclarés il ne recherche par les fraudeurs. Dans l'autre définition, le montant total de l'impôt dû pouvait d'ailleurs être plus élevé. Mais si l'on se trompe de poste de déduction dans ce pays complexe en matière fiscale, un fonctionnaire peut, selon la logique de la proposition du sp.a, aller mettre son nez dans le compte bancaire. Si M. Van der Maelen estime que notre position en la matière pose problème, je ne puis qu'être fière que nous essayons au moins de préserver la vie privée des gens.

02.61 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Lors du débat en commission des Finances, nous avons soulevé le problème de la définition compliquée utilisée par la majorité dans son propre amendement relatif aux indices de fraude et de revenus non déclarés. Mme Rutten mène à présent un débat sur la définition de ces notions. Pourrait-elle m'expliquer dans quelle mesure il s'agit ou non d'une discussion purement sémantique et symbolique pour prouver qu'elle a raison?

J'ai entendu le CD&V déclarer tout à l'heure que Mme Rutten a élaboré son compromis, qui était lui-même fondé sur un compromis, sur la base de la définition du sp.a. Soit elle reconnaît maintenant que la définition telle qu'elle l'a rédigée n'est pas valable, soit que la définition du sp.a est correcte. C'est l'un ou l'autre.

02.62 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Nous avons souhaité une qualification juridique correspondant à un champ d'application connu dans le Code des impôts sur les revenus. Si une liste figure dans l'exposé des motifs, c'est précisément pour indiquer que nous recherchons des fraudes et que notre objectif n'est pas de fouiller dans la vie privée des gens.

02.63 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mme Rutten persiste dans l'erreur et sa crédibilité s'en ressent. Elle devrait pourtant savoir que la proposition du sp.a et du PS et également celle d'Ecolo-Groen! sont les deux seules propositions qui, après avoir été soumises à la Commission de la protection de la vie privée, ont obtenu le feu vert de celle-ci. Comment peut-elle dès lors présenter ceci comme une atteinte à la vie privée?

02.64 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Je reste sur mes positions. Je n'ai entendu aucun contre-argument aux exemples que j'ai évoqués en ce qui concerne les postes de déduction fiscale et les revenus non déclarés.

Il est important de débattre et d'adopter simultanément les deux propositions – le secret bancaire et la transaction – car elles constituent une suite parfaitement logique. Si nous nous attaquons à la fraude fiscale, nous devons en effet veiller à ce que les procédures puissent aboutir sur le plan juridique et que les parquets puissent s'organiser à cet effet en mobilisant le personnel et les moyens nécessaires. Il est impossible d'adopter une proposition destinée à contrecarrer l'action des fraudeurs, sans remédier ensuite au problème d'inefficacité à l'échelon judiciaire. M. Van der Maelen s'honorerait par conséquent en ne procédant pas à une lecture sélective du texte.

C'est précisément maintenant que règne une justice de classe dans laquelle ceux qui peuvent s'offrir les

services d'excellents fiscalistes peuvent différer les procédures et échapper ainsi aux poursuites.

La levée du secret bancaire dans certaines conditions est une étape majeure qui instaure un équilibre entre la lutte contre la fraude et le respect de la vie privée. Quels sont en effet les enjeux? Il s'agit de comptes bancaires à partir desquels la vie privée d'une personne peut être dévoilée. Et de même que dans un État de droit nous ne confions pas la clé de notre maison à n'importe qui, nous estimons que l'étalage de comptes bancaires en vue d'une analyse approfondie doit être assorti de certaines conditions.

Notre proposition est un exercice d'équilibre réussi entre équité et exclusion de l'arbitraire. Il est également important d'insister sur le système de cascade de la procédure, car la présomption d'innocence est fondamentale pour nous. Tous les contribuables, tous les Belges ne sont pas des fraudeurs, et c'est en cela que je me différencie peut-être de M. Van der Maelen. Nous souhaitons donner au contribuable la possibilité de faire toute la clarté avant d'envisager l'éventuelle intervention du directeur régional. Nous aurions effectivement préféré l'avis d'une commission plutôt que d'une seule personne mais comme le système de cascade présente suffisamment de garanties, nous avons approuvé ce compromis.

En ce qui concerne les contrats auxquels M. Jambon fait référence, il a été dit très clairement en commission qu'il s'agit de contrats de leasing. Et c'est ainsi que cela doit être.

Étant donné qu'il est question de fraude, la réglementation doit entrer en vigueur le plus vite possible. Nous ne devons pas risquer de donner aux fraudeurs le temps de faire leurs petites combines en empruntant des itinéraires d'évasion fiscale internationaux.

Le présent projet de loi est un grand progrès. Notre groupe considère qu'il représente un bon équilibre entre un système fiscal juste et la protection de la vie privée, protection à laquelle les libéraux sont très attachés. *(Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld)*

02.65 Jan Jambon (N-VA): Si ce règlement est tellement valable et infaillible, pourquoi l'Open Vld demande-t-il en ce moment même en commission des Finances du Sénat que des auditions soient organisées au sujet des dispositions pénales contenues dans la partie du texte de loi ayant trait à la transaction?

02.66 Gwendolyn Rutten (Open Vld): J'ignore complètement où M. Jambon est allé chercher ça. C'est notre groupe qui a lié le secret bancaire et la transaction en incorporant cette liaison dans notre propre proposition de loi. La proposition de loi Van Cauter est allée au Conseil d'État sous la législature précédente et elle a été en grande partie reprise. Je ne comprends pas les insinuations de M. Jambon. Nous défendons totalement la transaction. Si M. Jambon veut polémique, il devrait d'abord bien s'informer avant.

02.67 Jan Jambon (N-VA): Je ne vous ai absolument pas interpellé au sujet de la liaison entre les deux éléments. Je vous ai demandé pourquoi l'Open Vld demande des auditions au Sénat alors qu'à la Chambre, le groupe Open Vld est en train de défendre ce texte bec et ongles.

02.68 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): La finalité de l'article initial qui réglait l'échange de renseignements bancaires entre la Belgique et d'autres États était d'éviter que notre pays figure sur la liste grise des paradis fiscaux dressée par l'OCDE. Cette finalité a été renversée par les amendements 15 et 17 tendant à supprimer le secret bancaire ainsi que par l'amendement 18 qui instaure une transaction qui n'a strictement plus rien à voir avec l'article 50, qui était la disposition originale.

Il y a un an et demi, tant le sp.a que Groen! ont déposé une proposition de loi visant à supprimer le secret bancaire. Notre propre proposition avait trait, quant à elle, aux infractions au code. Celle des socialistes portait sur les indices de revenus non déclarés. Donc, il a fallu une année et demie et un président "vert" en commission des Finances pour faire inscrire cette proposition à l'ordre du jour. Entre-temps, les libéraux eux-mêmes ont eu l'impression qu'ils ne pourraient y échapper. Puis ils ont fait des propositions, tout comme le reste de la majorité.

Ces propositions ont été jointes à la discussion au dernier moment. Le débat battait son plein, des auditions avaient déjà été organisées et l'avis de la Commission de la protection de la vie privée avait déjà été demandé sur les deux premières propositions de loi, mais pas sur le texte qui nous est soumis aujourd'hui.

Mais je retiens de l'exposé de Mme Van Cauter que l'opinion de la justice n'est pas essentielle et que la Commission de la protection de la vie privée ne peut pas se prononcer sur la question de la violation ou non de la vie privée.

02.69 Carina Van Cauter (Open Vld): Le Collège des procureurs généraux a lui-même plaidé en faveur d'une législation allant dans ce sens. Le professeur Maus figure parmi les personnes qui ont lu ma proposition de loi et il lui a accordé une très bonne note. Il a jugé opportune la possibilité de conclure une transaction, système qui existe déjà en droit pénal douanier, et en a même proposé une extension du système, suggestion à laquelle nous avons accédé. Il est donc inexact d'affirmer que nous ignorons l'avis des experts.

Le champ d'action du juge d'instruction n'est pas remis en question par notre proposition. Si le juge d'instruction constate d'autres faits qui sortent de la sphère de la transaction, il doit poursuivre son enquête.

02.70 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mme Van Cauter sait comme moi que les juges d'instruction sont loin d'être satisfaits d'assister à la réduction de leur champ d'action. Le débat a été grossièrement orienté et la transaction a été introduite par des procédés détournés. L'instauration de la transaction et non des autres mesures susceptibles de renforcer la justice constitue un choix politique et idéologique.

02.71 Carina Van Cauter (Open Vld): J'admets l'existence d'un problème de capacité, mais l'instauration de la transaction n'accroîtra pas l'ampleur du problème. Au contraire, cette mesure permettra d'éviter que certaines affaires traînent inutilement en longueur. Par ailleurs, il conviendra d'augmenter la capacité. Tel est notre vœu. Nous n'avons pas le choix entre ces deux options; toutes deux sont nécessaires.

02.72 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): La réponse à l'arriéré juridique est décrite clairement dans la loi. En vertu de l'amendement n° 15, le secret bancaire est levé par le biais d'une procédure particulièrement floue. La majorité se dit préoccupée par la charge de travail mais ce qu'elle approuve aujourd'hui entraînera précisément davantage de batailles de procédure. Même M. Terwingen a admis que la liste exhaustive qui figure dans le commentaire n'a pas force de loi mais peut source de loi. L'échec est d'ores et déjà inscrit dans la loi.

02.73 Gwendolyn Rutten (Open Vld): On a opté pour une description qui existe déjà dans le Code des impôts sur les revenus. On ne peut disposer d'une meilleure sécurité juridique que celle fondée sur des concepts juridiques qui existent déjà, qui sont connus et utilisés par des fiscalistes et par l'administration, qui font l'objet d'une circulaire et dont chacun sait quels cas elle concerne et ne concerne pas. C'est précisément pour que les choses soient claires que nous l'avons reprécisé dans le commentaire.

02.74 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): En réalité, tout ce que l'Open Vld a produit est correct et toutes les descriptions des autres partis sont erronées, malgré qu'elles fonctionnent déjà à l'étranger, où elles sont claires et où elles sont totalement appliquées. Mme Rutten, vous avez tout simplement placé la proposition de loi de l'Open Vld à côté de celle du CD&V et la description actuelle n'est rien d'autre que le résultat d'une juxtaposition construite avec la conjonction "ou".

02.75 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Lorsqu'on utilise des concepts qui figurent déjà dans le Code des impôts sur les revenus, on ne peut pas se prévaloir de créer quelque chose!

02.76 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Notre proposition de loi comporte une description limpide, Mme Rutten: il s'agit d'"infractions" au Code. C'est nettement plus simple et, dès lors, nettement moins sujet à discussions.

L'opposition a autorisé les collègues de la majorité à joindre *in extremis* une proposition de loi à la discussion relative au secret bancaire pour pouvoir mener un débat constructif. Nous aurions bien sûr pu ne pas l'autoriser mais nous l'avons néanmoins fait.

La proposition du CD&V est une proposition de compromis, reproduisant la description des socialistes, ainsi que la procédure et le registre des verts. Dans leur proposition, les libéraux souhaitaient un Collège séparé. La conciliation était en effet leur idée. Le CD&V n'y était pas favorable. Nous aurions pu bloquer la

proposition à ce moment-là mais nous ne l'avons pas fait. Nous sommes payés d'ingratitude aujourd'hui. Comparez les deux propositions de loi et vous constaterez qu'elles ont simplement été copiées et mises bout à bout. Face à un mauvais accord, plus rien ne faisait le poids, pas même la simple décence!

Le délai indispensable pour fournir du bon travail n'a pas été respecté non plus, ce qui accroît le risque de mettre en place une législation médiocre. Un travail bâclé peut paraître beau sur papier mais en ce qui concerne les modifications de loi, mieux vaut lire le texte à la loupe et ne prendre aucun risque.

Nous avons longuement discuté du secret bancaire. Tout a été balayé d'un revers de la main. Ce compromis est révélateur de l'énorme fossé et de l'indécision qui existent aujourd'hui au sein de la majorité. Il aurait mieux valu que certaines personnes consentent à faire un pas en avant.

D'où notre abstention en ce qui concerne l'amendement 18. Avec Ecolo-Groen!, nous avons toujours prôné la levée du secret bancaire, sans obstacles majeurs pour les agents du fisc, à condition que les moyens de contrôle à la disposition de l'administration soient équilibrés et que la vie privée soit respectée. On nous a assuré, lors des auditions et dans les avis, que notre proposition de loi y satisfaisait.

Nous nous réjouissons de la création d'une banque de données centrale reprenant tous les comptes bancaires. L'idée a finalement été reprise par la majorité et incluse dans cet amendement.

La lettre de la loi reste primordiale pour nous et nous veillerons à ce qu'elle soit exécutée. Grâce à cet outil, le contrôleur fiscal sait à quelle banque s'adresser pour obtenir des informations. Le but n'est pas du tout de donner à n'importe quel fonctionnaire accès à des informations sensibles, ni de lever le secret bancaire sous n'importe quel prétexte. Votre attitude relève du populisme. D'où la procédure par paliers en vertu de laquelle le directeur régional régle l'autorisation.

Pour l'amendement 15, nous avons demandé que soit défini clairement le rôle du Parlement et pas uniquement en ce qui concerne les arrêtés royaux. C'est la raison pour laquelle nous avons également demandé que la loi soit complétée par des amendements. La majorité refuse néanmoins de les approuver et déploie de larges effets de manche en reprochant aux partis de gauche de livrer les données privées à n'importe qui, alors que cette sécurité était précisément intégrée dans nos amendements.

Le fait que la transaction (l'amendement 18) ait finalement été inscrit dans l'accord intervenu est douteux à maints égards. En effet, loin de décourager les grands fraudeurs, il crée une nouvelle possibilité d'éluder l'impôt.

Nous avons déjà la régularisation gratuite par la déclaration libératoire unique, l'amnistie fiscale et la régularisation semi-gratuite par le biais de la régularisation partielle. Celle-ci permet, avec l'aide d'avocats spécialisés, de courir le risque et de ne déclarer qu'une partie de l'argent noir.

Le service des Impôts anticipés nous fournit chaque année un aperçu et le nombre de déclarations ne cesse d'augmenter. Nous avons ménagé une jolie porte de sortie dans la législation. Même si le fisc constate qu'il s'agit d'une régularisation fiscale partielle, il ne peut transmettre l'information au parquet. C'est la législation actuelle.

Les grands fraudeurs ont misé sur le fait qu'ils ne se feraient pas prendre, sans quoi ils auraient profité de l'amnistie fiscale. Ils n'ont pas davantage fait usage de la déclaration libératoire unique parce qu'ils ont pris le pari de s'en sortir par le biais de batailles de procédure. Aujourd'hui, ils parient sur le fait que l'amnistie fiscale leur sera proposée si les nouvelles batailles de procédures échouent.

Le secrétaire d'État peut-il m'expliquer en quoi cette procédure est équitable vis-à-vis du simple citoyen? Cette mesure est une gifle pour tous les contribuables qui paient correctement leurs impôts et représente une injustice flagrante pour les citoyens qui aspirent à une fiscalité équitable. Les grands fraudeurs se voient à présent offrir une nouvelle option. Ces personnes très fortunées peuvent se permettre de telles procédures juridiques. Cette pratique qui consiste à intégrer rapidement dans la loi portant des dispositions diverses un amendement qui n'a fait l'objet d'aucune discussion en commission de la Justice et est fondé sur une

proposition de loi qui n'a été déposée que le 24 février 2011 et pour laquelle aucun avis n'a été sollicité s'apparente à un marchandage de bas étage. Nous avons sous les yeux un exemple flagrant de législation en fonction des classes. Quelles preuves vous faut-il encore pour l'admettre?

La discussion relative au secret bancaire a pris un mauvais tournant. Un procureur indulgent pourra à tout moment retirer un dossier à la magistrature assise, à la chambre du conseil et au juge d'instruction. Tel est le risque majeur qu'implique cette procédure. Il est impardonnable de vider ainsi de sa substance le principe d'indépendance de la justice.

Le résultat est que les riches échappent aux sanctions. Celui qui peut s'acheter une BMW peut également s'acheter le droit de griller le feu rouge.

En dépit de la manière honteuse dont les choses ont été liées, je ne peux nier que des progrès ont été réalisés, mais j'espère davantage. Mon collègue M. Terwingen se réjouit de partager le lit d'un gouvernement où les divergences règnent en maître. Il aurait pu partager le lit plus confortable des socialistes et des écologistes.

La balle est à présent dans le camp du Roi et du ministre des Finances. Le gouvernement en affaires courantes devra y veiller. Nous devons rester vigilants sur le projet de loi sur la levée du secret bancaire du secrétaire d'État et du ministre des Finances. Ils doivent à présent avec le secteur financier créer la base de données au sein de la Banque nationale. Ce sera probablement une rude épreuve.

Nous déplorons la très importante habilitation donnée au Roi. La majorité en place mise manifestement sur la reconduction de l'actuelle majorité au détriment du réflexe parlementaire.

Nous nous réjouissons que de larges parties de notre proposition de loi aient été reprises par la majorité. Nous sommes heureux des résultats obtenus après un an et demi de pressions internationales et des partis verts. Malheureusement, les occasions manquées sont importantes, de malencontreuses imprécisions figurent dans le texte et des liens inappropriés ont été établis.

Le ministre devra rédiger rapidement un arrêté royal, négocier avec le secteur financier et travailler d'arrache-pied. Je suppose que dans le cadre du marchandage, le CD&V suivra la situation avec un intérêt particulier. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à perdre des recettes fiscales. Certains au sein de la majorité aussi ne sont pas satisfaits de ce résultat. Ne pas être satisfait est une chose, réagir en est une autre. Il serait dommage de ne pas le faire.

02.77 Bert Schoofs (VB): Je me joins aux propos de M. Goyvaerts et je me limiterai à quelques ajouts. Je siége au Parlement depuis douze ans et je suis choqué et outré. Un projet de loi qui modifie assez fondamentalement notre système juridique a été traité en douce et à la hâte en commission de la Justice, sans que soit demandé l'avis de la commission ni celui du Conseil d'État. Je suis impatient de prendre connaissance de l'arrêt de la Cour constitutionnelle. D'autres dossiers sont traités lors d'innombrables séances, mais ce dossier l'a été traité à la hussarde, en une heure et demie à peine.

Ce sont surtout les grands criminels qui en tireront profit. Par le biais de quelques amendements, l'autorité du pouvoir judiciaire est sapée, et par le fait d'un gouvernement en affaires courantes encore bien. Même dans le monde anglo-saxon, il n'est pas possible d'acheter une administration de la justice pénale. Ce n'est absolument pas une disposition diverse parmi d'autres. Tout qui est rompu au travail parlementaire sait que l'on fait un amalgame.

On souligne que la loi n'est pas destinée à quelques *happy few* et en effet, de nombreuses affaires sont concernées par une telle réglementation. Mais l'objectif est de limiter la réglementation aux grands dossiers de fraude. Le citoyen lambda ne bénéficiera pas de cette procédure. Il réglera ses amendes et purgera ses peines. Le texte mis au vote est le résultat d'une utopie de grands capitalistes maffieux et de socialistes.

Ce n'est pas un hasard que l'Open Vld, le CD&V et le PS adoptent cette proposition. La capitulation avant la faillite de l'État de droit doit effectivement venir de leur part. Ils ouvrent à présent les comptes pour racheter le laxisme qui a régné pendant dix ans sous le PS, le CD&V et l'Open Vld.

C'est le prix du rachat de la politique laxiste, anti-flamande et non flamande en matière de Justice. Et pour couronner le tout, c'est un membre du MR qui doit l'exécuter. Une transaction ne sert pas à résorber l'arriéré judiciaire ni à se débarrasser à bon compte des grands fraudeurs.

Le Vlaams Belang n'a jamais été un grandpartisan de la transaction. Elle peut mériter sa place en droit pénal et dans la politique de répression. Ce n'est toutefois pas le cas en l'occurrence. Une fois encore, c'est un mauvais service que l'on rend à la justice et au monde politique par le biais de la mesure en question. L'honnête citoyen n'en tirera aucun bénéfice. Par contre, le citoyen non respectable et, surtout, le crime organisé, se frotteront les mains.

02.78 Servais Verherstraeten (CD&V): Il s'agit évidemment d'un accord politique. Dans un éventail politique démocratique et fragmenté, les partis se doivent de dialoguer et d'essayer de s'entendre. Nous nous sommes entendus, fût-ce sur des thèmes qui ne sont pas tous liés entre eux. Lorsqu'on doit négocier, il faut parfois oser s'écarter du chemin qu'on a balisé soi-même. L'alternative, c'est de ne jamais dégager d'accord. Il n'est possible d'imposer sa propre volonté que si l'on dispose de 76 sièges et aucun parti n'y est encore parvenu.

Cela me rassure de voir que certains jugent le texte trop à droite et d'autres trop à gauche. Le compromis est donc équilibré. Le débat *una via* a déjà eu lieu en commission. C'est soit le traitement administratif, soit le traitement judiciaire. Dès qu'un magistrat du parquet est saisi, le traitement judiciaire prend cours et on s'engage dans la voie juridique. Tant que le magistrat du parquet n'est pas saisi, un traitement administratif est toujours possible.

L'audition du juge d'instruction Van Cauwenberghe a donné lieu à des observations. Tout prévenu peut formuler une demande au magistrat du parquet mais ce dernier est le seul à pouvoir décider s'il y a lieu de proposer une transaction au prévenu et à juger si la victime – les pouvoirs publics en cas de fraude sociale et fiscale – a été complètement indemnisée. Il dispose pour ce faire d'un cadre de référence défini par les directives du Collège des procureurs généraux.

Si la Cour constitutionnelle est saisie, il lui appartient évidemment de juger. Il n'est pas question ici d'une violation du principe d'égalité. La transaction amiable existe depuis des décennies et elle a été significativement étendue en 1994. À ce jour, la Cour constitutionnelle n'a rendu aucun arrêt d'annulation de cette loi, ni un avis préjudiciel dénonçant la violation du principe d'égalité.

D'aucuns ont estimé qu'il aurait été préférable de limiter la mesure à des délits dans le secteur socio-économique. Or que certains délits puissent faire l'objet d'une transaction amiable et d'autres pas risquerait précisément de violer le principe d'égalité.

Crée-t-on des "chances" pour quelques privilégiés? Le principe de proportionnalité s'applique en la matière. Il appartient aux magistrats du parquet de juger. Les juges du fond ont la même possibilité lorsqu'ils prononcent une peine.

Il ne s'agit pas du tout d'acheter un procès, mais bien d'un accord régi par des conditions légales.

En ce qui concerne l'amendement de la N-VA relatif à la procédure sur le fond, M. Jambon a déclaré qu'une personne peut parier dans un premier temps sur un jugement favorable et ensuite, en cas de revers, se rabattre sur la transaction. C'est impossible. Il appartiendra au magistrat du parquet de juger et de prendre l'initiative, soit durant l'information judiciaire, soit au cours de l'instruction, soit lors de la procédure sur le fond.

Il s'agit d'un instrument à manipuler avec précaution. Je suppose que lors du dépôt d'un avis, le Collège des procureurs généraux exprimera des réticences. La fixation de la peine comporte toujours plusieurs moments comme par exemple celui de la commission des faits ou encore les différentes étapes de l'enquête. Les circonstances peuvent évoluer entre ces intervalles. Les prévenus peuvent par exemple exprimer des regrets, éprouver des remords ou s'être réinsérés dans la société et les victimes peuvent avoir été indemnisées. Les nouveaux éléments doivent toujours pouvoir être évalués. De plus, une fois un jugement ou un arrêt prononcé au pénal, il reste le passage devant le tribunal de l'application des peines. Nous devons par conséquent être prudents, tout en prévoyant le droit d'intervenir en cas d'évolution favorable des circonstances.

Je fais confiance au pouvoir judiciaire. Nous accédons à une requête émanant de nombreux intervenants dans le cadre des dialogues de la justice. Nous étions alors dans l'opposition. À l'époque, cela a été demandé notamment par M. Erdman. Cela a été proposé au Collège en rapport avec la fraude sociale et fiscale. Nous soutiendrons pleinement ce compromis équilibré.

02.79 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): La proposition de loi initiale était déjà un compromis. En fait, on a conclu un compromis à propos d'un d'un compromis. C'est un patchwork de différents textes, bricolé pour contenter la majorité. En commission, une concertation fébrile entre les partis de la majorité a eu lieu jusqu'au dernier moment. Ils n'osaient pas engager le débat.

M. Verherstraeten a abondamment parlé de transaction. Si une transaction doit être instaurée, pourquoi ne pas la faire figurer sur le casier judiciaire? Pourquoi cette possibilité n'a-t-elle pas été examinée en commission de la Justice? Cela concerne en effet le domaine de la Justice. Mais la majorité refuse absolument que la commission de la Justice s'en saisisse. Aucune audition n'a été consacrée à la transaction.

On s'est livré à un marchandage. Soit on aurait dû adopter les amendements 15 à 17 dont nous avons débattu, soit il aurait fallu débattre de tout. On n'a pas osé le faire. La meilleure preuve en est que la commission de la Justice n'a pas été saisie d'une législation très importante relative à la conciliation qui concerne l'ensemble de la magistrature, des juges d'instruction et du parquet. On ne pourra plus rien y faire, à moins qu'on ne retire encore l'amendement 18 et qu'on soit disposé à mener tout de même cette discussion en commission de la Justice.

02.80 Servais Verherstraeten (CD&V): On nous reproche une absence de débat contradictoire, alors que nous débattons déjà depuis 14 h 15. Je n'ai pas entendu de nouveaux arguments substantiels venant de Mme Almaci. À nos yeux, les progrès sont plus que suffisants.

02.81 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Au nom du gouvernement, je me réjouis que nous puissions voter ce texte demain. Il en va de même pour le compromis relatif au secret bancaire tant interne qu'externe et à la transaction. Je ne ferai plus d'autres déclarations concernant la transaction mais, en ce qui concerne le secret bancaire, certaines affirmations que j'ai entendues n'étaient pas tout à fait exactes.

(*En français*) À titre personnel, je me réjouis que ce texte reprenne dans les grandes lignes les propositions que j'avais formulées, il y a un an, en ce domaine.

Je me réjouis aussi de l'équilibre entre les moyens d'enquête accordés à notre administration fiscale et la protection de la vie privée des citoyens. Tout compte bancaire contient, en effet, des informations qui n'ont rien à voir avec la rectification de l'impôt.

Je me réjouis également que la notion d'indice de fraude ait été retenue. Elle existe déjà dans le CIR, est d'un usage quotidien pour les agents du fisc et une jurisprudence le définit. Ce concept permet déjà de prolonger la prescription de trois à sept ans et est utilisé dans 10 000 cas par an. La notion d'indice de fraude ne signifie pas soupçon de fraude, mais un indice matériel, concret et vérifiable.

L'aspect volontaire doit aussi apparaître. Il ne s'agit pas de l'erreur involontaire du contribuable négligent mais d'une fraude volontaire.

C'est un élément important en termes de protection du contribuable.

Mais ce qui est le plus important, c'est que, grâce au vote de cette loi, la Belgique sera en conformité avec les normes fiscales européennes. Il en va de même en matière de secret bancaire externe. Il s'agit de permettre à la Belgique de mettre en œuvre les traités internationaux signés dans le cadre de l'OCDE et la directive européenne en matière de transparence fiscale et d'échange d'informations. La Belgique pourra ainsi participer pleinement au courant international de transparence fiscale et d'échange d'informations.

L'élément majeur n'est pas le vote de dispositions relatives à la levée du secret bancaire interne – dans notre

petite économie, les frontières ne sont jamais loin – mais celui des dispositions permettant à notre pays de rentrer dans le flux d'échange de données internationales fiscales avec ses pays voisins. Quand la Belgique pourra interroger ses propres banques à la demande des pays voisins, elle pourra obtenir, en parallèle, des informations de leur part.

Et nous espérons mettre fin à notre présence, infamante et excessive, sur la liste grise de l'OCDE.

Je n'ai pas le sentiment que la levée du secret bancaire interne va, en elle-même, rapporter énormément d'argent. Je pense par contre que cette disposition aura un effet préventif. La possibilité d'entamer des enquêtes en banque, lors d'indices de fraude, va discipliner le contribuable et l'amener à un comportement de conformité à l'impôt.

L'on peut aussi attendre des régularisations spontanées. Grâce au flux d'échanges d'informations, la Belgique pourra redresser la situation fiscale de Belges qui ont laissé des revenus non déclarés à l'étranger. C'est là de possibles recettes budgétaires nouvelles.

Enfin, pour les sceptiques à l'égard de l'étape suivante, à savoir la rédaction d'un arrêté royal organisant le point de contact au sein de la Banque nationale, je signale que nous avons déjà entamé ce travail de rédaction. Il y aura quelques difficultés techniques mais l'intention politique est de déposer cet arrêté royal le plus vite possible.

02.82 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Le secrétaire d'État vient d'affirmer qu'il ne ferait aucune déclaration concernant la transaction. C'est inouï. Le ministre de la Justice pourrait-il venir se justifier?

02.83 Gerolf Annemans (VB): La commission de la Justice du Sénat a évoqué une question purement et simplement révolutionnaire pour notre système judiciaire. Les membres des partis de la majorité se sont également offusqués de cet état des choses. Il me paraît dès lors impensable de ne pas examiner cette question en commission de la Justice, ni de ne pas en traiter en présence du ministre de la Justice. Je souscris dès lors entièrement à la proposition de Mme Almaci.

02.84 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai seulement dit au nom du gouvernement que nous soutenons les amendements déposés par les membres de la majorité sortante, tant en ce qui concerne le secret bancaire interne que la conciliation. J'ai ajouté que je n'apporterais pas de nouveaux éléments à ce débat, vu la limpidité des déclarations faites à ce sujet.

Le **président**: Nous abordons le volet "Affaires sociales". Mme Vienne, rapporteuse, se réfère à son rapport écrit.

02.85 Meryame Kitir (sp.a): Notre groupe a déposé une série d'amendements au projet de loi portant des dispositions diverses, plus particulièrement en ce qui concerne le chapitre "Affaires sociales".

Le premier amendement a trait à la différence de traitement entre les victimes d'une faillite et d'une restructuration. Les employeurs qui engagent des travailleurs licenciés à la suite d'une restructuration bénéficient, pendant quatre trimestres, d'une réduction trimestrielle de 1 000 euros sur les cotisations patronales. D'autres avantages encore sont accordés si le travailleur est âgé de 45 ans ou plus. Le travailleur a droit, pendant trois trimestres, à une réduction de 133 euros par mois sur les cotisations personnelles de sécurité sociale. Dans le cadre des mesures anti-crise, l'application de ces réductions de cotisations s'étend désormais également aux travailleurs licenciés à la suite d'une faillite. À nos yeux, il conviendrait de pérenniser cette mesure anti-discriminatoire.

L'autre amendement se rapporte au bonus à l'emploi, qui est un instrument approprié pour lutter contre les pièges à l'emploi et augmenter le pouvoir d'achat des bas salaires, deux objectifs énoncés dans l'accord gouvernemental. Les budgets n'ayant pas été suffisamment augmentés lors du contrôle budgétaire de 2008, un piège pour les bas salaires a été créé par le biais du bonus à l'emploi. Notre amendement tend à supprimer ce piège.

Notre dernier amendement tend à insérer un chapitre supplémentaire sur les bénéficiaires du revenu d'intégration. J'aurais souhaité m'adresser au secrétaire d'État M. Courard à ce sujet mais il est

manifestement absent.

Plusieurs rapports d'enquête indiquent que la prime d'intégration sociale n'est pas toujours effective. Le bénéficiaire d'un revenu d'intégration qui cohabite et se met à travailler à temps partiel, gagne moins qu'en tant que bénéficiaire du revenu d'intégration. Tel ne peut pas être l'objectif. Notre amendement a pour but d'éliminer cette injustice.

02.86 Karolien Grosemans (N-VA): Nous votons contre l'article 92 pour deux raisons. Premièrement, nous craignons que la procédure de l'organisation judiciaire soit ainsi totalement vidée de son contenu alors que son objectif doit être de donner une marge de manœuvre aux entreprises. Deuxièmement, la N-VA veut une sécurité sociale démocratique, où les partenaires sociaux jouent un rôle important. La disposition de l'article 92 provient d'un avant-projet instaurant l'enregistrement automatique en tant qu'entrepreneur. L'avis du CNT à ce sujet était unanimement négatif. Nous trouvons inconvenant qu'un gouvernement en affaires courantes mette le CNT et les partenaires sociaux sur la touche, et en plus par le biais d'une loi portant des dispositions diverses.

Le **président:** Je félicite Mme Grosemans pour sa première intervention. (*Applaudissements*)

02.87 Hans Bonte (sp.a): Je voudrais dire un mot à propos de ce que cette loi ne contient pas mais qu'elle aurait pourtant dû contenir. Je veux parler de la responsabilité solidaire. Nos amendements 16 à 21 tendent à remédier à la perte de ressources précieuses de sécurité sociale due à l'absence d'une loi cohérente qui permette de lutter contre les abus patronaux dont sont victimes les travailleurs d'origine étrangère.

Dans ce secteur, il est question non seulement d'une fraude fiscale et sociale colossale mais aussi d'exploitation, dans les secteurs de la construction et des transports, de certaines situations qui rappellent l'œuvre de Daens. Les services d'inspection sont impuissants face aux circuits migratoires illégaux. La sécurité sociale manque de ressources pour verser aux assurés des allocations dignes de ce nom, la pauvreté augmente, beaucoup de personnes âgées ne parviennent pas à nouer les deux bouts avec leur pension. Pourtant, le gouvernement omet systématiquement et sans motif clair d'instaurer la responsabilité solidaire.

Nous avons déjà déposé la présente proposition à maintes reprises mais je pense qu'il y a ce soir un momentum propice à son adoption. La fraude est si gigantesque que les services de contrôle jettent le gant mais nous, nous ne renoncerons jamais.

Le **président:** M. Courard se trouve à l'étranger. Il est excusé pour cette séance.

02.88 Laurette Onkelinx, ministre (en français): Concernant l'article 92, nous avons eu le débat en commission. Lorsque les débiteurs respectent le plan d'apurement, ils ne sont pas considérés comme étant en dette sociale et ne sont donc pas concernés par les règles de la responsabilité solidaire.

Le débat soulevé par l'intervention de Mme Kitir me semble important et mériterait une approche plus approfondie. Nous reprendrons contact pour trouver un moyen de supprimer ces pièges qui nuisent à l'intégration et au taux d'emploi.

02.89 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Je suis partisane de la responsabilité solidaire, mais jusqu'ici, aucune majorité ne s'est dégagée en sa faveur.

Il est exact qu'il existe une discrimination entre les travailleurs victimes d'une restructuration et ceux victimes d'une faillite. J'essaierai de prendre une mesure dans le cadre du budget.

En ce qui concerne le bonus à l'emploi, grâce à l'AIP, nous avons déjà réalisé une augmentation du pouvoir d'achat de 150 euros, mais nous devons attendre l'installation d'un gouvernement de plein exercice pour pouvoir instaurer un système véritablement nouveau.

02.90 Hans Bonte (sp.a): La ministre se dit partisane, tout le monde souhaite une responsabilité solidaire, mais jamais une majorité ne se dégage à cet effet. Actuellement, nous assistons continuellement à des majorités de rechange. Je me demande dès lors ce qu'est une "majorité".

Il arrive un moment où cette situation se transforme en une espèce de négligence coupable. Qui se résigne à l'existence de mécanismes de fraude en partage la responsabilité.

Les membres eux-mêmes forment la majorité en assumant leur responsabilité lors du vote.

En ce qui concerne la partie Économie, Mme Kattrin Jadin, rapporteuse, étant absente, je renvoie au rapport écrit.

02.91 Myriam Vanlerberghe (sp.a): Les primes des assurances hospitalisation posent un grand problème. Les personnes qui sont confrontées à une maladie devraient pouvoir faire appel à l'assurance obligatoire. Des assurances privées ont entre-temps vu le jour, mais une souscription à celles-ci devient inabordable à partir d'un certain âge. Il y a discrimination entre les malades nantis et les malades qui n'ont pas d'argent.

Cela fait longtemps qu'on dit qu'il convient de prendre une initiative à cet égard. Il a été dit en commission qu'une proposition de loi devrait être déposée en la matière. Or si nous devons débattre à nouveau cette question à chaque nouvelle législature, les gens attendront encore longtemps une solution.

Nous ne réclamons rien de plus que ce qui avait été convenu. M. Reynders et le gouvernement n'ont cependant donné aucune suite à cette intention. L'objectif consistait à plafonner les hausses de prix dans le cadre de l'assurance hospitalisation. Ce projet est resté lettre morte et les prix ont suivi une forte croissance. Nous demandons que ce projet de loi portant des dispositions diverses soit considéré comme une occasion de résoudre ce problème.

Nous voulons intégrer un plafond dans l'assurance hospitalisation. Cette mesure est possible moyennant la suppression de l'indice médical et l'application de l'indice ordinaire. Cette méthode serait nettement plus logique. Les amendements qui ont été présentés une nouvelle fois permettraient la suppression de l'indice médical et le recours à l'indice des prix à la consommation en vue de ralentir dans une large mesure la hausse des prix.

Nous ignorons qui fait obstacle à cette initiative. En définitive, nous souhaiterions instaurer cette mesure avec effet rétroactif. J'espère que ce texte sera adopté demain. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

Le **président**: Il n'y a ni rapport ni intervenant pour la partie Intérieur.

Nous passons donc immédiatement à la partie du projet de loi consacrée à l'Infrastructure et à la Mobilité.

02.92 Karin Temmerman, rapporteuse: Vu l'heure avancée, je m'en réfère pour l'essentiel au rapport écrit. En tant que rapporteuse je souhaiterais toutefois faire part de mon étonnement à propos de certaines choses vécues en commission.

À la fin de la précédente réunion de commission, nous avons été saisis d'un amendement du secrétaire d'Etat. La majorité a ensuite encore présenté un sous-amendement. Après quelques discussions et une suspension, les deux textes ont été retirés. Aujourd'hui, le même amendement s'est retrouvé sur les bancs et il a fallu réunir à nouveau la commission. L'amendement en question a cependant été rejeté en commission.

Je suis nouvelle au Parlement mais j'estime tout de même qu'il s'agit d'une bien étrange manière de travailler. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a*)

02.93 Tanguy Veys (VB): L'oratrice précédente a déjà évoqué la manière dont la discussion s'est déroulée en commission.

Il y a eu d'une part l'instauration de la banque-carrefour pour les permis de conduire, qui a pour ainsi dire fait l'unanimité en commission, à l'issue d'une discussion des plus dignes.

Puis a été abordé le problème de l'autorité de sécurité. Il s'agit d'une part du Service de sécurité et d'interopérabilité des chemins de fer (SSICF) et d'autre part l'organisme d'enquête. Le secrétaire d'Etat M. Schouppe s'est ici livré à un tour de passe-passe.

Selon la Commission européenne, les fondements du mauvais fonctionnement avaient déjà été posés lors de la création. Au moment où les deux organes, le SSICF et l'Organe d'enquête, ont été mis sur pied, la SNCB elle-même possédait l'expertise. On a choisi à l'époque de débaucher directement des gens auprès de la SNCB mais on a omis de couper tous les liens entre elles et la SNCB lorsqu'elles ont commencé à travailler au SPF Mobilité. Nous en subissons encore les conséquences aujourd'hui. La Commission européenne a également formulé de sérieuses objections à ce sujet.

Ces organisations sont en charge de la SNCB, de la SNCB-Holding et d'Infrabel. Il me semble logique que ces organisations ne puissent être contrôlées par des personnes qui ont encore un lien avec la SNCB à l'heure actuelle. Elles doivent littéralement juger leur employeur, le considérer d'un œil critique, l'évaluer et formuler des observations. Elles peuvent retirer des permis et imposer des sanctions; Le secrétaire d'État Schouppe a essayé l'année dernière de remédier à la situation, en première instance par le biais d'une loi portant des dispositions. J'avais alors souligné que tant le Conseil d'État que la Commission européenne avaient critiqué la méthode actuelle.

Le secrétaire d'État a fait peu de cas de cette critique.

Aujourd'hui, nous discutons d'un projet de loi portant des dispositions diverses, dans lequel on essaie à nouveau d'y remédier, mais toujours de manière incomplète.

On ne recrute plus de nouveaux agents ayant des liens avec la SNCB, mais on accepte que les membres du personnel actuels maintiennent ce lien. Or il conviendra d'opérer un choix pour la direction du SSCIF, la directrice ayant toujours un lien avec la SNCB. Au lieu de mettre la personne concernée devant le choix, le SSCIF ne relèvera dorénavant plus du SPF Mobilité, mais du secrétaire d'État compétent.

Il semblerait que le secrétaire d'État a préféré mettre des bâtons dans les roues de son successeur.

Un deuxième point critiquable est l'amendement de la majorité mais aussi et surtout la façon dont il a été proposé.

L'an dernier, nous avons adopté une loi autorisant le Roi à prendre toutes les mesures nécessaires afin de modifier les conditions d'exploitation de la licence, qui visait essentiellement les tarifs que la société d'exploitation de l'aéroport peut facturer.

Le système de tarification a soudain fait l'objet de critiques dans la presse, francophone probablement, ce qui a poussé le Service de régulation du transport ferroviaire et de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National à saisir le Conseil d'État contre la structure des tarifs instaurée par le secrétaire d'État Schouppe. Le service affirme que M. Schouppe a outrepassé ses compétences dans ce domaine.

La majorité a créé le chaos en commission en proposant plusieurs amendements dont on ignorait parfois les auteurs, les défenseurs et quel amendement avait été retenu ou non.

Dans ce chaos complet, même le secrétaire d'État a retiré l'amendement qu'il avait déposé au nom du gouvernement. Cet amendement était prétendument soutenu par la majorité, bien que je me demande de quelle majorité il s'agit. Nul ne doit oublier que plus aucune majorité n'existe du côté flamand.

Aucune majorité ne s'est dégagée en faveur du nouvel amendement, qui n'était qu'une copie de celui déposé par le secrétaire d'État, et on a été incapable de le motiver.

Si, demain, l'ancrage flamand de l'aéroport pose problème, l'on accusera les partis flamands qui se sont laissé mener par le bout du nez. Cela serait injuste en ce qui nous concerne. Nous ne faisons que nous résigner quelque peu devant la réalité politique.

L'amendement proroge un délai. Prétendument, le Roi ne serait pas parvenu à apposer sa signature au bas du texte, ce qui équivaut à dire que le gouvernement n'est pas parvenu à trouver une solution. Dès lors, le Parlement n'avait plus qu'à résoudre le problème. Le gouvernement doit accomplir lui-même le travail qui est le sien et si la majorité dépose malgré tout des amendements, il est préférable que ceux-ci soient examinés

préalablement avec la majorité.

La loi portant des dispositions diverses que nous avons adoptée l'an dernier précise clairement qu'après le 15 mars 2011, les arrêtés promulgués et ratifiés en application de l'article 6 ne peuvent être modifiés que par une loi. En rejetant aujourd'hui l'amendement, nous avons seulement voulu rappeler que si la solution ne peut être trouvée par le biais du Roi, il faut à nouveau œuvrer par le biais d'une loi. Nous sommes disposés à prendre nos responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

02.94 David Geerts (sp.a): Je souhaitais poser plusieurs questions au secrétaire d'État, mais il est absent.

Il est étrange qu'un amendement a été présenté et qu'il a finalement été rejeté.

Je suis déçu par le déroulement des travaux. Par le passé, nous avons nous-mêmes des doutes quant à la méthode des dispositions diverses, parce qu'il s'agit d'une loi "fourre-tout". Aujourd'hui, c'est pire encore. À présent, de nouveaux éléments sont insérés par le biais d'amendements.

En commission de l'Infrastructure, il s'agissait spécifiquement d'amendements concernant le SSCIF. Plusieurs personnes qui avaient activement œuvré à l'amélioration du fonctionnement du SSCIF ont aidé le secrétaire d'État à insérer de manière larvée un élément en particulier.

Nous sommes d'accord sur le contenu mais nous exprimons des réserves à propos de la manière. Une attention particulière a été consacrée au SSCIF au sein de la commission pour la Sécurité du rail. Et voilà que je découvre soudain un amendement signé par des membres de cette même commission, amendement qui motive la modification du SSCIF en invoquant uniquement une lettre de la Commission européenne. C'est pourquoi, nous avons déposé, avec d'autres collègues, un amendement tendant à supprimer à nouveau les articles 29 et 30.

Nous proposons de mener un débat de fond en commission de l'Infrastructure ou en commission spéciale afin d'examiner comment l'indépendance du SSCIF pourrait être organisée. Ce service devrait-il relever du secrétaire d'État ou y a-t-il d'autres solutions, comme le Parlement?

Je ne comprends pas pourquoi aucun amendement n'a été présenté à propos de l'organisme d'enquête. Il ressort de l'exposé du secrétaire d'État que l'organisme d'enquête devra être mis sur le même pied que le SSCIF. Pourquoi ce lien contractuel avec le président du SPF? Pourquoi cela s'applique-t-il uniquement au SSCIF et pas à l'organisme d'enquête? Cette question doit encore faire l'objet d'un débat approfondi. Il faut éviter de régler cette question par le biais d'un amendement.

02.95 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Comme M. Geerts, je m'interroge sur la pertinence de l'adoption en commission des articles 29 et 30. Qu'il n'y ait pas de confusion dans les esprits! Il faut renforcer l'indépendance de l'autorité nationale de sécurité ferroviaire par rapport au groupe SNCB. Aujourd'hui, des personnes qui travaillent dans cette agence continuent à avoir des liens avec elle. Il faut aussi améliorer l'attractivité du statut pour attirer une expertise extérieure à la SNCB. C'est une recommandation très claire du rapport sur la sécurité du rail.

Mais lors des discussions en commission, on a vu arriver un amendement proposant une solution bancaire et court-circuitant un débat plus vaste. Il ne nous a pas été montré en quoi la solution proposée renforcerait l'indépendance de cette autorité et aucune alternative n'a été étudiée.

Si cette disposition devait être adoptée comme telle, elle augurerait mal du travail auquel le Parlement devra s'atteler pour mettre en œuvre les recommandations relatives à la sécurité ferroviaire. Nous espérons que cette disposition sera retirée, et c'est pourquoi nous avons cosigné cet amendement.

02.96 Jef Van den Bergh (CD&V): En tant qu'ancien membre de la commission sur la Sécurité du rail et coauteur de l'amendement, j'estime devoir réagir.

Plusieurs arguments sont non fondés. Si je puis comprendre les critiques formulées à l'encontre de la méthode de travail, je tiens à rappeler que nous devons faire vite en raison de l'imminence de la procédure formelle de mise en demeure de la Commission européenne. Une réponse partielle avait déjà été apportée par le biais des dispositions diverses adoptées au Parlement le 10 février dernier. La deuxième partie de la

réponse se trouve à présent sur nos bancs. Le SSICF se voit octroyer une responsabilité accrue, conformément, d'ailleurs, à une recommandation de la commission spéciale sur la Sécurité du rail.

En ce qui concerne l'instance d'enquête, une solution analogue est élaborée par le biais d'arrêtés royaux et non d'une modification législative. La loi portant création du SSICF dispose très clairement que ce service doit ressortir au SPF Mobilité. Une telle disposition légale n'est pas prévue pour l'instance d'enquête.

La solution proposée apporte une réponse au risque de mise en demeure par la Commission européenne et s'inscrit dans la ligne des recommandations de la commission spéciale Sécurité du rail.

02.97 David Geerts (sp.a): Je ne veux pas engager le débat avec M. Van den Bergh, mais je salue sa connaissance du dossier. Je crains que le secrétaire d'État ne connaisse pas les éléments du dossier car, sinon, la motivation de son amendement aurait été bien meilleure.

02.98 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Une initiative parlementaire pourrait apporter, tout aussi rapidement que l'arrêté royal, une solution beaucoup plus structurelle en termes d'indépendance de l'autorité nationale de sécurité.

02.99 Tanguy Veys (VB): Ce point de vue de la Commission européenne est connu depuis longtemps déjà. Cette majorité continue à travailler en amateur.

02.100 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les critiques formulées à l'encontre la technique légistique du recours au projet de loi portant des dispositions diverses sont fondées. Il appartiendra au prochain gouvernement de plein exercice de favoriser une approche plus structurée par thème, conformément à la méthode de travail qui siérait au Parlement.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation difficile. Le gouvernement sortant est en affaires courantes depuis neuf mois déjà. Nous avons dès lors été contraints de soumettre une série d'articles au Parlement. En d'autres circonstances, le secrétaire d'État aurait également préféré un débat plus vaste. Le Parlement doit toutefois se prononcer d'urgence à cet égard.

Les considérations formulées par Mme Vanlerberghe pourraient servir d'objectif à un gouvernement futur.

Je puis me rallier à l'exposé de M. Van den Bergh. La Commission européenne a en effet confirmé son accord sur la solution suggérée.

En ce qui concerne l'organisme d'enquête, l'administration a examiné en 2010 quelle serait la meilleure solution. La solution proposée dans l'arrêté royal sera conforme aux suggestions qui avaient été formulées à l'époque.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1208/9)

Le projet de loi compte 94 articles.

Amendements déposés:

Art. 2/1 (n)

- 6 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/1 (n)

- 5 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/2 (n)

- 7 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/3 (n)

- 8 - Bruno Tobback cs (1208/13)
- Art. 3/4 (n)
- 9 - Bruno Tobback cs (1208/13)
- Art. 3/5 (n)
- 10 - Bruno Tobback cs (1208/13)
- Art. 3/6 (n)
- 11 - Bruno Tobback cs (1208/13)
- Art. 3/7 (n)
- 12 - Bruno Tobback cs (1208/13)
- Art. 29
- 25 - David Geerts cs (1208/14)
- Art. 30
- 26 - David Geerts cs (1208/14)
- 24 - Tanguy Veys (1208/14)
- Art. 44
- 27 – Jan Jambon (1208/14)
- Art. 45/1 (n)
- 29 – Jan Jambon (1208/14)
- Art. 46
- 28 – Jan Jambon (1208/14)
- Art. 55
- 1 - Dirk Van der Maelen (1208/13)
- 30 – Jan Jambon (1208/14)
- 31 – Jan Jambon (1208/14)
- Art. 57
- 32 – Jan Jambon (1208/14)
- Art. 76/1 (n)
- 2 - Myriam Vanlerberghe (1208/13)
- Art. 76/2 (n)
- 3 - Myriam Vanlerberghe (1208/13)
- Art. 76/3 (n)
- 4 - Myriam Vanlerberghe (1208/13)
- Art. 84 (n)
- 33 – Jan Jambon (1208/14)
- 34 – Jan Jambon (1208/14)
- Art. 95 (n)
- 13 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 96 (n)
- 23 - Meryame Kitir cs (1208/14)
- 14 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 97 (n)
- 23 - Meryame Kitir cs (1208/14)
- 15 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 98 (n)
- 16 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 99 (n)
- 17 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 100 (n)
- 18 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 101 (n)
- 19 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 102 (n)
- 20 - Meryame Kitir cs (1208/13)
- Art. 103 (n)
- 21 - Meryame Kitir cs (1208/13)

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés, ainsi que sur l'ensemble, aura lieu ultérieurement.

Le **président**: Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 16 mars 2011, je vous propose, en ce qui concerne la séance plénière de demain, de reporter le scrutin sur les demandes de naturalisation (n^{os} 1256/1 et 2).

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

À la demande de l'auteur principal, la proposition de loi de M. Philippe Blanchart, Mmes Colette Burgeon et Marie-Claire Lambert et MM. Yvan Mayeur et Franco Seminara modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 relatif à la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves (n^{os} 427/1 à 5) est également retirée de l'ordre du jour.

Il en sera donc ainsi.

La séance est levée à 19 h 44. Prochaine séance demain jeudi 17 mars 2011 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

Aanwezig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: Bernard Clerfayt

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Met zending buitenslands: Ingeborg De Meulemeester

Raad van Europa: Stefaan Vercamer

Verhinderd: Ine Somers

Federale regering

Etienne Schouppe, staatssecretaris voor Mobiliteit: buitenslands

Philippe Courard, staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding: buitenslands (Boekarest)

01 Verzending van een amendement naar commissie

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van vandaag, stel ik u voor het amendement van de heer Jef Van den Bergh en van mevrouw Maggie De Block over het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (nrs. 1208/1 tot 12) naar de commissie voor de Infrastructuur, die plaats zal vinden tijdens de plenaire, door te zenden. De commissie zal ons na haar werkzaamheden verslag uitbrengen.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Wetsontwerp

02 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (1208/1-9)

Algemene bespreking

02.01 Meyrem Almaci, rapporteur: In de commissie Financiën is er met betrekking tot dit ontwerp hard gewerkt en er zijn een aantal mooie debatten gevoerd. Ik zal beknoptheidshalve in mijn verslag alleen aandacht besteden aan de essentiële elementen van dit wetsontwerp.

Er zijn in de commissie Financiën twee hoofdstukken behandeld: een over de inkomstenbelastingen en een tweede over wijzigingen met betrekking tot rechtspersonen.

De meeste bepalingen van dit wetsontwerp komen er omdat het gaat om essentiële aanpassingen aan het Europees recht en dit op vraag van Europa. Een aantal inbreuken wordt rechtgezet.

Er zijn verschillende vragen gesteld over de inkomstenbelastingen, maar daarvoor verwijs ik naar het schriftelijk verslag.

Het meest opvallend was het debat over het artikel 50. Er werd een amendement ingediend door de heer Verherstraeten dat ertoe strekte dit artikel te herschrijven. De paragraaf somt die gevallen op waarbij het bankgeheim kan worden opgeheven, namelijk als de administratie botst op een of meer aanwijzingen dat er sprake is van belastingontduiking of als de administratie zich voorneemt om de belastbare grondslag te bepalen. Volgens dit amendement komt er een zogenaamde getrapte procedure. Pas wanneer de belastingambtenaar vaststelt dat er ondanks het onderzoek toch nog aanwijzingen van belastingontduiking zijn en de belastingplichtige gegevens achterhoudt, dan kan hij via een getrapte procedure aan de directeur vragen om het bankgeheim op te heffen.

In de vraag moet duidelijk staan welke aanwijzingen er zijn en er moet ook uit blijken dat de belastingambtenaar vergeefs naar gegevens heeft gevraagd. Om de belastingadministratie toe te laten de verborgen rekeningnummers snel te achterhalen wordt er bij de Nationale Bank van België een centraal elektronisch aanspreekpunt gecreëerd. Nadien werd via twee amendementen van de heer Verherstraeten de informatieplicht van de administratie geregeld, alsook de inwerkingtreding.

Mevrouw Rutten wees erop dat op die manier een efficiëntere fraudebestrijding mogelijk moet worden en dat de procedure voor opheffing van het bankgeheim op vraag van een buitenlands land nu gelijk is aan de vraag tot opheffing door de Belgische Staat.

De heer Goyvaerts wees op het ontbreken van een overgangsbepaling waardoor het onduidelijk is wat er met lopende onderzoeken zal gebeuren.

De heer Van der Maelen gaf aan dat aanwijzingen van belastingontduiking soms moeilijk te geven zijn. Verder betreurde hij dat de Belgische regelgeving niet spoort met de gulden Europese middenweg, maar de toegang tot bankgegevens moeilijker maakt. Hij betwijfelt of de Europese autoriteiten de bepalingen van het amendement zullen goedkeuren.

De heer Gilkinet van Ecolo-Groen! was blij dat er in de moeilijke budgettaire context een initiatief is om de fraude te bestrijden. Hij vindt wel dat de wetbepalingen efficiënt, bevattelijk en ontradend moeten zijn en dat ze dat niet altijd zijn.

Mevrouw Wouters had vragen bij het feit dat de ambtenaar aan een hiërarchische overste toestemming moet vragen, evenals bij het centraal aanspreekpunt en bij eventuele registers.

Ikzelf vond de amendementen 15 tot 17 niet onverdienstelijk. Ik ben er wel niet over te spreken hoe het debat door de meerderheid werd 'gekaapt' en in het wetsontwerp diverse bepalingen werd gesluisd. Ik pleit voor duidelijk omschreven begrippen en niet-ingewikkelde procedures. Ik denk dat er lange procedureslagen te verwachten zijn omdat de lijst aanwijzingen van fiscale fraude niet in de wet opgenomen is. Ik ben tevreden dat de bevoegdheid om het bankgeheim op te heffen bij een ambtenaar met de graad van directeur ligt en dat er een centraal aanspreekpunt komt.

De heer Alain Mathot betreurde dat dit thema in de wet diverse bepalingen terechtgekomen is, maar stelde toch ook dat dit een historisch moment is.

De heer Van der Maelen betreurde dat in België en enkele andere Europese landen de opheffing van het bankgeheim onderworpen blijft aan de voorwaarde dat er aanwijzingen zijn van fiscale fraude.

De heer Goffin was verheugd over het compromis.

De heer Terwingen bevestigde dat de amendementen 15 tot 18 het resultaat zijn van een compromis en beklemtoonde dat het niet de bedoeling is de kiem te leggen voor een vermogenskadaster. Hij was het eens met subamendement 30.

Mevrouw Gerkens vroeg of de indieners van amendementen 15 tot 18 van oordeel zijn dat de lijst van voorbeelden in de verantwoording rechtskracht hebben. Ze achtte het vreemd dat de werking van het centraal aanspreekpunt en eventueel ook de sancties ook bij KB zouden worden geregeld.

De staatssecretaris antwoordde dat men voor de bank-, wissel-, krediet- en spaarinstelling de verplichting invoert om bij het centraal aanspreekpunt, dat door de NBB wordt beheerd, de identiteit van hun cliënten en de nummers van hun rekening en contacten kenbaar te maken. De concrete werkingsvoorwaarden zullen met die instellingen worden onderhandeld en zullen vervolgens in een KB worden opgenomen.

Ikzelf betreurde dat dit via een KB wordt geregeld. Mevrouw Rutten gaf aan dat de indieners van het amendement zich hebben gebaseerd op het beginsel van het vermoeden van onschuld.

Amendement 18 van mevrouw Van Cauter voorziet in een procedurele uitbreiding inzake de minnelijke schikking en de invoering van de materiële uitbreiding van het toepassingsgebied.

De heer Gilkinet was van oordeel dat het niet raadzaam is om vanuit formeel oogpunt de twee dossiers aan elkaar te koppelen. Hij diende een subamendement in om beide te scheiden.

Ikzelf ging niet akkoord met amendement 18 en verwees daarbij naar de twee golven van fiscale amnestie en de huidige wet op de permanente fiscale regularisatie. Ik vond het onverantwoord om het alsnog over minnelijke schikking te hebben. Ik verzet mij tegen de koehandel van het koppelen van de beide wetsvoorstellen.

Mevrouw Vienne herinnerde eraan dat een aantal zaken, zoals de KB-Lux-affaire, op een fiasco is uitgedraaid en stelde dat er nu een oplossing is voor dat probleem.

Mevrouw Van Cauter verwierp de bewering over een koehandel. Het is immers logisch dat de autoriteiten eerst op zoek gaan naar fiscale fraude en pas na de vaststelling van voldoende indicieën overgaan tot een doorgedreven onderzoek.

De heer Van der Maelen betreurde dat mevrouw Van Cauter niet wil toegeven dat de voorstellen inzake de minnelijke schikking op groot verzet botsten. De heer Verherstraeten stelt dat de regel 'una via' niet geschonden wordt. De minnelijke schikking is immers een gerechtelijke afhandeling. Dankzij amendement 18 kunnen principedossiers op de klassieke manier voor de rechtbank worden behandeld, terwijl niet-principiële kwesties en minder ernstige feiten op een administratief efficiënte manier kunnen worden afgehandeld. (*Applaus*)

02.02 Carina Van Cauter (Open Vld): Fiscale fraude is een probleem voor de overheid, de organisatie van de overheid, de burgers en de ondernemingen. De cijfers zijn hallucinant. In 2008 was er een achterstand van meer dan 33 miljard euro aan btw en belastingen. Met dat bedrag zouden we de 22 miljard noodzakelijke besparingen kunnen realiseren, een belastingvermindering kunnen toestaan aan wie correct belastingen betaalt en werken zelfs opnieuw lonend kunnen maken.

Open Vld wil geen heksenjacht organiseren op zelfstandigen en kmo's. Zij zijn de motor van onze economie en zorgen voor heel wat werkgelegenheid binnen en buiten de onderneming. Wij willen de fiscale fraude doeltreffend aanpakken. Dit houdt in dat belastingen effectief geïnd worden en dat men niet langer lange procedures volgt waarbij men overgaat tot immense inbeslagnames.

Het is maatschappelijk onaanvaardbaar dat de gemiddelde doorlooptijd van een fiscaal-economisch dossier 2.154 dagen bedraagt. Als men uiteindelijk toekomt aan de procedure ten gronde is in vele gevallen de verjaring ingetreden of de redelijke termijn overschreden. In feite komen we zo uit bij effectieve straffeloosheid.

Met het goedgekeurde amendement willen we het openbaar ministerie de mogelijkheid bieden om de fiscale fraude effectief te beteugelen. Onder bepaalde voorwaarden – het is geen automatisme – kan het voorstellen om een bepaalde geldsom te betalen en eventueel afstand te doen van bepaalde goederen. Indien de betrokkene hierop ingaat, is er effectief sprake van een verval van strafvordering. De zogenaamde minnelijke

schikking biedt aan de parketmagistraat de mogelijkheid om de misdrijven op een buitengerechtelijke wijze af te handelen. Dat is niet nieuw. Deze mogelijkheid bestaat reeds sinds 1935 in ons Wetboek van strafvordering. Het bestaande artikel 216*bis* wordt gewoon aangepast.

Hiermee grijpt men terug naar een wetsvoorstel van de heren De Croo en Van Biesen van 16 februari 2009. Dat voorstel kreeg een positief advies van de Raad van State. Het ligt ook in de lijn van de aanbevelingen van het rapport van 7 mei 2009 van de parlementaire onderzoekscommissie inzake de grote fiscale fraude.

De mogelijkheid tot minnelijke schikking werd als een van de eindtermen in het una via-schema vooropgesteld. De minnelijke schikking komt uiteraard ook voor in het fraudebestrijdingsplan van staatssecretaris Devlies. Ook eerder bepleitte het College van procureurs-generaal een beleid inzake akkoorden met beklaagden. En er zijn de vele pleidooien vanuit de academische wereld.

In verband met de procedure en de toepassingsvoorwaarden verwijs ik naar de tekst van het amendement en de bespreking ervan in de commissie.

Het huidige voorstel zorgt ervoor dat onderzoek en processen niet langer aanslepen of kostelijker worden dan strikt noodzakelijk. Zo komt er capaciteit vrij voor strafzaken die niet beantwoorden aan de vereisten van het huidige voorstel en krijgt het openbaar ministerie de kans om een deugdelijk strafbeleid te ontwikkelen.

De procedure kan maar worden toegepast indien de verdachte of beklaagde openheid van zaken wil geven en alle betrokkenen de misdrijven daadwerkelijk willen erkennen.

De voorwaarde van de voorafgaande schadeloosstelling is een constructieve voorwaarde van het voorstel om tot een minnelijke schikking te komen. De dader zal eerst niet alleen de belastingen en de interesten maar vervolgens ook de boete moeten betaald hebben alvorens er verval van strafvordering intreedt. Op deze manier wordt ook het probleem van de feitelijke oninbaarheid van rechterlijk toegekende bedragen opgelost.

De strafvordering blijft de exclusieve opdracht van het openbaar ministerie. Het voorstel tot minnelijke schikking is geenszins een automatisme. Het is en blijft het oordeel van het openbaar ministerie om een voorstel van minnelijke schikking uit te werken.

Dit voorstel leidt geenszins tot klassenjustitie. Voorvallen in het verleden – een lid van de familie Beaulieu dat 20 miljoen euro betaalt of een vooraanstaande socialist die ingevolge fiscale inbreuken een deal sluit met het openbaar ministerie – dat waren pas voorbeelden van klassenjustitie. Met dit voorstel willen wij het recht op een minnelijke schikking juist uitbreiden tot iedereen die voldoet aan de wet. (*Applaus*)

02.03 Alain Mathot (PS): Onze fractie vraagt al jaren dat het bankgeheim zou worden opgeheven om de belastingadministratie in staat te stellen haar werk correct uit te voeren en met het oog op de fiscale billijkheid.

Op 14 mei 2009 keurde de onderzoekscommissie belast met het onderzoek van de grote fiscale fraudedossiers 108 aanbevelingen goed. Vandaag worden twee daarvan in praktijk gebracht: de opheffing van het bankgeheim en de gerechtelijke schikking.

We zijn tevreden met het vandaag voorgestelde compromis, dat een echte stap vooruit betekent in de strijd tegen de grote fiscale fraude. België kon het zich niet langer veroorloven op de vingers te worden getikt door de OESO of de Europese Commissie. De OESO heeft er zelfs mee gedreigd België op de grijze lijst van de fiscale paradijzen te zetten!

Om de fiscale rechtvaardigheid te verzekeren moest het bankgeheim zowel voor de niet-inwoners als voor de inwoners worden opgeheven. Daarom moest het wetsontwerp houdende diverse bepalingen worden geamendeerd.

Het was zaak de grote fraudeurs te achtervolgen, echter niet ten koste van de inachtneming van de persoonlijke levenssfeer! In de voorliggende tekst wordt dus rekening gehouden met de opmerkingen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Het bankgeheim zal alleen opgeheven kunnen worden in de gevallen waarin er een vermoeden van belastingontduiking bestaat, zoals die worden opgesomd in de wet. Er zijn filters ingebouwd om onrechtmatige of onaangekondigde controles te vermijden.

Aanwijzingen voor belastingontduiking zijn bijvoorbeeld het feit dat een belastingplichtige zijn belastingaangifteformulier twee keer achter elkaar niet invult, vergeet facturen op te geven, valse facturen voorlegt, inkomsten uit het buitenland opgeeft die niet werden aangegeven of onvolledige of vervalste bankafschriften voorlegt. Het wetsontwerp wordt geschraagd door het arrest van het Hof van Cassatie waarin een ruime interpretatie van het begrip 'aanwijzingen inzake belastingontduiking' wordt erkend.

Een grote stap vooruit is ook het centrale aanspreekpunt dat door de Nationale Bank van België beheerd wordt. Vanaf 1 juli 2011 zullen alle bankinstellingen, kredietinstellingen, wisselkantoren of spaarbanken de identiteit van de klanten en de bijbehorende rekening- en contractnummers moeten doorgeven aan het aanspreekpunt.

Het werd hoog tijd dat iedereen naar draagkracht betaalt. Elke euro die de strijd tegen de grote fiscale fraude oplevert, komt ten goede van de lage en middelgrote inkomens. Bovendien moest er met het oog op de huidige begrotingssituatie voor gezorgd worden dat de Staat een enorm inkomstenverlies kan terugvorderen.

Het is onaanvaardbaar dat sommigen de broekriem moeten aanhalen terwijl grote fraudeurs de gemeenschap miljoenen – en zelfs miljarden – euro's lichter maken.

De gerechtelijke schikking is dan ook een mooie ontwikkeling: de parketten die er reeds gebruik van maken, boeken de beste resultaten op dat vlak. Drie aspecten moeten worden onderstreept: het bedrag van de schikking zal overeenstemmen met de ernst van de feiten; de verschuldigde belasting en interesten blijven van toepassing en de boete zal bij die bedragen worden opgeteld; en de bevoegde onderzoeksrechter zal advies uitbrengen over de gegrondheid en de gepastheid van de schikking.

Met deze tekst is dus een eerste aanzet gegeven. Dat is al een hele stap vooruit, maar er is nog veel werk aan de winkel. Mijn fractie zal blijven strijden tegen de grote fiscale fraude: we zullen nog teksten in die zin indienen.

Ik betreur evenwel dat deze tekst niet van de eerste keer een volwaardige wet is geworden. Maar het beoogde doel was de opheffing van het bankgeheim. Dat doel werd bereikt en daar zijn we blij om.

Ik ben ingenomen met het werk dat dit Parlement heeft geleverd, omdat het ons een stap dichterbij fiscale rechtvaardigheid brengt.

02.04 **Veerle Wouters** (N-VA): Ik zal me beperken tot artikelen 39 en 41 die binnen het wetsontwerp diverse bepalingen zijn besproken, in het latere verslag gewijzigd in artikelen 44 en 46.

Artikel 44 wijzigt de voorwaarden voor de DBI-aftrek. Die voorwaarden werden vanaf het aanslagjaar 2004 behoorlijk strenger. Zo werd ingeschreven dat de vennootschap niet langer een deelneming moest bezitten van tenminste 5, maar van 10 procent. De DBI-aftrek wordt ook toegestaan wanneer de minimumparticipatie van de deelneming een aanschaffingswaarde heeft van minstens 1.200.000 euro. Het volstaat om te voldoen aan een van beide voorwaarden. Als nieuwe voorwaarde werd toegevoegd dat de aandelen de aard van financiële vaste activa moesten hebben en minstens voor een jaar moeten worden aangehouden, maar dit wordt nu gewoon afgeschaft naar aanleiding van een advies van de Europese Commissie.

De aanpassing van het stelsel van de definitief belaste inkomsten kwam er destijds ter compensatie van de daling van het tarief in de vennootschapsbelasting van 40,17 procent naar 33,99 procent. Men schatte de verwachte opbrengst op ongeveer 278 miljoen euro. De minister zei in de commissievergadering dat de regering ervan uitging dat artikel 44 budgettair neutraal is.

Dat zal volgens mij niet zo zijn en berekeningen met het oog op de voorbereiding van de begroting zullen dit moeten uitwijzen. Gezien de verwachte opbrengst, denken wij dat deze bepaling moet worden opgenomen in de eerstvolgende programmawet. Ook wij zullen een amendement indienen om dit artikel te schrappen.

Artikel 46 wijzigt het artikel met betrekking tot notionele-intrestaftrek, waarbij in de memorie van toelichting een verband wordt gelegd tussen de wijziging in de DBI-af trek en de notionele intrest. Volgens mij is er niet alleen een wetgevingstechnisch, maar ook een politiek verband tussen beide aftrekposten. Tot op heden wou de politieke logica dat aandelen die recht geven op een DBI-af trek, niet meer in aanmerking komen voor de berekening van de grondslag van de notionele intrest. Zijn de aandelen te beschouwen als financiële vaste activa, dan komen zij in aanmerking voor de DBI-af trek, maar niet voor de notionele intrestaftrek, vermits zij daarvan immers zijn uitgesloten.

Aandelen als geldbelegging komen niet in aanmerking voor DBI-af trek, maar wel voor de berekening van de notionele intrestaftrek. Ofwel komt men in aanmerking voor notionele intrestaftrek, ofwel voor een DBI-af trek. Met artikel 44 wordt die politieke logica doorbroken, vermits aandelen als geldbelegging voortaan in aanmerking kunnen komen voor beide posten. Het is niet logisch dat het risicokapitaal niet wordt verminderd met de fiscale nettowaarde van de aandelen die worden geboekt onder geldbeleggingen. Anders wordt de notionele intrest immers toegekend zowel bij de vennootschap die de aandelen boekt onder de geldbeleggingen als bij de vennootschap wier aandelen werden gekocht, terwijl alleen deze laatste haar eigen vermogen gebruikt als risicokapitaal. Dit is te vergelijken met de omstreden *double dip*-structuur. Voor mijn partij is deze dubbele af trek niet opportuun.

02.05 Philippe Goffin (MR): Er werd een akkoord gevonden over het bankgeheim en de gerechtelijke schikking. Het gaat om een evenwichtig akkoord dat de nodige middelen inzet om de belastingontduiking doeltreffend te bestrijden en tegelijk fundamentele rechten als de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in acht neemt.

Voortaan kan het bankgeheim voor elke fraudeur worden opgeheven, zowel in België als in het buitenland. Er wordt wel een aantal waarborgen ingebouwd. Zo moeten er reële aanwijzingen zijn van fraude en worden er procedurele waarborgen geboden. Het begrip 'aanwijzing van fraude' is niet nieuw, maar werd al toegelicht door de rechtspraak.

Bovendien is het voorafgaand akkoord van de gewestelijk directeur vereist vóór het bankgeheim kan worden opgeheven.

We hebben een aanpak op verscheidene niveaus uitgewerkt: de medewerking van de belastingplichtige, het verzoek van de controleur om de toestemming van de gewestelijke directeur, en de oprichting van een centraal aanspreekpunt bij de Nationale Bank.

Dankzij een jaarlijks verslag zal een en ander beter kunnen worden toegepast qua wettelijkheid, opportuniteit en evenredigheid.

Door het mechanisme van de gerechtelijke schikking zullen kleine fraudezaken sneller geregeld kunnen worden en zullen de rechtbanken ontlast worden.

Die twee maatregelen vormen twee nuttige instrumenten in de strijd tegen de belastingfraude. Ze vloeien voort uit het engagement van de ontslagnemende regering en de twee aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie. Ze sluiten ook naadloos aan bij de door België aangegane internationale overeenkomsten.

De **voorzitter**: Ik feliciteer de heer Goffin met zijn maidenspeech. (*Applaus op alle banken*)

02.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Onze fractie heeft vijf goede redenen om dit ontwerp niet goed te keuren. Ten eerste is het ongelooflijk dat de meerderheid zo weinig respect heeft getoond voor het Parlement en voor de onderzoekscommissie Fiscale Fraude. De tekst van dit ontwerp staat haaks op een van de belangrijkste aanbevelingen van die onderzoekscommissie. Ten tweede is een kans gemist om onze fiscale wetgeving in te passen in de Europese regelgeving. Ten derde is er de hardnekkigheid waarmee België een wetgeving in stand houdt die ons volledig onderscheidt van onze buurlanden. Met uitzondering van Luxemburg, maar dat is niet bepaald een voorbeeld. Ten vierde zijn er nogal wat technische en juridische problemen met dit ontwerp. Het kwam tot stand na een forcing in de commissie. Om 9.30 uur begonnen wij eraan en om 18.15 uur was de tekst klaar. Dat is er helaas aan te zien. Ten vijfde is dit ontwerp

een slecht compromis voor de eerlijke belastingbetaler.

Urenlang hebben wij gedebatteerd over aanbeveling nr. 34 van de onderzoekscommissie Fiscale Fraude. Alle partijen – minus LDD en Vlaams Belang – waren het erover eens dat het bankgeheim de grootste hindernis is in de strijd tegen de fiscale fraude. Al deze partijen keurden de aanbeveling goed die zegt: haal uit de Belgische wetgeving die voorwaarde die verwijst naar een of meer aanwijzingen met betrekking tot belastingontduiking.

De eerste afvalligen waren de liberalen. In de woorden van mevrouw Rutten hoorden we echo's uit de discussie van 1982, die leidde tot de huidige wet. Consequent zijn ze wel, die liberalen. Opnieuw hoorden we spreken over 'de jacht op de belastingbetaler', over 'het respect voor de privacy'. Op basis van de wet uit 1982 werd het bankgeheim in de voorbije vijf jaar ocharme 28 keer opgeheven. Dat kan bezwaarlijk als een 'jacht op de belastingbetaler' worden beschouwd. Geloof dus alsjeblief niet wat Open Vld hier vandaag andermaal komt beweren.

Open Vld roept om de bescherming van de privacy als het over het bankgeheim gaat. Maar de jongste Open Vld-voorstellen over de aanpak van de sociale fraude verdedigen de controle en het toezicht tot in de slaapkamer en de badkamer van de uitkeringstrekkers, terwijl men zich met hand en tand blijft verzetten tegen het opheffen van het bankgeheim. Zo waren de liberalen in 1982 en zo zijn ze in 2011 nog steeds: totaal ongeloofwaardig inzake hun argumentatie tegen de opheffing van het bankgeheim.

De CD&V had de keuze om tot een tekst te komen door het vormen van een compromis langs links of langs rechts en heeft gekozen voor een compromis langs rechts. Waarom zijn de collega's Verherstraeten en Terwingen afgeweken van de tekst die zij zelf hadden goedgekeurd? Waarom zijn zij afgeweken van een eigen tekst die geen enkele verwijzing bevatte naar belastingontduiking? Waarom afwijken van iets dat zo lang en uitgebreid bediscussieerd geweest is in een parlementaire onderzoekscommissie, na raadpleging van experts en juristen?

Ik kom aan de tweede reden waarom wij tegen zullen stemmen. Op deze tribune heeft minister van Financiën Reynders er zich nog op beroemd dat richtlijn 77/799 van 1 februari 2011 onder het Belgische voorzitterschap is goedgekeurd. Die richtlijn gaat over de mogelijkheid voor een buitenlandse fiscus om in België informatie te krijgen die beschikbaar is bij een bank. Deze tekst heeft een Europese consensus en er staat geen enkele voorwaarde in, en dus zeker niet de aanwijzing van belastingontduiking om informatie los te krijgen van een bank. Amper drie maanden nadien wordt hier geweigerd daaruit de binnenlandse conclusies te trekken.

Dit zal ervoor zorgen dat een buitenlandse fiscale administratie veel gemakkelijker informatie zal kunnen krijgen over een eigen belastingplichtige bij een Belgische bank. Voor de Belgische fiscus zal het nog altijd een moeizaam gevecht blijven om informatie van de Belgische banken los te krijgen. Ik hoop dat er vanuit het buitenland een klacht zal komen tegen België. Als deze tekst wordt goedgekeurd gaat het immers eigenlijk om een verdoken belangenverdediging van de Belgische banken. De kans is dus reëel dat artikel 50 en volgende van dit wetsontwerp door de Europese Commissie zullen worden verbroken.

Amper zes dagen nadat collega Rutten in *De zevende dag* haar Europabelijdenis heeft afgelegd, zal hier straks een wet goedgekeurd worden die België in een uitzonderingspositie plaatst. Wat wij willen is niet meer dan wat in Nederland, Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië bestaat. Wij pleiten voor wat in de aanbeveling en in onze wetsvoorstellen staat. Stop met te zeggen dat wij de jacht op de belastingbetaler en de aanval op de privacy inzetten. Nederland, Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië zijn fiscaal geciviliseerde landen en zij stellen niet als voorwaarde dat er een of meer aanwijzingen voor belastingontduiking zijn.

02.07 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Ik denk dat hier intellectueel een bijzonder oneerlijke oefening gemaakt wordt: er wordt slechts één element uit de fiscaliteit geprojecteerd op ons land. We moeten ook eens kijken naar de belastingtarieven, de belastingdruk, de belastingeenvoud. Ik daag de heer Van der Maelen uit: laten we Duitsland volgen op heel wat terreinen, niet alleen inzake dit ene element. Zodra hij die stap zet, kunnen we een totaalpakket bekijken. De regelgeving die hier vandaag voorligt, past perfect binnen onze context.

02.08 Dirk Van der Maelen (sp.a): We zijn hier niet bezig over een algemene fiscale hervorming, een debat

dat wij overigens graag zouden aangaan. Het gaat hier om een hoeksteen in het fiscale handhavingsbeleid. Deze tekst is een uitnodiging aan alle fraudeurs om rustig voort te doen, want de kans dat het bankgeheim ooit opgeheven wordt is klein en als ze dan toch tegen de lamp lopen, kunnen ze zich dankzij het voorstel van mevrouw Van Cauter ook nog vrijkopen.

02.09 Carina Van Cauter (Open Vld): Het gaat niet om vrijkopen. Het gaat om die gevallen waarbij het openbaar ministerie sowieso een geldboete zou vorderen en waar de boete, vermeerderd met de belastingen, de intresten en de fiscale boete vooraf worden betaald. Op die manier kan fiscale fraude, ook als ze klein is, op een pertinente manier worden aangepakt.

02.10 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De onderzoeksrechters hebben bij monde van Karel Van Cauwenberghe in verschillende opinieartikels letterlijk gezegd dat dit een vorm van klassenjustitie is. Hij stelt dat alleen wie rijk is, zijn proces zal kunnen afkopen. Wie niet kan betalen riskeert wel een veroordeling en een celstraf. Volgens hem creëert dat een parallelle rechtspraak die de toets van het Grondwettelijk Hof misschien niet zal kunnen doorstaan. Ik wil graag dat de meerderheid de koehandel beseft en de procedurele gevolgen ervan. De onderzoeksrechters vragen zich af waar ze zelf nog voor dienen als de regering dergelijke mechanismen invoert. Als zij zelf zeggen dat de meerderheid het bij het verkeerde eind heeft, dan zou dit toch tot nadenken moeten stemmen.

02.11 Carina Van Cauter (Open Vld): Ieder zijn rol. De strafvordering behoort exclusief tot de bevoegdheid van het openbaar ministerie en niet tot die van de onderzoeksrechters. Als de parketmagistraat van mening is dat hij morgen, net als hij dat vandaag kan doen, de strafvordering zo wil uitoefenen, dan kan hij dat. Die mogelijkheid bestaat al en daar verandert niets aan. Dit systeem van minnelijke schikking wordt trouwens vandaag in het douane- en accijnzenrecht op dezelfde manier, tot goedvinden van iedereen, toegepast.

Het is trouwens het College van procureurs-generaal dat gepleit heeft voor de uitbreiding van deze regeling tot de fiscale en de sociale fraude.

02.12 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Wat we vandaag hebben is klassenjustitie waarbij diegenen die de beste experts kunnen betalen, die de procedures het langste kunnen rekken, die kunnen spelen op verjaring en op procedurefouten, de dans ontspringen. Wat wij proberen te doen is de parketten te ontlasten zodat ze zich kunnen concentreren op grote fiscale fraudedossiers. Ik neem hetzelfde document als de heer Van der Maelen. Als hij de eerlijkheid zou hebben niet selectief te werk te gaan, dan zou hij moeten toegeven dat de minnelijke schikking er een aanbeveling uit is. Het zou de zaken vooruit helpen!

02.13 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Het belangrijkste argument van de meerderheid is dat men vaak in grote dossiers tot een minnelijke schikking moet overgaan omdat het steekspel anders nooit eindigt. De meerderheid kiest nu voor een systeem dat nog onduidelijker is en tot nog meer procedureslagen zal leiden. Een aantal rechters wil snellere, efficiëntere werkmiddelen en betere gerechtsdeskundigen. Zij vragen ervoor te zorgen dat er minder tijd verloren gaat door procedurekwesties, maar dit systeem zal hen niet vooruit helpen.

Het is beschamend dat een wetsvoorstel dat op 24 februari in de commissie Justitie werd ingediend daar niet eens besproken werd. De meerderheid heeft knip- en plakwerk gedaan uit verschillende voorstellen. Sommige daarvan zijn door de Raad van State bekeken, andere zijn niet eens door de commissie Justitie getoetst. Gerechtsdeskundigen zeggen dat de voorstellen op niets lijken en dat zij leiden tot klassenjustitie. U zou zich moeten schamen.

02.14 Carina Van Cauter (Open Vld): Ook als dit amendement zou worden aangenomen, blijft het parket bevoegd om de opportuniteit van de strafvordering na te gaan.

Dat betekent dat het parket zijn vordering zal formuleren rekening houdend met relevante factoren zoals de aard van de feiten, de persoonlijkheid van de verdachte, de belangen van het slachtoffer, de grootte van de schade, het feit of de schade is vergoed en de maatschappelijke context.

Als het echter gaat om grote frauduleuze circuits met de bedoeling om zich te verrijken en waar geen enkele economische activiteit of werkgelegenheid tegenover staat, dan zal men de werknemers beschermen op voorwaarde dat de schade bij de overheid wordt geregulariseerd en de boete, de interesten en de

belastingen worden betaald. Bij grote fiscale fraude met bedrieglijk opzet, mechanismen in het buitenland, kasgeldvennootschappen en dergelijke zal dus geen eenvoudige geldboete worden gevorderd. Het is niet correct om de bevolking te vertellen dat elk geval van fiscale fraude kan worden afgekocht met een kleine geldsom. Het zou van intellectuele eerlijkheid getuigen om dat toe te geven.

02.15 Dirk Van der Maelen (sp.a): In de parlementaire onderzoekscommissie werd naar voren geschoven dat in een veel vroegere fase bepaald zou moeten worden of een dossier administratief, dan wel gerechtelijk afgehandeld moet worden. Enkel zware en principiële dossiers zouden via het gerecht worden afgehandeld. Dat moest een antwoord bieden op de lange duur van de processen.

In de aanbeveling is er verwarring ontstaan, waarschijnlijk bewust veroorzaakt door Open Vld. Er moest een administratief kader komen voor de minnelijke schikking omdat er te grote verschillen werden vastgesteld. De meerderheid abdiceert en legaliseert fraude. Enkel rijke verdachten zullen aan een proces kunnen ontkomen en we kunnen alleen hopen dat het Grondwettelijk Hof dat niet zal accepteren.

Open Vld houdt de deur van het bankgeheim dicht en wie toch nog tegen de lamp loopt, kan zich vrijkopen. Open Vld verkiest al jaren de fraudeurs boven de eerlijke belastingbetaler.

02.16 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Heeft de heer Van der Maelen destijds zelf mee beslist over de eenmalig bevrijdende aangifte (EBA) en heeft hij ze mee goedgekeurd?

02.17 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ja. Maar toen de liberale collega's ze recent opnieuw voorstelden, hebben we neen gezegd. Een ezel stoot zich geen twee keer aan dezelfde steen.

02.18 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Vandaag ligt iets voor waar dezelfde filosofie achter zit.

02.19 Patrick Dewael (Open Vld): Ik neem aan dat het bevrijdend is om vrij volgens de eigen ideologie te kunnen spreken, maar jarenlang heeft de heer Van der Maelen dit type beleid mee gevoerd. De EBA-discussie was moeilijk destijds; maar uiteindelijk heeft de regering de constructie goedgekeurd. Het geeft geen pas om nu te doen alsof de maatregel van de pot gerukt was en de moraalridder te komen uithangen.

02.20 Dirk Van der Maelen (sp.a): Over consequentie gesproken, Open Vld vertelde in 2009 ook iets anders over het bankgeheim dan nu. Open Vld was toen wel bereid om over een streep te gaan waar de partij nu niet meer over te krijgen is.

Nu legt Open Vld de nadruk op het feit dat er een verwijzing moet zijn naar belastingontduiking, wat wil zeggen dat de deur van de opheffing van het bankgeheim goed dicht blijft. Dat was nog niet genoeg. De minnelijke schikking moest daar nog bij en dat is beschamend.

Er zijn ook technisch-juridische problemen. Het is elementaire kennis dat men bij de interpretatie van wetgeving de bedoeling van de wetgever haalt uit de wettekst zelf, op voorwaarde dat die duidelijk is. Al de rest is bijzaak. In het nieuwe artikel 322 staat onbetwistbaar de verwijzing naar belastingontduiking. Door de invoeging van een positieve en een negatieve lijst met voorbeelden in de toelichting wil de meerderheid ons doen geloven dat we een versoepeling – volgens sommigen een opheffing – van het bankgeheim hebben gerealiseerd. Deze tekst is voor de dames en heren van de dure fiscale kantoren de garantie dat zij zich nog jarenlang procedure- en interpretatiegevechten kunnen veroorloven. Men is hoogstens een paar millimeter opgeschoven in de richting van wat in Nederland, Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië bestaat.

Het derde lid van de tekst heeft een primo en een secundo. De vraag is of dit cumulatieve voorwaarden zijn om het bankgeheim op te heffen, dan wel of alleen de eerste of alleen de tweede voorwaarde volstaat. De staatssecretaris heeft hierop inderdaad geantwoord in de commissie. Topjuristen zeggen echter dat de primo slaat op de situatie waar een onderzoek op basis van artikel 316 is gevoerd en dat de secundo verwijst naar een onderzoek van tekenen en indiciën op basis van artikel 341. Op basis van deze slordige tekst kan men eender wat beweren over de voorwaarden die moeten vervuld zijn. Men zet de deur open voor nieuwe proceduregevechten. Deze juridische knoeiboel is beschamend.

02.21 Veerle Wouters (N-VA): Wij delen deze mening en hadden een amendement. Wij interpreteerden het ook als een 'of'. De meerderheidspartijen gingen hiermee niet akkoord.

02.22 Jan Jambon (N-VA): De heer Van der Maelen begint mij ervan te overtuigen dat dit een heel liberale wetgeving is. Hij valt Open Vld aan, maar ik begrijp niet waarom hij zich niet richt op zijn geestesgenoten van de PS. Zij hadden toch voor een tegengewicht moeten zorgen? (*Applaus bij N-VA en Vlaams Belang*)

02.23 Bruno Tobback (sp.a): Mag ik uit de interventies van N-VA afleiden dat dit een oproep van hun kant is om over de taalgrens heen een front te vormen met de PS?

02.24 Dirk Van der Maelen (sp.a): De heer Jambon weet net als ik hoe het is gelopen. Het was een duidelijke rechts-links-tegenstelling. Eén partij heeft – misschien op vraag – het compromis doen kantelen naar de rechterzijde. Die partij heeft Open Vld laten inleveren, maar heeft wel de verwijzing naar de belastingontduiking overeind gehouden en heeft als toetje bovendien nog de legalisering van de fraude via de minnelijke schikking verkregen.

02.25 Raf Terwingen (CD&V): Ik bevestig dit. Het geeft een heel comfortabel gevoel als men in het midden van het bed ligt.

02.26 Dirk Van der Maelen (sp.a): De groene fractie moet eens goed luisteren. Ik heb *Netto* gelezen en heb daarna de wettekst van artikel 323 opnieuw gelezen. Ik was ervan overtuigd dat die lijst bij de Nationale Bank zou liggen. Maar kabinetschef Degrevé zegt in *Netto* dat uiteindelijk de belastingcontroleur zich zal kunnen beroepen op een centraal bestand binnen de Nationale Bank. Wanneer het bankgeheim wordt opgeheven, zal de Nationale Bank zelf de inlichtingen bij de betrokken banken opvragen. Voor de groenen was het binnenhalen van de lijst de aanleiding om niet tegen te stemmen maar zich te onthouden.

Ik raad de meerderheid aan om het centraal aanspreekpunt te regelen via een in de ministerraad overlegd KB. Anders hangt men af van de goede trouw van de minister van Financiën van dat ogenblik. Als hij zoals de huidige minister op goede voet wil staan met de bankensector zal er geen lijst zijn.

02.27 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): We zijn bijzonder verheugd dat dit centraal gegevensbestand voor de bankrekeningen voor de eerste keer in een wet verschijnt.

Het is echter niet omdat het in de wet staat dat de zaak in kalk en cement is. Er is nog veel politieke wil nodig en de minister van Financiën of zijn staatssecretaris hebben nog veel werk voor de boeg. U kan rekenen op onze inzet om ervoor te zorgen dat de nobele bepalingen in de wet na de goedkeuring ervan ook in de praktijk zullen worden gebracht. Onze fractie zal zich onthouden.

02.28 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik geef de raad om de wettekst opnieuw te lezen. Wat de kabinetschef beweert, is in te passen in de wettekst. De werking van het aanspreekpunt zal bovendien bij KB worden geregeld.

02.29 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): Dit is een verkeerde interpretatie van een persartikel. De wet bepaalt duidelijk dat een register van de bankrekeningen met de naam van de titularis van deze bankrekening zal worden georganiseerd bij de Nationale Bank. Wij werken aan dit KB. Mijn kabinetschef heeft verklaard dat, wanneer een fiscale controleur meer inlichtingen wil hebben, hij deze informatie zal vragen aan de banken via de Nationale Bank.

02.30 Dirk Van der Maelen (sp.a): Als er een lijst is met al die informatie, dan moet de Nationale Bank dat niet vragen aan de banken en eens het bankgeheim is opgeheven, kan de fiscale administratie dat toch rechtstreeks doen.

02.31 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): Bent u bang van de Nationale Bank?

02.32 Dirk Van der Maelen (sp.a): Waar ik bang voor ben, is dat Febelfin zelf de instrumenten in handen wil houden.

02.33 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): Het register zal bij de Nationale Bank zijn, niet bij Febelfin.

02.34 Dirk Van der Maelen (sp.a): De inspecteur zal niet naar de bank gaan, de Nationale Bank vraagt de informatie op.

02.35 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Hetgeen mijn kabinetschef heeft gezegd, is in volledige overeenstemming met de wet waarover morgen zal gestemd worden.

02.36 Dirk Van der Maelen (sp.a): Dat is juist. Wat de kabinetschef zegt kan ingepast worden in de wet. Degenen die dat goedgekeurd hebben waren in de overtuiging dat er bij de Nationale Bank een lijst zou zijn en dat de inspecteur bij de NBB alle informatie kon krijgen en dan de vrijheid had om het onderzoek te voeren. De wet garandeert dit niet.

02.37 Raf Terwingen (CD&V): Volgens mij was de bedoeling te voorkomen dat, zodra het bankgeheim werd opgeheven, de belastinginspectie alle banken zou moeten aanschrijven om hen allemaal te vragen waar die rekeningen zitten, waardoor iemand over wie informatie wordt gevraagd, het risico loopt een kwalijke reputatie te krijgen. De tekst zegt expliciet dat elke bank-, wissel-, krediet- en spaarinstelling de identiteit van de klanten en de rekeningnummers kenbaar moet maken aan het centraal aanspreekpunt bij de Nationale Bank.

02.38 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ik meen dat anderen met mij hadden begrepen dat de fiscus aan de slag kon met de informatie van de Nationale Bank. Maar nee, de fiscus moet afstand houden en de Nationale Bank moet die informatie ophalen bij de privébanken. Febelfin zal daar zeer blij mee zijn.

Ten slotte is dit compromis ook slecht voor de eerlijke belastingbetaler. Recent onderzoek van de ULB heeft uitgewezen dat België zich in de kopgroep bevindt van de fraude, die tot 30 procent hoger ligt dan in onze buurlanden, welke methode men ook gebruikt. Wij hebben dus veel meer zwarte economie dan onze buurlanden. Dat komt omdat onze handhavinginstrumenten, het ministerie van Financiën, de BBI, het gerecht, niet effectief en efficiënt genoeg zijn.

Als men de administratiekosten van het ministerie van Financiën bekijkt, nodig voor het innen van 100 euro belastingen, dan behoren wij tot de top. Fraudeurs zijn immers moeilijk te pakken in dit land, onder meer omdat het bankgeheim hier niet zo eenvoudig valt op te heffen.

In Frankrijk, Duitsland, Nederland en Groot-Brittannië is het aandeel van de zwarte economie niet toevallig zoveel lager. Ze hebben waarschijnlijk betere ministeries van Financiën, wat niet moeilijk is na 12 jaar Reynders, maar ze hebben ook de mogelijkheid om onder andere het bankgeheim op te heffen. Wij houden in België de deur dicht en dat op een moment dat een volgende regering een budgettair gat zal moeten dichtrijden.

Dit voorstel houdt in dat de fraudeurs vrij spel zullen blijven hebben en dat de eerlijke belastingbetaler het gat zal mogen dichtrijden. Aan diegenen die dit zullen goedkeuren, vraag ik waarom ze de belangen verkiezen van de fraudeur boven die van de eerlijke belastingbetaler. De minister zegt dat we wel zullen zien. Ik neem die uitdaging aan: wij zullen het jaarlijks verslag, een van de goede bepalingen van de wet, goed opvolgen en zien wie gelijk heeft, maar ik vrees dat ik het antwoord al ken. (*Applaus bij sp.a*)

02.39 Josy Arens (cdH): Ik heb de wetten houdende diverse bepalingen nooit echt op prijs gesteld, maar er zijn uitzonderingen op de regel. In dit geval gaat het om een omvangrijke wet waarmee een doeltreffend instrument ter bestrijding van de fiscale fraude wordt ingevoerd. Ik had echter wel graag gehad dat er enkele artikelen in waren opgenomen over een verlenging van de btw-tarieven van 6 %, met name voor isolatie.

In het verslag van de parlementaire onderzoekscommissie inzake de grote fiscale fraude stond dat het bankgeheim in België een hinderpaal vormt voor de bestrijding van de fiscale fraude. De commissie had geadviseerd om het bankgeheim te versoepelen, teneinde de werkzaamheden van de fiscale administratie te bevorderen.

Bovendien werd er op internationaal niveau almaar meer druk uitgeoefend. Een en ander vroeg om een efficiënt optreden van het Parlement, en dat heeft concreet gestalte gekregen in voorliggend wetsontwerp zoals dat in de commissie voor de Financiën werd geamendeerd.

België stemt zich aldus af op de internationale standaarden op het vlak van gegevensuitwisseling en zorgt voor een sluitende juridische regeling voor de strijd tegen de belastingontduiking.

Het cdH is tevreden dat over het bankgeheim ernstige besprekingen werden gevoerd, die tot een evenwichtige tekst hebben geleid. Het werk van de administratie wordt vergemakkelijkt door de opheffing van het bankgeheim in geval er aanwijzingen zijn van fraude, maar de rechten van de belastingplichtige worden versterkt door de ingebouwde waarborgen om misbruiken en ontsporingen vanwege de administratie te voorkomen.

Ten slotte voorziet de tekst in een uitbreiding van de schikking. Dankzij dit soort schikking kunnen fiscale rechtvaardigheid en juridische efficiëntie worden verzoend en kunnen eindeloze processen, zoals het KB Lux-proces, worden voorkomen.

De opheffing van het bankgeheim is een beslissende stap in de uitvoering van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie. Ze wijst op de wil van dit Parlement om moeilijke dossiers tot een goed eind te brengen, want de gelijkheid van burgers en bedrijven voor de fiscale wet moet door de wetgever worden beschermd.

Onze fractie zal zich ook in de toekomst inzetten voor de concretisering van andere grote dossiers in de strijd tegen de belastingfraude.

02.40 Hagen Goyvaerts (VB): De partijen van de uittredende regering hebben de urgentie misbruikt om belangrijke kwesties als de opheffing van het bankgeheim en de invoering van de minnelijke schikking via een amendement in te dienen en door de strot te rammen van de commissie voor de Financiën. De opheffing van het bankgeheim was nochtans nog volop in bespreking in de commissie voor de Financiën. De truc van het amendement bood het dubbele voordeel dat er geen termijnen moesten worden gerespecteerd en dat er ook geen advies van de Raad van State was vereist.

De collega's van de Senaat zouden inmiddels ook begonnen zijn met de bespreking van het wetsontwerp diverse bepalingen en ook zij vroegen zich af wat de minnelijke schikking in de Senaatscommissie voor de Financiën kwam doen. Het manoeuvre was dus niet bepaald netjes en bovendien waren de amendementen van de uittredende meerderheid het resultaat van een koehandel over het opheffen van het bankgeheim op vraag van PS en de invoering van een minnelijke schikking, voornamelijk op vraag van Open Vld.

Ik ben er ook van overtuigd dat er onvoldoende is nagedacht over de juridische gevolgen van de amendementen. De voorgaande sprekers hebben aan de hand van verschillende voorbeelden aangetoond dat er vermoedelijk nog wat juridische angels zitten in de tekst.

Dat een aantal amendementen van de N-VA is aangenomen om toch nog een en ander te verfijnen, is hiervan ook een bewijs.

Iedereen is het erover eens dat de fiscus krachtiger moet kunnen optreden tegen fraude. Met een efficiënte fiscus zal er minder fraude zijn en zal de eerlijke belastingbetaler niet moeten opdraaien voor de tekorten van de Staat. Met de minnelijke schikking die wordt ingevoerd, zullen belastingzondaars hun proces echter kunnen afkopen en daarvan kan alleen de eerlijke belastingbetaler de dupe zijn.

De toenemende internationale fiscale samenwerking heeft ervoor gezorgd dat buitenlandse rekeningen niet langer interessant zijn omdat het bijna onmogelijk is geworden deze rekeningen geheim te houden.

Door een recente Europese richtlijn over de administratieve fiscale samenwerking, loopt België het risico om vanwege zijn bankgeheim op de OESO-lijst van fiscaal dubieuze staten terecht te komen. Dat is natuurlijk de reden voor heel dat amenderingsproces bij het ontwerp diverse bepalingen. Daarom ook werd de behandeling van het bankgeheim in de commissie voor de Financiën en van de minnelijke schikking in de commissie voor de Justitie plots stopgezet.

De opheffing van het bankgeheim wordt nu politiek gekoppeld aan de mogelijkheid om via een minnelijke schikking zijn zonden af te kopen. Geen parlementaire debatten meer, maar echt Belgische achterkamertjespolitiek in de kabinetten van minister Reynders en staatssecretaris Clerfayt.

Aanvankelijk was de PS furieus over deze koppeling. Maar dat was van korte duur. Dat komt natuurlijk doordat de PS haar slag thuis heeft gehaald met de oprichting van het centraal register of het elektronische aanspreekpunt bij de Nationale Bank, waar alle rekeningnummers met persoonsgegevens beschikbaar zullen zijn. *Big Brother is watching you*. Ik hoop dat het nodige respect voor de privacy en de integriteit van de burger wordt opgebracht, maar ik vrees ervoor.

De klap op de vuurpijl is dat de hele werking van dit elektronisch aanspreekpunt naar de Koning doorgeschoven wordt. Het KB zal op 1 juli 2011 klaar moeten zijn, en dat met een regering van lopende zaken! Juristen zullen er nog een kluif aan hebben.

Ook het gemor van de liberalen over de versoepeling van het bankgeheim duurde niet lang. Zij kregen met de minnelijke schikking ook een speeltje. De staatsdragende partij CD&V bleef naar goede gewoonte in het midden en heeft zich aangesloten bij de liberalen en de socialisten.

Voor de socialisten is het centraal register uiteraard een eerste stap naar een vermogenskadaster en uiteindelijk een vermogensbelasting, al heeft de regering niet het lef om dat luidop te zeggen.

Aan Vlaamse kant wordt deze regeling slechts door 30 parlementsleden gesteund. Ook dat is tekenend.

De bedenkingen die Karel van Cauwenberghe, voorzitter van de Belgische vereniging van onderzoeksrechters, heeft, zijn ook niet min. Volgens hem zien sommige politici de draagwijdte niet van wat ze goedkeuren. Fraudeurs, witwassers, inbrekers en andere criminelen zullen op elk moment hun proces kunnen afkopen door het op een akkoord te gooien met de openbare aanklager. Het klopt niet dat alleen belastingfraudeurs hun proces zullen kunnen afkopen, het gaat over alle wanbedrijven en gecorrectionaliseerde misdaden waarop maximaal vijf jaar staat. Op elk moment, tijdens het onderzoek of tijdens het proces kunnen de verdachten een deal sluiten met de openbare aanklager en vervalt de strafvordering. Er zal geen strafblad zijn, geen beslissing om op terug te komen.

Doordat enkel de openbare aanklager moet beslissen over de minnelijke schikking, ontstaat er een dubbele rechtspraak: een door rechters en een door openbare aanklagers, die zowel vervolgers als rechters zullen zijn. Dat is een uitholling van de onafhankelijke rechtspraak. Deze regeling zet de deur open voor willekeur.

Bovendien zal er een parallelle rechtspraak ontstaan doordat het mogelijk wordt dat de ene beschuldigde in een zaak zijn straf afkoopt en een andere beschuldigde in dezelfde zaak niet, waardoor die dan wel nog een celstraf riskeert. Zal dit de toets van het Grondwettelijk Hof doorstaan?

Een van de redenen voor deze regeling is dat fraudezaken veel te lang duren, waardoor fraudeurs vrijuit gaan. Van Cauwenberghe pleit voor betere werkmiddelen in plaats van deze regeling, die geen meerwaarde zal creëren.

Deze wetswijziging overstijgt het surrealisme. Dit is onzorgvuldig werk. Wij zullen ze dan ook niet goedkeuren. (*Applaus bij VB*)

02.41 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik zal mijn betoog wijden aan de opheffing van het bankgeheim. Het amendement op voorliggend wetsvoorstel is de weg die de meerderheid in deze periode van lopende zaken moedig is ingeslagen om vooruitgang te boeken in die belangrijke aangelegenheid. Het zou niettemin interessant geweest zijn om voor die aangelegenheid een afzonderlijk wetsvoorstel aan te nemen.

Ik zou nog eens willen terugkomen op alles wat er aan de stemming is voorafgegaan. Bij de start van de zittingsperiode 2007-2010 werd er een voorstel van resolutie ingediend door onze fractie, de PS en de sp.a met het oog op de oprichting van een onderzoekscommissie belast met het onderzoek van de grote fiscale fraudedossiers. De werkzaamheden van die onderzoekscommissie hebben geresulteerd in 108 aanbevelingen.

België scoort duidelijk niet goed als het aankomt op de bestrijding van belastingfraude, maar is dat nu eenmaal onvermijdelijk of is het het resultaat van een gebrek aan politieke wil? Ik stel in ieder geval vast dat we al tien jaar dezelfde minister van Financiën hebben...

02.42 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Als u de jongste werken van de Oostenrijkse deskundige erop naslaat, zal u vaststellen dat het bedrag van de fiscale fraude de afgelopen tien jaar gedaald is. Dit is ongetwijfeld het werk van minister Reynders.

02.43 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik laat u in uw waan!

02.44 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Dat zijn de vaststellingen van uw deskundige! Ik ben het niet altijd eens met wat hij schrijft. Maar als u het eens is met wat hij in zijn jongste werken schrijft, moet u zich daarbij neerleggen.

02.45 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): In een studie van het departement toegepaste economie van de ULB (DULBEA) wordt de belastingontduiking in België op 45 miljard euro geraamd.

02.46 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Ik ben bereid u te bewijzen hoe belachelijk die ramingen zijn!

02.47 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Dan moet u hen niet vragen samen te werken met uw administratie. Voor ons was de opheffing van het bankgeheim prioritair. De tekst werd voor advies voorgelegd aan de Raad van State, die van oordeel was dat de tekst een evenwicht had gevonden tussen het beginsel van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en dat van de billijke belastinginning.

Nieuw in deze tekst is de invoering van een gecentraliseerd bestand van bankrekeningen.

Het laatste element is de organisatie van diverse hoorzittingen. Het is belangrijk om aan te tonen hoe de geesten kunnen evolueren. Ik zal niet uitweiden over de prestaties van sommige fiscale advocaten met wie u graag samenwerkt.

02.48 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): U hebt het hier wel over universiteitsprofessoren.

02.49 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Die niet allemaal even aanbevelenswaardig zijn. Ik verwijs liever naar de hoorzittingen met vertegenwoordigers van de OESO en de Europese Unie, die hebben aangetoond dat de strijd tegen de fiscale fraude in een internationale context past. Zo heeft de vertegenwoordigster van de OESO de werking van het Franse FICOPA-bestand concreet toegelicht. Dat is ongeveer het model waarop we ons hebben gebaseerd: de automatische overdracht van gegevens met betrekking tot de bankrekeningen van de Franse burgers naar de belastingadministratie.

De vakbondsvertegenwoordigers hebben voorgesteld om de organisatie van het centrale bestand te enten op het model van de kredietcentrale. Dat is een interessant idee dat ingang heeft gevonden.

Tijdens dezelfde vergadering heeft ook de vertegenwoordiger van Febelfin een opening gelaten.

De geesten zijn geëvolueerd. In de teksten die door diverse collega's werden ingediend, werden verschillende pistes verkend om tot een opheffing van het bankgeheim te komen.

Een *Canada Dry*-achtig instrument, dat veel weg zou hebben van een opheffing van het bankgeheim, maar dat niet echt is, moet vermeden worden. We zijn van mening dat er een doeltreffend instrument nodig is. Het werk van de belastinginspectiediensten moet makkelijker worden gemaakt.

Het FICOPA-bestand werd gecreëerd op het ogenblik dat de Franse banken voor steun bij de overheid aanklopten. De overheid heeft daarvan gebruik gemaakt om vooruitgang te boeken. Het FICOPA-bestand is veel ruimer opgevat dan het centraal bestand, want FICOPA bevat ook gegevens met betrekking tot het vermogen van de belastingplichtigen; voorts werden er strenge sancties ingesteld voor Franse belastingambtenaren die de mogelijkheid om het FICOPA-bestand te raadplegen niet zouden benutten.

Dat model is interessant en werd ook overgenomen in de uiteindelijke tekst. Ik was aangenaam verrast in de door de meerderheid ingediende tekst het idee van zo een centraal rekeningenbestand aan te treffen. Om de belastingadministratie in staat te stellen haar werk correct uit te voeren, is het zaak haar opdracht te

vergemakkelijken dankzij een centraal aanspreekpunt waar die gegevens worden bijgehouden.

Het feit dat er een wettekst bestaat, betekent niet dat alles automatisch van een leien dakje zal gaan. Ik hoop dat de staatssecretaris en de minister van Financiën de politieke bereidheid om zo een centraal bestand te creëren, correct zullen vertalen in een koninklijk besluit.

De belastingadministratie moet snel en gemakkelijk toegang kunnen krijgen tot die gegevens en er moet vermeden worden dat ze op het verkeerde spoor wordt gezet. Het lijkt ons voorts nuttig dat de rekeningen waarop de verdachte een volmacht heeft, in geval van opheffing van het bankgeheim ook door de fiscus kunnen worden geraadpleegd.

Ik kom nu op de mechanismen op grond waarvan het bankonderzoek kan worden gestart. We hadden in de vergadering twee amendementen ingediend. Met het belangrijkste amendement wilden we het criterium op grond waarvan dat onderzoek kan worden gestart bij de bank, duidelijker omschrijven en uitbreiden om talloze rechtszaken te vermijden. Dat amendement werd niet gesteund.

U bent helaas niet ingegaan op ons verzoek om de wet explicieter te maken.

- *De spreker leest de Nederlandse tekst van het subamendement nr. 23 van mevrouw Gerkens op artikel 50 voor (stuk 1208/7 p. 42 en 43).*

Derde punt is de minnelijke schikking. In het kader van een weinig eerbare koehandel heeft de meerderheid aan het positieve beginsel van de opheffing van het bankgeheim het, minder positieve, beginsel van de minnelijke schikking toegevoegd. De fraudeur zal voortaan met de Staat kunnen onderhandelen over een schikking die elke gerechtelijke of controleactie doet uitdoven. Daardoor dreigt een nog groter gevoel van straffeloosheid te ontstaan dan vandaag het geval is, want er bestaan nu al al te genereuze mechanismen voor permanente fiscale regularisatie.

De minnelijke schikking dreigt ook tot een klassenjustitie te leiden. Wie over voldoende middelen beschikt, zal een regeling kunnen treffen. Jammer voor de anderen!

Er is iets immoreels met die permanente regularisatieregelingen, dat de legitimiteit van de belasting als verplichte bijdrage aan de collectieve voorzieningen ondergraaft. Ik begrijp de woede van collega Van der Maelen ten aanzien van zijn PS-collega's en ervaar deze regeling, net als hij, als onrechtvaardig.

02.50 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Frans*): Hij heeft het niet gezegd, maar hij was er vast van overtuigd! (*Glimlachjes*)

02.51 **Georges Gilkinet** (*Ecolo-Groen!*): Deze tekst bevat zaken waarover wij ons verheugen, zoals het centraal bestand, een voorstel waarmee wij in het begin alleen stonden, maar andere aspecten doen vragen rijzen. Hoe zal het centraal bestand concreet worden geïmplementeerd? Zullen de voorwaarden voor het instellen van het bankonderzoek praktisch zijn? Ten slotte zijn er onderdelen waarop wij kritiek hebben, meer bepaald de minnelijke schikking. Wij zijn niet onverdeeld tevreden.

De strijd tegen de fiscale fraude, de strijd tegen de belastingparadijzen, de strijd voor een fiscale harmonisatie op Europees vlak, de afschaffing van onrechtvaardige fiscale mechanismen zoals de notionele interestaftrek zijn doelstellingen die moeten bijdragen tot meer sociale rechtvaardigheid, tot een betere verdeling van de rijkdommen en een meer evenwichtige ontwikkeling.

Wij hebben nog veel voorstellen in petto met het oog op de tenuitvoerlegging van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie. Daarnaast hebben we ook nog andere voorstellen klaarliggen.

Morgen zullen we tijdens de stemming een kleine stap voorwaarts doen. Maar we zullen al onze energie gebruiken om achteraf nog veel grotere stappen te kunnen zetten.

02.52 **Jan Jambon** (*N-VA*): In een discussie over het bankgeheim en de minnelijke schikking is de eerste kritiek dat de manier waarop de wet tot stand is gekomen, onaanvaardbaar is. Mijn verontwaardiging daarover is niemand ontgaan. Men heeft de botte bijl gehanteerd en beide belangrijke wetten door leden van

de oude meerderheid als amendement in de wet diverse bepalingen laten inbrengen. De commissie kreeg een uur om 27 pagina's in te kijken, waarna ze er met de karwats werden doorgejaagd. Ik vind dat een verschrikkelijk onzindelijke praktijk, die niet voor herhaling vatbaar is.

Opvallend is dat er twee maten en twee gewichten worden gehanteerd. In de commissie voor het Bedrijfsleven heeft voorzitter Van der Auwera terecht geoordeeld dat een amendement over de energieprijsaanpassingen te belangrijk was om via de wet diverse bepalingen door het Parlement te sluizen. Wat nu voorligt is veel belangrijker, maar toch is men doorgegaan om de procedure te verkorten en de Raad van State te ontwijken. Waar is de rechtlijnigheid?

Het is een krakkemikkige wet en de zenuwachtigheid over de amendementen van de N-VA bewijst dat.

Dit gebeuren sluit een periode af. Het was een periode met een regering van lopende zaken die het Parlement zijn rol liet spelen. Een lid kon wetgevend werk voorbereiden en op basis van de merites van een voorstel een meerderheid gaan zoeken over de grenzen van meerderheid en minderheid heen. Dat is nu afgelopen. De PS heeft de nieuwe wet op gezinshereniging, die zo tot stand kwam, niet kunnen verkroppen en heeft haar grip op de regering van lopende zaken verstevigd. We zijn weer in een spel van meerderheid en minderheid beland.

Die meerderheid bestaat aan Vlaamse kant uit 30 van de 88 zetels of zo'n 30 procent. Elke wet die die meerderheid doordrukt, heeft geen draagvlak in Vlaanderen. Voor deze belangrijke wetten is dat ongehoord.

02.53 Gwendolyn Rutten (Open Vld): We hebben al verschillende voorstellen behandeld, zoals dat over de quota, dat over de gezinshereniging en nu dit. Toen de wet op de gezinshereniging werd goedgekeurd, was er heel weinig steun aan Franstalige kant. Het draagvlak in Wallonië was toen dus ook erg klein, maar de heer Jambon heb ik daar toen niet over gehoord.

02.54 Gerolf Annemans (VB): De interventie van de heer Jambon is belangrijk, misschien de enige belangrijke van vandaag.

Hij doet alsof er een periode heeft bestaan waarin de regering van lopende zaken met goedkeuring van de N-VA werkte zoals het hoorde. Wat buiten de bevoegdheden van die regering viel, kon met wisselende meerderheden in het Parlement worden geregeld. Dat is maar schijn. Men kan doen alsof er wetten komen, maar de aangehaalde voorbeelden zijn nog geen wet en als ze dat wel worden, moeten ze uitgevoerd worden door een eventueel onwillige regering.

Er is dus niets treurigs gebeurd, het is altijd al zo geweest. Wel begint de meerderheid zich als een echte meerderheid te beschouwen en te gedragen.

De waarheid is dat de meerderheid zich welgevallig begint te voelen in de situatie waarin de N-VA dit Parlement blijft legitimeren als een normaal Parlement. De N-VA kan ook niet anders, want zij zit niet in een federale regering. De N-VA moet echter niet doen alsof dit een normaal Parlement is. We houden ons slechts bezig met kleine details. Deze bezigheids therapie moet bij de publieke opinie de indruk wekken dat er bijvoorbeeld een immigratiebeleid komt, omdat men prutst aan een half procent van de gezinshereniging. Zonder een volwaardige regering is er nooit sprake van een volwaardig Parlement. Men moet bovendien niet de illusie willen wekken dat het ooit zo is geweest.

Als hier in wetten staat dat "het Parlement aan de Koning de bevoegdheid geeft om...", dan weten we allemaal dat het ongrondwettig is indien een regering van lopende zaken dat zou uitvoeren via KB's. Dus: ofwel komt er een normale regering, ofwel moet men hiermee ophouden!

02.55 Jan Jambon (N-VA): Het verwondert mij dat de heer Annemans het verder dichtdraaien van de instroom van vreemdelingen via de wet op de gezinshereniging een bagatel vindt.

02.56 Gerolf Annemans (VB): Dat heb ik niet gezegd. Wat de heer Jambon doet, remedieert voor nog geen 8 procent aan de huidige gezinshereniging. Men moet dus niet beweren dat het een oplossing is voor het probleem van de gezinshereniging. Het is dus niet waar dat hier de afgelopen maanden echt belangrijk parlementair werk is gebeurd.

02.57 Jan Jambon (N-VA): Dat debat over de gezinshereniging zullen we hier nog wel voeren. Ik ben een vertegenwoordiger van de Vlaamse gemeenschap. Ik vind het belangrijk dat de belangrijke wetten op het bankgeheim en de minnelijke schikking ook aan Vlaamse kant een meerderheid krijgen.

Wij hebben vijf amendementen: drie op het bankgeheim en twee op de minnelijke schikking. Als een aantal hiervan wordt goedgekeurd, zijn we bereid om een meerderheid aan te bieden zodat die wetten in Vlaanderen over een draagvlak beschikken.

In de huidige tekst staat dat één ambtenaar met minstens de graad van directeur de procedure van de opheffing van het bankgeheim in gang kan zetten. Ons eerste amendement wil hier het vier-ogenprincipe laten toepassen. Om willekeur te vermijden moeten minstens twee ambtenaren met de graad van directeur hiermee akkoord gaan. Bij het voorstel van Open Vld was het zelfs een hele afdeling binnen de FOD Financiën die daarover moest gaan.

Een tweede amendement wil in artikel 322, § 3, de woorden “en contracten” schrappen. Er staat immers niet gespecificeerd wat men met die contracten bedoelt. Dat kunnen dus de meest uiteenlopende soorten van contracten zijn. Men legt hier in feite de basis voor een vermogensbelasting en die belasting willen wij niet. Als mevrouw Rutten dat ook niet wil, moet ze het amendement goedkeuren.

Een derde amendement wil de artikelen 55 en 56 pas van toepassing laten zijn op onderzoeken naar inlichtingen die betrekking hebben op een periode of tijdstip vanaf 1 januari 2011. Immers, aangezien België een voorbehoud bij artikel 26, § 5, van het OESO-model formuleerde, houden artikelen 55 en 56 van dit wetsontwerp een volledige omzwaai in van het gevoerde beleid.

Bij de minnelijke schikking willen we twee toevoegingen. Artikel 84, 6 willen we aangevuld zien met 'indien in het bedoelde vonnis of arrest een gevangenisstraf werd uitgesproken vervalt het recht in § 1 aan de procureur des Konings toegekend'. Ons amendement zorgt ervoor dat, in geval een rechter een gevangenisstraf heeft uitgesproken, er geen minnelijke schikking meer mogelijk is. Het kan immers niet dat een fundamenteel zwaardere straf bij vonnis of arrest door middel van een minnelijke schikking ongedaan gemaakt zou worden.

Hetzelfde artikel willen we tevens aanvullen met 'In geen geval mogen de geldsom, de kosten en de goederen- of vermogensvoordelen waarvan afstand of afgifte gedaan dient te worden, minder bedragen dan hetgeen reeds bij vonnis of desgevallend arrest werd uitgesproken'. De huidige tekst laat uitdrukkelijk toe dat de minnelijke schikking wordt voorgesteld na het uitspreken van een vonnis of arrest. Deze mogelijkheid wordt met dit subamendement behouden maar de modaliteiten worden iets strenger gemaakt. Wij willen dat de mogelijkheid tot minnelijke schikking na vonnis of arrest behouden blijft, maar dat de minnelijke schikking dan niet minder mag bedragen dan wat de rechter reeds in zijn vonnis of arrest oplegde. De verdachte wordt hierdoor gestimuleerd zo vroeg mogelijk in de procedure in te gaan op een voorstel tot minnelijke schikking.

Zoals al gezegd, het is ons erom te doen dergelijke belangrijke wetten ook in Vlaanderen een draagvlak te geven. Wanneer een aantal van deze amendementen aanvaard kan worden, zijn wij bereid het ontwerp te steunen. *(Applaus bij N-VA)*

02.58 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Het bankgeheim is een belangrijk dossier. Wij leven in een geglobaliseerde wereld. De Europese en internationale realiteit speelt een rol. Wanneer wij vandaag ter zake een aanpassing voorleggen, is dat omdat er internationale druk is, onder meer van de OESO. Als zelfs Zwitserland op dit vlak iets onderneemt, kunnen wij het in ons land ook.

Maar er is ook het werk in dit Parlement zelf. Er is al verwezen naar het werk dat in de voorbije regeerperiode geleverd is in de parlementaire onderzoekscommissie ter bestrijding van de grote fiscale fraudedossiers. Wie beweert dat hier vandaag een aantal amendementen zomaar uit de lucht valt, neemt een loopje met de waarheid.

De heer Van der Maelen vroeg zich af waarom zijn zienswijze niet is gevolgd in dit dossier. Wel, omdat we fiscale fraude willen aanpakken, met de nadruk op fraude. De bedoeling is nooit geweest om inzage te geven in het privéleven van onze burgers. In het voorstel van sp.a ging het echter niet om fiscale fraude, maar om

niet-aangegeven inkomsten of om een totaal verschuldigd bedrag van de belastingen dat hoger zou liggen. Maar bij niet-aangegeven inkomsten gaat het niet om fraude. Er zijn belastbare inkomsten die men moet aangeven, niet-belastbare inkomsten die men moet aangeven en inkomsten die men helemaal niet moet aangeven. Als men dus het bankgeheim wil opheffen voor niet-aangegeven inkomsten, dan wil men de administratie eigenlijk de mogelijkheid geven om te gaan neuzen in de bankrekeningen van mensen en daar pas ik voor.

02.59 Dirk Van der Maelen (sp.a): De bepaling in ons wetsvoorstel is zowat een kopie van wat wordt toegepast in Nederland, Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië. Mevrouw Rutten moet er dus mee stoppen om datgene wat in de buurlanden wordt bepaald als voorwaarde om het bankgeheim op te heffen, hier voor te stellen als een aanslag op de privacy en een klopjacht op de belastingbetaler.

De Open Vld-fractie in de Senaat wil wel gaan rondneuzen tot in de slaapkamer en de badkamer van uitkeringstrekkers, maar het voorbeeld volgen van respectabele buurlanden – zoals mijn fractie wil en ook niet meer dan dat – dat is een brug te ver. Open Vld en de MR willen dergelijke maatregelen niet en blijven maar doordrammen over een aanslag op de privacy. In de voorbije vijf jaar werd het bankgeheim 82 keer opgeheven. Wie gelooft Open Vld in deze aangelegenheid nog? (*Applaus van sp.a*)

02.60 Gwendolyn Rutten (Open Vld): De heer Van der Maelen geeft nu zelf aan dat het hem niet gaat om fraude, want als hij niet-aangegeven inkomsten op het oog heeft, is hij niet op zoek naar fraude. De andere definitie was trouwens dat het totaal verschuldigde belastingbedrag ook hoger mocht liggen. Maar als men zich in dit fiscaal ingewikkelde land zou vergissen in aftrekpost, dan kan volgens de logica van het sp.a-voorstel een ambtenaar zonder meer in de bankrekening komen neuzen. Als de heer Van der Maelen ons standpunt ter zake een probleem vindt, dan ben ik alleen maar fier dat wij tenminste de privacy van de mensen proberen te vrijwaren.

02.61 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Tijdens het debat in de commissie Financiën hebben wij het gehad over de ingewikkelde omschrijving die de meerderheid hanteert in haar eigen amendement met betrekking tot aanwijzingen van fraude en niet-aangegeven inkomsten. Nu hoor ik mevrouw Rutten hier een debat voeren over de omschrijving van deze begrippen. Kan zij me vertellen in hoeverre dit al dan niet een puur semantische en symbolische discussie is om het eigen gelijk te halen?

Ik heb daarnet de CD&V horen verklaren dat mevrouw Rutten haar compromis van iets dat al een compromis was, heeft overgenomen van de omschrijving van sp.a. Ofwel geeft ze hier toe dat de omschrijving zoals zij die heeft neergeschreven, niet deugt, ofwel dat de omschrijving van sp.a wel degelijk deugt. Het is een van de twee.

02.62 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Wij wensten een juridische omschrijving in overeenstemming met een gekend toepassingsgebied in het Wetboek van Inkomstenbelastingen. Als er een lijst is opgenomen in de memorie van toelichting, is dat precies om aan te geven dat wij op zoek zijn naar fraude en niet willen beginnen rondneuzen in het privéleven van de mensen.

02.63 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mevrouw Rutten volhardt in de boosheid, wat haar niet geloofwaardiger maakt. Ze zou nochtans moeten weten dat het voorstel van sp.a en PS en ook dat van Ecolo-Groen! de enige twee voorstellen zijn die werden voorgelegd aan de Privacycommissie en die ook van die commissie groen licht hebben gekregen. Hoe kan ze dit dan voorstellen als een aanslag op de privacy?

02.64 Gwendolyn Rutten (Open Vld): En daar blijf ik ook bij. Ik heb nog geen enkel tegenargument gehoord bij de voorbeelden die ik heb gegeven met betrekking tot fiscale aftrekposten en niet-aangegeven inkomsten.

Het is wel degelijk belangrijk om beide voorstellen – het bankgeheim en de minnelijke schikking – samen te bespreken en goed te keuren, want deze verhouden zich in een perfect logische opeenvolging tot elkaar. Als men fiscale fraude aanpakt, is het immers ook onze plicht om ervoor te zorgen dat dit juridisch tot een goed einde kan worden gebracht en dat de parketten zich dus met de nodige mensen en middelen daartoe kunnen organiseren. Men kan geen voorstel goedkeuren om fraudeurs aan te pakken en vervolgens het knelpunt van inefficiëntie in het gerecht laten bestaan. Het zou de heer Van der Maelen dan ook sieren als hij zich niet beperkt tot wat hij graag leest.

Vandaag is er pas een klassenjustitie, waarbij diegenen die zich goede fiscalisten kunnen veroorloven, de procedures kunnen vertragen en aldus ontsnappen aan vervolging.

Het bankgeheim is een belangrijke stap, omdat wij hier een evenwicht vinden tussen de aanpak van fraude en respect voor de privésfeer. Want waar gaat het om? Om bankrekeningen, waaruit men zowat alles van het privéleven van iemand kan afleiden. En net zoals wij in een rechtsstaat mensen niet zomaar de sleutel van onze deur geven, vinden wij ook dat men niet zomaar bankrekeningen openstelt voor nader onderzoek.

Ons voorstel is een geslaagde evenwichtsoefening tussen rechtvaardigheid en het uitsluiten van willekeur. Belangrijk is dat daarbij ook sprake is van een watervalstelsel in de procedure, want voor ons geldt in eerste instantie het vermoeden van onschuld. Niet alle belastingbetalers en Belgen zijn fraudeurs en die overtuiging is misschien het verschil tussen mij en de heer Van der Maelen. Wij willen de belastingbetaler steeds eerst de kans geven om zelf duidelijkheid te verschaffen, daarna pas volgt de eventuele tussenkomst van de gewestelijke directeur. Wij hadden daarbij inderdaad liever geopteerd voor het oordeel van een commissie in plaats van één persoon, maar aangezien er met het watervalstelsel dan toch voldoende garanties zijn, hebben we ons akkoord verklaard met dit compromis.

Wat de contracten betreft waarnaar de heer Jambon verwees, werd in de commissie heel duidelijk gezegd dat het gaat om leasingcontracten. En zo moet het zijn.

Omdat het over fraude gaat, moet de inwerkingtreding van de regelgeving zo snel mogelijk gebeuren. Wij mogen niet het risico lopen dat fraudeurs genoeg tijd krijgen om hun zaakjes te regelen via internationale ontsnappingsroutes.

Dit is een belangrijke stap vooruit. Voor onze fractie is dit een goed evenwicht tussen een rechtvaardig belastingstelsel en de bescherming van het privéleven, dat ons, liberalen, erg dierbaar is. *(Applaus van Open Vld)*

02.65 Jan Jambon (N-VA): Als dit dan werkelijk zo'n goede en waterdichte regeling is, waarom vraagt Open Vld op dit moment in de Senaatscommissie voor de Financiën dan om hoorzittingen over de strafbepalingen in het wetgedeelte over de minnelijke schikking?

02.66 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Ik heb geen idee waar de heer Jambon dat gerucht haalt. Wij zijn het die de koppeling hebben gemaakt tussen het bankgeheim en de minnelijke schikking door het in ons eigen wetsvoorstel te zetten. Het wetsvoorstel-Van Cauter is in de vorige legislatuur naar de Raad van State gegaan en grotendeels hernomen. Ik begrijp niet wat de heer Jambon hier komt suggereren. Wij staan volledig achter de minnelijke schikking. Als de heer Jambon steken wil geven, dat hij zich dan eerst goed informeert.

02.67 Jan Jambon (N-VA): Ik vroeg helemaal niet naar de koppeling tussen beide zaken, ik vroeg waarom Open Vld hoorzittingen vraagt in de Senaat, terwijl de Kamerfractie de tekst hier vol vuur staat te verdedigen.

02.68 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De bedoeling van het oorspronkelijke artikel dat de uitwisseling van bankinlichtingen van België en andere staten regelde, was te vermijden dat ons land op de grijze lijst van de OESO met belastingparadijzen zou komen. Dat werd *overruled* door de amendementen 15 en 17 om het bankgeheim af te schaffen en amendement 18 ter invoering van een minnelijke schikking, die niets maar dan ook niets met het originele artikel 50 te maken heeft.

Anderhalf jaar geleden dienden zowel de sp.a als Groen! een wetsvoorstel in tot opheffing van het bankgeheim. Ons voorstel ging over inbreuken op het wetboek, dat van de socialisten over aanwijzingen van niet-aangegeven inkomsten. Er was anderhalf jaar en een 'groene' voorzitter van de commissie voor de Financiën nodig om het voorstel op de agenda te krijgen. Ondertussen voelden zelfs de liberalen dat ze er niet meer onderuit konden. Ook zij, net als de rest van de meerderheid, kwamen daarop met voorstellen.

Die voorstellen werden in extremis aan de discussie toegevoegd. De besprekingen waren al volop aan de gang, er hadden al hoorzittingen plaatsgevonden en het advies van de Privacycommissie was al gevraagd over de twee eerste wetsvoorstellen. Niet over wat vandaag voorligt.

Maar uit het betoog van mevrouw Van Cauter weet ik nu dat de mening van het gerecht niet zo belangrijk is en dat de Privacycommissie niet kan oordelen of de privacy al dan niet wordt aangetast.

02.69 Carina Van Cauter (Open Vld): Het College van procureurs-generaal heeft zelf gepleit voor een wetgeving in deze zin. Onder meer professor Maus heeft mijn wetsvoorstel gelezen. Hij vond het zeer goed. Hij vond de mogelijkheid om een dading af te sluiten een goede zaak – in het douanestrafrecht bestaat dit systeem al – en hij stelde zelfs een uitbreiding voor, wat we gedaan hebben. Het klopt dus totaal niet dat wij het advies van de experts naast ons neerleggen.

Ons voorstel doet geen afbreuk aan de mogelijkheden van de onderzoeksrechter. Als de onderzoeksrechter andere feiten vaststelt, die niet onder de minnelijke schikking vallen, moet dat verder worden onderzocht.

02.70 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mevrouw van Cauter weet net als ik dat de onderzoeksrechters helemaal niet opgezet zijn met de uitholling van hun terrein. Het debat is op een platte manier gekaapt. De minnelijke schikking is op een slinkse manier ingevoerd. Dat enkel de minnelijke schikking wordt ingevoerd en niet de andere maatregelen om het gerecht te versterken, is een politieke, ideologische keuze.

02.71 Carina Van Cauter (Open Vld): Er is een capaciteitsprobleem, maar de invoering van de minnelijke schikking doet geen afbreuk aan die capaciteit. Integendeel, ze zorgt ervoor dat zaken nietodeloos worden gerokken. Daarnaast moet ook de capaciteit worden uitgebreid. Dat is óók onze betrachting. Het is niet of/of. Het is en/en.

02.72 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Het antwoord op de juridische achterstand staat in heldere en duidelijke omschrijvingen in de wet. Door amendement 15 wordt het bankgeheim via een uiterst ontransparante omschrijving opgeheven. De meerderheid zegt bekommerd te zijn om de werklast, maar wat zij nu goedkeurt, zal net leiden tot meer procedureslagen. Zelfs de heer Terwingen heeft toegegeven dat de exhaustieve lijst in de toelichting geen harde wet is maar een bron van wet kan zijn. Het falen is al van meet af aan in de wet ingeschreven.

02.73 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Er is gekozen voor een omschrijving die al bestaat in het Wetboek van inkomstenbelasting. Welke betere rechtszekerheid kan men hebben dan juridische begrippen die al bestaan, die gekend zijn, die gebruikt worden door fiscalisten en de administratie, waarvoor er een omzendbrief bestaat en waarvan iedereen weet welke gevallen er wel en niet onder vallen? Precies voor de duidelijkheid hebben wij dat ook nog eens in de toelichting gezet.

02.74 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Eigenlijk is dus alleen wat Open Vld uitgevonden heeft correct en zijn dus alle omschrijvingen van de andere partijen fout, ondanks het feit dat die omschrijvingen in het buitenland al werken, daar volop toegepast worden en helder zijn. Mevrouw Rutten, u hebt gewoon het wetsvoorstel van Open Vld naast dat van CD&V gelegd en de omschrijving die er nu staat, is gewoon de twee samen met het woordje "of" ertussen.

02.75 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Als je begrippen gebruikt die al in het Wetboek van de inkomstenbelasting al staan, dan vind je toch niks uit!

02.76 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Wij hebben een heel heldere omschrijving in ons wetsvoorstel, mevrouw Rutten: 'inbreuken' op het Wetboek. Veel simpeler en dus veel minder aanleiding tot discussie.

De oppositie heeft in extremis aan de collega's van de meerderheid toegelaten om nog een wetsvoorstel toe te voegen aan de discussie over het bankgeheim om een constructief debat te kunnen voeren. We hadden het natuurlijk ook niet kunnen toelaten. Toch hebben we het toegelaten.

Het CD&V-voorstel is een compromisvoorstel dat de omschrijving van de socialisten overnam, samen met de procedure en het register van de groenen. De liberalen wilden in hun voorstel een apart College. De minnelijke schikking was inderdaad een idee van de liberalen. Voor dat idee was ook CD&V niet gewonnen. Wij hadden op dat moment de zaak kunnen blokkeren, maar dat hebben we niet gedaan. Nu krijgen we stank voor dank. Leg de twee wetsvoorstellen naast elkaar en dan kan worden vastgesteld dat ze gewoon werden gekopieerd en aan elkaar geplakt. Voor een platte deal moest alles wijken, ook het goede fatsoen!

Ook het noodzakelijk tijdsbestek om goed werk te kunnen leveren, moest wijken, wat de kans op slechte wetgeving doet stijgen. Alle haastwerk kan op papier heel mooi lijken. Maar bij wetswijzigingen kan maar beter elke letter worden gelezen en geen enkel risico worden genomen.

Wij hebben heel lang gediscussieerd over het bankgeheim. Dat werd allemaal weggeveegd. Dit compromis is exemplarisch voor de grote kloof en de onbeslistheid binnen de meerderheid vandaag. Het had veel beter gekund indien een aantal mensen een volle stap had willen zetten.

Vandaar onze onthouding op amendement 18. Wij hebben met Ecolo-Groen! altijd gepleit voor een werkelijke opheffing van het bankgeheim, zonder overdreven hindernissen voor fiscale ambtenaren, met evenwicht tussen controlemogelijkheden voor de administratie en met bescherming van het privéleven. In de hoorzittingen en in de adviezen heeft men ons bevestigd dat ons wetsvoorstel daaraan voldeed.

Wij verheugen ons alleszins dat er een centrale databank is gekomen met daarin alle bankrekeningen. Dat werd uiteindelijk door de meerderheid overgenomen en is uiteindelijk in dit amendement beland.

De letter van de wet is voor ons nog altijd primordiaal en wij zullen erop toezien dat die wordt uitgevoerd. Met dit instrument weet de fiscale controleur tot welke bank hij zich kan wenden om informatie op te vragen. Het is absoluut niet de bedoeling dat eender welke ambtenaar toegang heeft tot gevoelige informatie, noch dat het bankgeheim voor elk voorwendsel wordt opgeheven. Ook dat is populisme. Daarom is er ook de getrapte procedure via de regiodirecteur die de toelating regelt.

Wij vroegen voor amendement 15 een duidelijke rol voor het Parlement, niet alleen met betrekking tot de KB's. Daarom hebben wij ook een aanvulling via amendementen gevraagd. Doch de meerderheid zegt: dat keuren wij niet goed. Er wordt hier heel hoogdravend gedaan alsof de linkse partijen van plan waren om iedereen maar toegang te geven tot het privéleven terwijl in onze amendementen net die beveiliging was ingebouwd.

Het is op veel vlakken dubieus dat de minnelijke schikking, het amendement 18, uiteindelijk is terechtgekomen in het bereikte akkoord. Het werkt immers niet bepaald ontmoedigend voor grote fraudeurs. Opnieuw wordt hier een mogelijkheid tot ontsnappen gecreëerd.

Wij hebben al het gratis regulariseren via de eenmalige bevrijdende aangifte, de fiscale amnestie en het semi-gratis regulariseren via de gedeeltelijke regularisaties. Hierbij kan met behulp van gespecialiseerde advocaten gekozen worden om het risico te nemen en slechts een gedeelte van het zwart geld aan te geven.

De dienst Voorafgaande Belastingen geeft ons elk jaar een overzicht en de aangiftes blijven maar stijgen. Wij hebben een mooi achterpoortje in de wetgeving ingebouwd. Wanneer de fiscus merkt dat het om een gedeeltelijke fiscale regularisatie gaat, mag aan het parket geen informatie worden doorgegeven. Dat is de huidige wetgeving.

Grote fraudeurs hebben gegokt dat ze niet worden gevat, want anders hadden ze wel gebruik gemaakt van de fiscale amnestie. Zij hebben ook geen gebruik gemaakt van de gedeeltelijke fiscale regularisatie want ze gokten erop dat ze hun weg wel via procedureslagen zouden vinden. Nu gokken ze erop dat ze fiscale amnestie aangeboden krijgen als het niet lukt met de nieuwe procedureslagen.

Kan de staatssecretaris mij vertellen wat de rechtvaardigheid hiervan is voor de gewone burger? Dit is een kaakslag voor al wie correct belastingen betaalt en onrechtvaardig tegenover iedereen die hoopt op een rechtvaardige fiscaliteit. De grote fiscale fraudeurs hebben nu een nieuwe optie. Het gaat om mensen met veel geld die het zich kunnen veroorloven om te procederen. In de wet diverse bepalingen snel een amendement opnemen waarover nog niet eens werd gediscussieerd in de commissie Justitie en dat gebaseerd is op een wetsvoorstel dat pas op 24 februari 2011 werd ingediend en waarover nog geen enkel advies werd ingewonnen, ruikt naar koehandel. Dit is klassenwetgeving op zijn best. Wat heeft men nog meer nodig om dat onder ogen te zien?

Er hangt nu een kwalijke geur aan de discussie over het bankgeheim. Het allergrootste gevaar is dat een toegeeflijke procureur een zaak op elk moment uit de handen van de zittende magistratuur, van de

raadkamer en van de onderzoeksrechter kan nemen. De onafhankelijke rechtspraak wordt op die manier uitgehold en dat is onvergeeflijk.

Het gevolg is dat de rijken hun straf ontlopen. Wie zich een BMW kan veroorloven, kan er ook het recht bijkopen om door het rood te rijden.

Ondanks de schandalige koppeling ontken ik niet dat er vooruitgang is. Ik hoop op meer. Collega Terwingen is er trots op in het midden van het bed te liggen van een regering die het over alles oneens is. Hij had in een veel comfortabeler bed kunnen liggen, dat van de socialisten en de groenen.

Nu zijn zowel de Koning als de minister van Financiën aan zet. De regering van lopende zaken zal daarop moeten toezien. We moeten op onze hoede blijven voor het wetsontwerp van de staatssecretaris en de minister van Financiën over de opheffing van het bankgeheim. Zij moeten nu samen met de financiële sector de gegevensbank creëren in de schoot van de Nationale Bank. Dit zal waarschijnlijk een heel bittere pil zijn.

Wij betreuren het verschuiven van heel wat taken naar de Koning. Blijkbaar gokt de zittende meerderheid erop dat zij effectief de nieuwe meerderheid zal vormen en dat gaat ten koste van de parlementaire reflex.

Wij zijn blij dat de meerderheid grote delen van ons wetsvoorstel heeft overgenomen. We zijn blij dat anderhalf jaar internationale en groene druk iets heeft opgeleverd. Helaas zijn er belangrijke kansen gemist, ongewenste onduidelijkheden opgenomen en verkeerde koppelingen gemaakt.

De minister zal spoedig een KB moeten opstellen, met de financiële sector afspreken en veel werk verzetten. In het kader van de koehandel neem ik aan dat CD&V het verloop met meer dan gewone belangstelling zal volgen. We kunnen het ons niet veroorloven om nog langer belastinggeld te verliezen. Ook binnen de meerderheid zijn er mensen niet blij met dit resultaat. Niet blij zijn is één ding, er iets mee doen is een ander. Het zou jammer zijn mocht dat niet meer kunnen.

02.77 Bert Schoofs (VB): Ik sluit me aan bij mijn collega Goyvaerts en beperk me tot wat toevoegingen. Ik heb twaalf jaar parlementaire ervaring en ben geschokt en verontwaardigd. Een wetsontwerp dat vrij fundamenteel ingrijpt in ons rechtsbestel, werd stoemelings door de commissie Justitie gejaagd zonder advies van de commissie, noch van de Raad van State. Ik ben benieuwd naar het oordeel van het Grondwettelijk Hof. Andere dossiers worden behandeld in talloze zittingen, maar dit dossier werd afgehaspeld bij nacht en ontij in nauwelijks anderhalf uur tijd.

Vooraf grote criminelen zullen hier wel bij varen. Met enkele amendementen wordt het gezag van de rechterlijke macht ondermijnd. Dat gebeurt dan nog door een regering van lopende zaken. Zelfs in de Angelsaksische wereld gaat men niet zo ver dat een strafrechtsbedeling kan worden afgekocht. Dit is hoegenaamd geen diverse bepaling tussen diverse bepalingen. Iedereen met een beetje parlementaire ervaring weet dat hier zaken op een hoop worden gegooid.

Men benadrukt dat de wet niet bestemd is voor de happy few en inderdaad, veel zaken komen voor een dergelijke regeling in aanmerking. Maar het is de bedoeling de regeling tot grote fraudezaken te beperken. De gewone man zal deze procedure niet aangeboden krijgen. Die zal zijn boetes betalen en zijn straffen uitzitten. Wat nu ter stemming ligt, is dus een natte droom voor maffiose grootkapitalisten en voor PS'ers.

Het is geen toeval dat zowel Open Vld als CD&V en PS dit goedkeuren. De capitulatie voor het failliet van de rechtsstaat moet immers van hen komen. Zij openen nu de rekening voor de afkoopsommen van de laksheid die gedurende tien jaar heeft geheerst onder de PS, CD&V en Open Vld.

Dat is de afkoopsom voor het lakse, anti-Vlaamse en on-Vlaamse justitiebeleid. Om het plaatje compleet te maken moet een MR-lid dit dan nog uitvoeren. Een minnelijke schikking dient niet om gerechtelijke achterstand weg te werken en ook niet om op een gemakkelijke manier van grote fraudeurs af te komen.

Het Vlaams Belang is altijd een koele minnaar van de minnelijke schikking geweest. Ze kan een plaats in het strafrecht en in het handhavingsbeleid verdienen. Dat is hier echter niet het geval. Men bewijst met de voorliggende maatregel het gerecht en de politiek alweer een slechte dienst. Het is niet de eerbare burger die bij de maatregel baat heeft. Het is de oneerbare burger, nog het meest de georganiseerde misdaad, die

dankbaar zal zijn.

02.78 Servais Verherstraeten (CD&V): Natuurlijk is dit een politiek akkoord. In een versnipperd democratisch politiek spectrum moeten partijen praten en trachten elkaar te vinden. We hebben elkaar gevonden, zij het met thema's die niet allemaal met elkaar te maken hebben. Wie moet onderhandelen moet soms van het eigen uitgestippelde pad durven af te wijken. Het alternatief is dat er nooit een akkoord wordt bereikt. De eigen wil doordrijven kan alleen met 76 zetels en die heeft nog geen enkele partij gehaald.

Het stemt mij gerust dat sommigen de tekst te rechts of te links vinden. Het compromis is dus evenwichtig. Het una via-debat hadden we al in de commissie. Ofwel is er de administratieve afhandeling, ofwel is Justitie gevat. Zodra de parketmagistraat gevat is, zit men in de justitiële afhandeling en geldt de justitiële weg. Zolang de parketmagistraat niet gevat is, kan men een administratieve afhandeling hebben.

Er zijn opmerkingen gemaakt bij het interview van onderzoeksrechter Van Cauwenberghe. Het staat elke verdachte vrij een vraag te richten aan de parketmagistraat. Maar het is de parketmagistraat alleen die beslist of hij een minnelijke schikking voorstelt aan de verdachte en die oordeelt of het slachtoffer – bij sociale en fiscale fraude is dat de overheid – volledig werd vergoed. Hij krijgt hiervoor een kader via de richtlijnen van het College van procureurs-generaal.

Als het Grondwettelijk Hof wordt gevat, is het uiteraard aan het Hof om te oordelen. Er is hier geen sprake van de schending van de gelijkheid. De minnelijke beschikking bestaat reeds decennia en ze werd in 1994 ernstig uitgebreid. Er is tot op heden nooit een vernietiging van die wet gekomen of een uitspraak geweest met prejudicieel advies van het Grondwettelijk Hof dat er hier sprake was van een schending van het gelijkheidsbeginsel.

Er is geopperd dat een beperking tot misdrijven in de sociaaleconomische betekenis van het woord beter was geweest. Welnu, dat we bepaalde soorten misdrijven wel zouden toelaten voor minnelijke schikking en andere niet, dat zou pas een risico geven op schending van het gelijkheidsprincipe.

Creëert men 'kansen' voor de happy few? Er wordt voorzien in het principe van de proportionaliteit. Het is aan de parketmagistraten om te oordelen. Die opportuniteit is er ook voor de rechters ten gronde wanneer zij een straf uitspreken.

Het gaat hier helemaal niet over het afkopen van een proces. Het gaat om een akkoord onder wettelijke voorwaarden.

Over het N-VA-amendement hangende de procedure ten gronde verklaarde de heer Jambon dat een betrokkene eerst op een gunstig vonnis kan gokken, om vervolgens, wanneer het vonnis tegenvalt, op de minnelijke schikking terug te vallen. Dat kan niet. Het zal de parketmagistraat zijn die oordeelt en het initiatief neemt, hetzij tijdens de opsporingsfase van een onderzoek, hetzij tijdens de gerechtelijke fase van een onderzoek, hetzij hangende de procedure ten gronde.

Daarmee moet voorzichtig worden opgetreden. Ik ga er van uit dat het College van procureurs-generaal bij de indiening van een advies een reticent advies zal indienen. Bij straftoemeting zijn er altijd diverse momenten, zoals bijvoorbeeld het moment van het plegen van de feiten of de fasen van het onderzoek. Tussen die tijdstippen kunnen omstandigheden wijzigen. De verdachten kunnen bijvoorbeeld tot inkeer zijn gekomen, berouw hebben gekregen of zich opnieuw in de maatschappij hebben geïntegreerd. De slachtoffers kunnen vergoed zijn. Nieuwe elementen moeten altijd kunnen worden beoordeeld. Bovendien is er, eens op strafrechtelijk vlak een vonnis of arrest is geveld, ook nog de strafuitvoeringsrechtbank. We moeten hier voorzichtig mee omspringen, maar als er omstandigheden ten gunste zijn, dan moet men aldus kunnen optreden.

Ik heb vertrouwen in de rechterlijke macht. Wij komen tegemoet aan wat velen hebben gevraagd in de justitiedialogen. Wij zaten toen in de oppositie. Het is toen onder meer door de heer Erdman gevraagd. Het is in het College met betrekking tot de sociale en fiscale fraude voorgesteld. Wij zullen dit evenwichtig compromis ten volle steunen.

02.79 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Het oorspronkelijke wetsvoorstel was al een compromis. Men heeft

een compromis gemaakt van een compromis. Het is knip- en plakwerk geworden van verschillende teksten, om de lieve vrede van de meerderheid. In de commissie was er tot op het laatste moment nerveus overleg tussen de meerderheidspartijen. Men durfde de discussie niet aangaan.

De heer Verherstraeten heeft heel veel over minnelijke schikking gepraat. Als er dan toch een minnelijke schikking moet komen, waarom komt dit dan niet op het strafblad? Waarom heeft men dit niet besproken in de commissie voor de Justitie? Dit behoort tot het domein van de Justitie, maar de meerderheid houdt het weg uit die commissie. Er is geen hoorzitting geweest over de minnelijke schikking.

Men heeft een koehandel opgezet. Ofwel had men moeten gaan voor de amendementen 15 tot 17, waarover wij het debat hebben gehad, ofwel had men alles moeten bespreken. Dat heeft men niet gedurfd. Het beste bewijs daarvan is dat men niet naar de commissie voor de Justitie is gestapt met een heel belangrijke wetgeving over de minnelijke schikking, die de hele magistratuur, de onderzoeksrechters en het parket, aanbelangt. Niets kan dat nog verbeteren, tenzij men amendement 18 alsnog intrekt en toch die discussie wil aangaan in de commissie voor de Justitie.

02.80 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Men verwijt ons een gebrek aan tegensprekelijk debat, maar het debat loopt al vanaf 14.15 uur. Ik heb van mevrouw Almaci geen nieuwe inhoudelijke argumenten gehoord. Wij vinden de vooruitgang meer dan voldoende.

02.81 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Namens de regering ben ik zeer blij dat wij hierover morgen zullen stemmen. Dat geldt ook voor het compromis met betrekking tot zowel het externe als interne bankgeheim en de minnelijke schikking. Over de minnelijke schikking zal ik geen verklaringen meer afleggen, maar over het bankgeheim werden enkele dingen gezegd die niet helemaal juist zijn.

(*Frans*) Persoonlijk ben ik blij dat deze tekst in grote lijnen gebaseerd is op de voorstellen die ik een jaar geleden ter zake heb gedaan.

Het verheugt me tevens dat er een evenwicht is gevonden tussen de onderzoeksmiddelen die worden toegekend aan de belastingadministratie, en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de burgers. Een bankrekening bevat immers informatie die niets te maken heeft met de fiscale rechtzetting.

Ik ben ook tevreden dat het concept aanwijzing van fraude behouden is gebleven. Het bestaat al in het WIB, wordt dagelijks gebruikt door de belastingambtenaren en er bestaat een rechtspraak over. Dit concept maakt het nu al mogelijk de verjaringstermijn te verlengen van drie tot zeven jaar, en wordt in 10.000 gevallen per jaar gebruikt. Het concept aanwijzing van fraude betekent niet dat er fraude wordt vermoed, maar dat er materiële, concrete en verifieerbare aanwijzingen zijn.

Het moet ook duidelijk om een bewuste fraude gaan. Het gaat niet om een onopzettelijke vergissing van een verstrooide belastingplichtige, maar om een moedwillige fraude.

Dit is een belangrijk gegeven voor de bescherming van de belastingplichtige.

Belangrijker is echter dat België, dankzij de goedkeuring van deze wet, in overeenstemming zal zijn met de Europese fiscale normen. Hetzelfde geldt voor het externe bankgeheim. België moet in staat zijn om de internationale verdragen die het ondertekende in het kader van de OESO en de Europese richtlijn inzake fiscale transparantie en informatie-uitwisseling uit te voeren. Zo zal ons land volwaardig kunnen deelnemen aan de internationale stroming van fiscale transparantie en informatie-uitwisseling.

Het belangrijkste is niet de goedkeuring van de bepalingen betreffende de opheffing van het bankgeheim – in een kleine economie als de onze zijn de grenzen immers nooit ver weg – maar wel die van de bepalingen die ons land de kans bieden om deel uit te maken van de uitwisseling van internationale belastinggegevens met de buurlanden. Wanneer België zijn eigen banken op vraag van de buurlanden kan ondervragen, zal het, parallel, informatie van hen kunnen verkrijgen.

En we hopen aldus een einde te kunnen maken aan onze schandelijke en buitensporige aanwezigheid op de grijze lijst van de OESO.

Ik heb niet de indruk dat de opheffing van het binnenlandse bankgeheim als zodanig heel veel geld zal opbrengen. Ik denk echter wel dat die maatregel een preventief effect zal hebben. De mogelijkheid dat er in geval van aanwijzingen van fraude bij de banken onderzoek wordt gevoerd, zal de belastingplichtige disciplineren en ertoe aanzetten zijn belastingverplichting na te leven.

Men kan ook verwachten dat er spontane regularisaties zullen komen. Dankzij de informatie-uitwisseling zal België de fiscale situatie van Belgen die niet-aangegeven inkomsten in het buitenland lieten, kunnen corrigeren. Dat zou nieuwe inkomsten kunnen opleveren voor de begroting.

Voor hen die sceptisch zijn over de volgende stap, namelijk het opstellen van een koninklijk besluit dat het centraal aanspreekpunt bij de Nationale Bank regelt, wil ik erop wijzen dat we met dat werk al begonnen zijn. Er zullen een aantal technische moeilijkheden overwonnen moeten worden, maar vanuit een politiek oogpunt is het de bedoeling dit koninklijk besluit zo snel mogelijk uit te vaardigen.

02.82 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De staatssecretaris heeft daarnet gezegd dat hij niets zou verklaren over de minnelijke schikking. Dat is ongehoord. Kan de minister van Justitie een verantwoording komen afleggen?

02.83 Gerolf Annemans (VB): In de Senaatscommissie voor de Justitie is er gesproken over een kwestie die ronduit revolutionair is voor onze justitie. Ook leden van de meerderheidspartijen hebben hun verontwaardiging geuit over deze gang van zaken. Ik kan mij dus onmogelijk voorstellen dat wij dit niet behandelen in onze commissie voor de Justitie, noch dat wij dit niet zouden behandelen in aanwezigheid van de minister van Justitie. Ik sluit mij dus volmondig aan bij het voorstel van collega Almaci.

02.84 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): Ik heb slechts gezegd dat wij namens de regering de amendementen steunen, die zijn ingediend door de leden van de aftredende meerderheid, zowel inzake het intern bankgeheim als de minnelijke schikking. En verder dat ik geen nieuwe elementen aan dit debat zou toevoegen, gezien de heldere uitspraken die daarover hier al waren gedaan.

De **voorzitter**: Wij vatten thans het onderdeel Sociale Zaken aan. Mevrouw Vienne, rapporteur, verwijst naar haar schriftelijk verslag.

02.85 Meryame Kitir (sp.a): Onze fractie heeft een aantal amendementen ingediend op de wet diverse bepalingen in het hoofdstuk Sociale Zaken.

Een eerste amendement gaat over de verschillende behandeling tussen slachtoffers van een faillissement en van een herstructurering. Werkgevers die een slachtoffer van een herstructurering aanwerven, krijgen immers gedurende vier kwartalen een RSZ-korting van 1.000 euro per kwartaal en ook verdere financiële voordelen in het geval van een 45-plusser. De werknemer heeft drie kwartalen lang recht op een vermindering van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdragen van 133 euro per maand. In het raam van de anticrisismaatregelen gelden deze regels nu ook voor slachtoffers van een faillissement, maar voor ons is dit een discriminatie die sowieso definitief moet worden weggewerkt.

Het andere amendement betreft de werkbonus, die een goed instrument is om de werkloosheidsval weg te werken en de koopkracht te verhogen voor lage inkomens, wat ook betrachtingen zijn in het regeerakkoord. Bij de begrotingscontrole van 2008 zijn de budgetten niet voldoende opgetrokken, waardoor sinds 1 oktober 2008 een lageloonval is gecreëerd via de werkbonus. Met ons amendement willen we die val wegwerken.

Met ons laatste amendement willen wij een extra hoofdstuk invoeren over de leefloners. Ik zou mij daarvoor graag tot staatssecretaris Courard richten, maar die is er blijkbaar niet.

Verschiedende onderzoeksrapporten tonen aan dat de sociale-integratiepremie niet altijd effectief is. Een leefloner die samenwoont en deeltijds gaat werken, verdient minder dan als leefloner. Dat kan niet de bedoeling zijn. Met ons amendement willen wij die onrechtvaardigheid wegwerken.

02.86 Karolien Grosemans (N-VA): Wij stemmen tegen artikel 92 om twee redenen. Ten eerste vrezen wij voor een volledige uitholling van de procedure van de gerechtelijke organisatie, die er toch op gericht moet zijn bedrijven wat ademruimte te geven. Ten tweede wil de N-VA een democratische sociale zekerheid,

waarin een belangrijke rol is weggelegd voor de sociale partners. De bepaling in artikel 92 komt uit een voorontwerp tot invoering van de automatische registratie als aannemer. Het advies van de NAR hierover was unaniem negatief. Wij vinden het ongepast dat een regering iva lopende zaken, via een wet diverse bepalingen dan nog, de NAR en de sociale partners volledig buitenspel zet.

De **voorzitter**: Ik feliciteer mevrouw Grosemans met haar maidenspeech. (*Applaus*)

02.87 Hans Bonte (sp.a): Ik wil het hebben over iets wat niet in deze wet staat, maar er wel in had moeten staan: de hoofdelijke aansprakelijkheid. Onze amendementen 16 tot 21 bieden een remedie tegen het verlies van kostbare socialezekerheidsmiddelen door het ontbreken van een sluitende wet om misbruik van buitenlandse werknemers aan te pakken.

Niet alleen is er sprake van massale fiscale en sociale fraude, maar ook van uitbuiting, van Daensiaanse toestanden in de bouw- en transportsector. De inspectiediensten staan machteloos tegen de illegale migratiecircuits. De sociale zekerheid komt middelen te kort voor deftige uitkeringen, de armoede neemt toe, veel senioren komen niet meer rond met hun pensioen. Toch laat de regering keer op keer en zonder duidelijke redenen na om de hoofdelijke aansprakelijkheid in te voeren.

Wij hebben dit voorstel al vaker ingediend, maar ik denk dat het nu een cruciaal ogenblik is om het goed te keuren. De fraude is zo massaal en de controlediensten geven het op. Wij blijven hierop aandringen.

De **voorzitter**: Staatssecretaris Courard bevindt zich in het buitenland. Hij was verontschuldigd voor deze vergadering.

02.88 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Wat artikel 92 betreft, hebben we in de commissie het debat gevoerd. Wanneer de schuldenaars de afbetalingsregeling respecteren, worden ze niet beschouwd als personen met een sociale schuld en zijn de regels van de hoofdelijke aansprakelijkheid bijgevolg niet op hen van toepassing.

Het debat waarnaar mevrouw Kitir in haar tussenkomst verwees, lijkt me belangrijk en zou grondiger moeten worden gevoerd. We zullen later contact opnemen om een middel te vinden om die struikelblokken voor de integratie en de werkgelegenheidsgraad weg te werken.

02.89 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik ben een voorstander van de hoofdelijke aansprakelijkheid, maar tot nog toe was er geen meerderheid voor.

Dat er een discriminatie is tussen werknemers die het slachtoffer zijn van een herstructurering en van een faillissement, klopt. In het kader van de begroting zal ik proberen een maatregel te nemen.

Wat de werkbonus betreft: met het IPA hebben wij al een koopkrachtstijging van 150 euro gerealiseerd, maar voor een echt nieuw systeem is het wachten op een echte regering.

02.90 Hans Bonte (sp.a): De minister is voor, iedereen wil een hoofdelijke aansprakelijkheid, maar er is nooit een meerderheid voor. Wij zien hier tegenwoordig voortdurend wisselmeerderheden. Ik vraag mij dus af wat dat is, een 'meerderheid'.

Er komt een moment dat dit een vorm wordt van schuldig verzuim. Wie zich neerlegt bij het bestaan van fraudemechanismen is medeverantwoordelijk.

De meerderheid maken de leden zelf door hun verantwoordelijkheid te nemen bij het stemmen.

Wij vatten thans het onderdeel Economie aan. Mevrouw Jadin, rapporteur, is afwezig en verwijst naar haar schriftelijk verslag.

02.91 Myriam Vanlerberghe (sp.a): De premies voor een hospitalisatieverzekering zijn een groot probleem geworden. Mensen die met een ziekte worden geconfronteerd, zouden terecht moeten kunnen bij de verplichte verzekering. Ondertussen bestaan er privéverzekeringen, maar op een bepaalde leeftijd wordt het onbetaalbaar om zich daar nog in te schrijven. Er is een discriminatie tussen zieke mensen met geld en zieke

mensen zonder geld.

Er wordt allang gezegd dat hieraan iets moet worden gedaan. In de commissie werd gezegd dat hierover een wetsvoorstel zou moeten worden ingediend. Als wij dit natuurlijk elke zittingsperiode opnieuw moeten bespreken, dan zullen de mensen nog lang in de kou blijven staan.

Wat wij willen doen is enkel wat al afgesproken was. Minister Reynders en de regering hebben er echter geen werk van gemaakt. De bedoeling was in de hospitalisatieverzekering een plafond voor de prijsstijgingen in te bouwen. Dat is niet gebeurd en de prijzen zijn sterk gestegen. Wat wij vragen is dat deze diverse bepalingen aangegrepen worden om dit probleem op te lossen.

Het is onze bedoeling een plafond in de hospitalisatieverzekering in te bouwen. Dat kan door de medische index af te schaffen en de gewone index toe te passen. Dat zou veel logischer zijn. Via de amendementen die hier opnieuw ingediend zijn, kunnen we de medische index afschaffen en de consumptie-index gebruiken, zodat de prijzen veel trager zouden stijgen.

We weten niet wie dit eigenlijk tegenhoudt. Eigenlijk zouden we dit graag met terugwerkende kracht invoeren. Ik verwacht dat dit morgen goedgekeurd wordt. (*Applaus bij sp.a*)

De **voorzitter**: Voor het hoofdstuk Binnenlandse Zaken is er geen verslag. Er zijn geen sprekers.

We vatten nu het deel Infrastructuur en Mobiliteit aan.

02.92 Karin Temmerman, rapporteur: Gezien het gevorderde uur zal ik grotendeels naar het schriftelijke verslag verwijzen. Ik wil in mijn hoedanigheid van rapporteur echter mijn verbazing uitdrukken over een paar zaken die in de commissie zijn gebeurd.

Op het einde van de vorige commissievergadering kregen wij een amendement van de staatssecretaris. Daarop werd een subamendement ingediend dat eveneens van de meerderheid kwam. Na een tijdje discussie en een schorsing werden beide amendementen ingetrokken. Vandaag zagen wij hetzelfde amendement op de banken liggen, waardoor de commissie opnieuw moest samenkomen. Tijdens die vergadering werd het amendement echter weggestemd.

Ik ben nieuw in het Parlement, maar vind dat een heel rare manier van werken. (*Applaus bij sp.a*)

02.93 Tanguy Veys (VB): De vorige spreker had het al over het verloop van de bespreking in de commissie.

Enerzijds is er de invoering van de Kruispuntbank voor rijbewijzen, waarover in de commissie nagenoeg unanimititeit werd bereikt. De bespreking verliep waardig.

Vervolgens kwamen wij echter bij de problematiek van de veiligheidsinstantie. Dat is enerzijds de dienst Veiligheid en Interoperabiliteit der Spoorwegen (DVIS) en, anderzijds, het Onderzoekscentrum. Op initiatief van staatssecretaris Schouppe werd hier een kunstgreep doorgevoerd.

Al bij de oprichting werd de basis gelegd van het slecht functioneren, volgens de Europese Commissie. Op het ogenblik dat beide organen, DVIS en het Onderzoeksgaan, werden opgericht, zat de expertise bij de NMBS zelf. Er werd toen voor gekozen om mensen rechtstreeks bij de NMBS te halen, maar er werd niet voor gezorgd dat die mensen hun banden met de NMBS doorknipten op het moment dat zij begonnen te werken bij de FOD Mobiliteit. Daarvan dragen wij vandaag nog steeds de gevolgen. Ook de Europese Commissie heeft er ernstige bezwaren bij.

Deze organisaties moeten instaan voor zowel de NMBS, de NMBS-Holding, als Infrabel. Het lijkt mij logisch dat het toezicht daarop onmogelijk kan gebeuren door mensen die tot vandaag nog altijd een band met de NMBS hebben. Zij moeten als het ware hun werkgever beoordelen, kritisch benaderen, evalueren en opmerkingen geven. Zij kunnen vergunningen afnemen en zij kunnen sancties opleggen. Staatssecretaris Schouppe heeft in eerste instantie via een wet houdende bijzondere bepalingen eind vorig jaar geprobeerd om daaraan tegemoet te komen. Ik heb er toen op gewezen dat zowel de Raad van State als de Europese Commissie kritiek hadden op de huidige werkwijze.

Die kritiek wuifde de staatssecretaris weg.

Vandaag ligt hier een ontwerp van wet houdende diverse bepalingen, waarin er opnieuw geprobeerd wordt om daaraan tegemoet te komen, maar weer onvolledig.

Er worden geen nieuwe personeelsleden meer aangeworven die nog banden hebben met de NMBS. Anderzijds legt men er zich bij neer dat de huidige personeelsleden die band behouden. Alleen zal voor de top van DVIS een keuze moeten worden gemaakt, omdat blijkbaar de baas een dame is die wel nog steeds een band heeft met de NMBS. In plaats van de betrokken persoon voor de keuze te stellen, wordt DVIS volledig weggehaald bij de FOD Mobiliteit en ressorteert nu onder de bevoegde staatssecretaris.

Blijkbaar gaf de staatssecretaris er de voorkeur aan om een pad in de korf van zijn opvolger te zetten.

Een tweede punt van kritiek is een amendement van de meerderheid en vooral ook de manier waarop het werd aangebracht.

Vorig jaar hebben we een wet goedgekeurd die de Koning machtigt om alle nuttige maatregelen te nemen teneinde de exploitatievoorwaarden van de licentie te wijzigen, waar men eigenlijk de tarieven mee bedoelt die de uitbater van de luchthaven kan aanrekenen.

Plotseling verscheen er in de pers kritiek op het tarifieringssysteem, vermoedelijk uit Franstalige hoek. Dat leidt ertoe dat de dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de Exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal naar de Raad van State is getrokken tegen de tarievenstructuur die staatssecretaris Schouppe heeft uitgetekend. De dienst beweert dat de heer Schouppe met zijn tarievenstructuur buiten zijn bevoegdheden is getreden.

De meerderheid heeft voor chaos in de commissie gezorgd met verschillende amendementen waarvan men soms niet eens wist wie de indieners waren, wie ze verdedigde en welk amendement nu wel of niet werd aangehouden.

In die grote chaos heeft zelfs de staatssecretaris zijn amendement, dat hij namens de regering had ingediend, teruggetrokken. Dat amendement heette namens de meerderheid te zijn, al vraag ik me af namens welke meerderheid. Niemand moet vergeten dat er aan Vlaamse kant geen meerderheid meer is.

Voor het nieuwe amendement, dat eigenlijk een kopie was van dat van de staatssecretaris, werd geen meerderheid gevonden en men slaagde er ook niet in om het te motiveren.

Als er morgen problemen zijn met de Vlaamse verankering van de luchthaven, dan zal men de schuld op de Vlaamse partijen steken die zich hebben laten ringeloren. In ons geval zou dat onterecht zijn. Het enige wat we doen is ons een beetje neerleggen bij de politieke realiteit.

Het amendement verlengt een termijn. Zogezegd slaagde de Koning er niet in om zijn handtekening te zetten, wat eigenlijk betekent dat de regering er niet uit raakte. Daarom moest het Parlement het maar oplossen. De regering moet haar werk zelf doen en als er dan toch amendementen namens de meerderheid moeten worden ingediend, kan men ze best eerst eens met de meerderheid doornemen.

In de wet houdende diverse bepalingen die wij vorig jaar hebben goedgekeurd, staat duidelijk dat na 15 maart 2011 de besluiten die krachtens artikel 6 zijn vastgesteld en zijn bekrachtigd, alleen bij wet kunnen worden gewijzigd. Het enige wat wij vandaag hebben gedaan door het amendement weg te stemmen, is zeggen dat als het niet kan via de Koning, het opnieuw via de wet moet. Wij zijn bereid om onze verantwoordelijkheid te nemen. *(Applaus bij VB)*

02.94 David Geerts (sp.a): Ik wilde de staatssecretaris enkele vragen stellen, maar hij is er niet.

Het is vreemd dat er een amendement werd ingediend dat uiteindelijk niet werd goedgekeurd.

Ik ben ontgoocheld over het verloop van de werkzaamheden. Vroeger hadden wij zelf bedenkingen bij de

methode van de diverse bepalingen, omdat er van alles werd ingepropt. Nu is het nog erger. Nu worden er nieuwe elementen ingebracht via amendementen.

In de commissie Infrastructuur ging het specifiek over amendementen over DVIS. Een aantal mensen die hard aan de verbetering van de werking van DVIS hadden gewerkt, hielp de staatssecretaris op een sluike wijze om één bepaald element door te voeren.

Met de inhoud gaan we akkoord, met de manier waarop echter niet. Aan DVIS werd veel aandacht besteed in de commissie Spoorveiligheid. Dan zie ik plots een amendement ondertekend door leden van dezelfde commissie waarin enkel de wijziging van DVIS wordt gemotiveerd op basis van een brief van de Europese Commissie. Daarom hebben wij met een aantal collega's een amendement ingediend om de artikelen 29 en 30 opnieuw te schrappen.

Wij stellen een fundamenteel debat voor in de commissie voor de Infrastructuur of in de bijzondere commissie om te kijken hoe de onafhankelijkheid van DVIS kan worden georganiseerd. Kan de dienst het beste ressorteren onder de staatssecretaris of zijn er alternatieven, zoals het Parlement?

Ik begrijp niet dat er geen amendement werd ingediend over het Onderzoeksorgaan. Uit het betoog van de staatssecretaris begrijp ik dat het Onderzoeksorgaan een zelfde behandeling moet ondergaan als DVIS. Wat is de motivering voor de contractuele band met het hoofd van de FOD? Waarom geldt die enkel voor DVIS en niet voor het Onderzoeksorgaan? Daarover moet nog fundamenteel worden gedebatteerd. Dat moet er niet via een amendement worden doorgesluisd.

02.95 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Net als de heer Geerts heb ik vragen bij de relevantie van de goedkeuring van de artikelen 29 en 30 in de commissie. Het mag duidelijk zijn dat de onafhankelijkheid van de nationale autoriteit voor spoorwegveiligheid ten aanzien van de NMBS-Groep moet worden versterkt. Vandaag zijn er nog mensen die voor deze instantie werken en die banden hebben met de NMBS. Ook moet het statuut aantrekkelijker worden gemaakt om expertise van buiten de NMBS aan te trekken. Dit is ook een duidelijke aanbeveling van het rapport over de spoorwegveiligheid.

Tijdens de besprekingen in de commissie werd er echter een amendement ingediend waarin een manke oplossing werd aangedragen en waardoor een ruimer debat onmogelijk werd gemaakt. Er werd niet aangetoond op welke manier de voorgestelde oplossing de onafhankelijkheid van die autoriteit zou versterken en er werd geen enkel alternatief bestudeerd.

Mocht die bepaling als dusdanig worden aangenomen, dan voorspelt dat weinig goeds voor het werk dat het Parlement zal moeten leveren om de aanbevelingen inzake de spoorwegveiligheid ten uitvoer te brengen. We hopen dan ook dat die bepaling zal worden ingetrokken. Daarom hebben we dit amendement medeondertekend.

02.96 Jef Van den Bergh (CD&V): Als gewezen lid van de commissie Spoorveiligheid en mede-indiener van het amendement voel ik mij aangesproken.

Een aantal argumenten is onjuist. Ik kan de kritiek over de werkwijze wel begrijpen. Het moest evenwel snel gaan, want er is een formele procedure van ingebrekestelling van de Europese Commissie op komst. Er kwam reeds een gedeeltelijk antwoord via de diverse bepalingen die het Parlement op 10 februari 2011 heeft goedgekeurd. Een tweede deel van het antwoord volgt nu. De DVIS krijgt een grotere onafhankelijkheid. Dat was trouwens een aanbeveling van de bijzondere commissie Spoorwegveiligheid.

Voor het Onderzoeksorgaan wordt via KB's – en niet via een wettelijke aanpassing – een gelijkaardige oplossing uitgewerkt. In de oprichtingswet van DVIS werd heel uitdrukkelijk bepaald dat deze dienst onder de hiërarchie van de FOD Mobiliteit zou vallen. Een dergelijke wettelijke bepaling bestaat niet voor het Onderzoeksorgaan.

De geboden oplossing biedt een antwoord op de dreigende ingebrekestelling door de Europese Commissie en ligt in de lijn van de aanbevelingen van de bijzondere commissie Spoorwegveiligheid.

02.97 David Geerts (sp.a): Ik wil het debat niet aangaan met de heer Van den Bergh, maar ik apprecieer zijn dossierkennis. Ik vrees dat de staatssecretaris de elementen van het dossier niet kent want anders was

de motivering van zijn amendement veel beter geweest.

02.98 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Een parlementair initiatief zou, even snel als het koninklijk besluit, een veel structurelere oplossing kunnen aandragen wat de onafhankelijkheid van de nationale veiligheidsautoriteit betreft.

02.99 Tanguy Veys (VB): Dat standpunt van de Europese Commissie is al langer bekend. Deze meerderheid blijft amateuristisch werken.

02.100 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): De kritiek op de wetgevingstechniek via het wetsontwerp houdende diverse bepalingen is terecht. Een volgende regering moet werk maken van een meer gestructureerde aanpak die ook aansluit bij de verschillende onderwerpen zoals ze door het Parlement zouden moeten worden behandeld.

Vandaag zitten we in een heel moeilijke situatie. De uittrekkende regering is reeds meer dan negen maanden in een periode van lopende zaken. Hierdoor kon men niet anders dan een aantal artikelen voorleggen aan het Parlement. In andere omstandigheden had de staatssecretaris ook een ruimer debat verkozen. Het is evenwel hoogdringend dat het Parlement hierover een beslissing neemt.

De beschouwingen van mevrouw Vanlerberghe kunnen mogelijke doelstellingen zijn voor een volgende regering.

Ik kan mij aansluiten bij de uiteenzetting van de heer Van den Bergh. De Europese Commissie heeft wel haar akkoord bevestigd met betrekking tot de gesuggereerde oplossing.

Inzake het Onderzoeksorganisme heeft de administratie in 2010 onderzocht wat de beste oplossing zou zijn. De oplossing in het KB zal overeenkomen met de suggesties die toen werden geformuleerd.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1208/9)

Het wetsontwerp telt 94 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 2/1 (n)

- 6 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/1 (n)

- 5 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/2 (n)

- 7 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/3 (n)

- 8 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/4 (n)

- 9 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/5 (n)

- 10 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/6 (n)

- 11 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 3/7 (n)

- 12 - Bruno Tobback cs (1208/13)

Art. 29

- 25 - David Geerts cs (1208/14)

Art. 30

- 26 - *David Geerts cs (1208/14)*
- 24 - *Tanguy Veys (1208/14)*

Art. 44

- 27 – *Jan Jambon (1208/14)*

Art. 45/1 (n)

- 29 – *Jan Jambon (1208/14)*

Art. 46

- 28 – *Jan Jambon (1208/14)*

Art. 55

- 1 - *Dirk Van der Maelen (1208/13)*
- 30 – *Jan Jambon (1208/14)*
- 31 – *Jan Jambon (1208/14)*

Art. 57

- 32 – *Jan Jambon (1208/14)*

Art. 76/1 (n)

- 2 - *Myriam Vanlerberghe (1208/13)*

Art. 76/2 (n)

- 3 - *Myriam Vanlerberghe (1208/13)*

Art. 76/3 (n)

- 4 - *Myriam Vanlerberghe (1208/13)*

Art. 84 (n)

- 33 – *Jan Jambon (1208/14)*
- 34 – *Jan Jambon (1208/14)*

Art. 95 (n)

- 13 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 96 (n)

- 23 - *Meryame Kitir cs (1208/14)*
- 14 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 97 (n)

- 23 - *Meryame Kitir cs (1208/14)*
- 15 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 98 (n)

- 16 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 99 (n)

- 17 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 100 (n)

- 18 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 101 (n)

- 19 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 102 (n)

- 20 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

Art. 103 (n)

- 21 - *Meryame Kitir cs (1208/13)*

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

De **voorzitter**: Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 16 maart 2011, stel ik u voor, voor wat de plenumvergadering van morgen betreft, de geheime stemming over de naturalisaties (nrs 1256/1 en 2) te verdagen.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Op vraag van de hoofdindieners wordt het wetsvoorstel van de heer Philippe Blanchart, de dames Colette Burgeon en Marie-Claire Lambert en de heren Yvan Mayeur en Franco Seminara tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 september 2001 betreffende de beschikbaarheid van consumenteninformatie over het brandstofverbruik en de CO₂-uitstoot bij het op de markt brengen van nieuwe personenauto's (nrs 427/1 tot 5) eveneens van de agenda geschrapt.

Aldus zal geschieden.

De vergadering wordt gesloten om 19.44 uur. Volgende vergadering donderdag 17 maart 2011 om 14.15 uur.